UNIVERSITE DE FRIBOURG FACULTE DE DROIT

LUTTE
CONTRE
LE CHÔMAGE CONJONCTUREL
PAR UNE
POLITIQUE DES TRAVAUX PUBLICS

THESE

Présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Fribourg pour l'obtention du grade de docteur ès sciences économiques et commerciales

par

MURAT AKA

Licencié ès sciences économiques et commerciales

Acceptée par la Faculté de droit le 14 Juillet 1947 sur la proposition de M. le professeur Dr. E. BONGRAS (premier rapporteur) et de M. le professeur Dr. LIESKER (second rapporteur).

ISTANBUL
Imprimerie "Özyürek Matbaası"
1953

UNIVERSITE DE FRIBOURG FACULTE DE DROIT

LUTTE
CONTRE
LE CHÔMAGE CONJONCTUREL
PAR UNE
POLITIQUE DES TRAVAUX PUBLICS

THESE

Présentée à la Faculté de Droit de l'Université de Fribourg pour l'obtention du grade de docteur ès sciences économiques et commerciales

par

MURAT AKA

Licencié ès sciences économiques et commerciales

Acceptée par la Faculté de droit le 14 Juillet 1947 sur la proposition de M. le professeur Dr. E. BONGRAS (premier rapporteur) et de M. le professeur Dr. LIESKER (second rapporteur).

ISTANBUL
Imprimerie "Özyürek Matbaası"
1953

La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs. (Décision de la Faculté 1 er Juillet 1916)

R. UNIV. BIBLIOTHEEK LEIDEN

A MON PERE

Cette étude a été élaborée à l'Institut des Sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg sous la direction de M. le professeur Dr. E. Bongras.

Nous lui exprimons notre profonde reconnaissance pour ses précieux conseils ainsi que pour l'aide bienveillante qu'il nous a témoignée tout au long de notre travail.

INTRODUCTION

Le cycle économique, par lequel on entend les mouvements de hausse et de baisse des affaires, est influencé, dans le système économique capitaliste, par deux facteurs essentiels : les immobilisations de capitaux et les progrès économiques, qui expliquent fondamentalement toutes les fluctuations cycliques de l'économie dynamique. L'alternance des phases de prospérité et de dépression économique, qui est en relation directe avec ces facteurs, se manifeste par des phénomènes caractéristiques : développement exagéré des investissements réels et, par voie de conséquence, hausse de revenus et de la demande dans les périodes de prospérité; fléchissement accéléré de la production de biens d'investissement avec diminution subséquente des revenus et baisse de la demande, dans les périodes de dépression.

Au fur et à mesure que les investissements sont poussés à fond et, par conséquent, que le volume de la production s'accroît, l'instabilité de l'économie dynamique s'accentue. Dès lors, les dépressions risquent de prendre une tournure de plus en plus grave et le danger d'un chômage général devient de plus en plus menaçant. Aussi, pour écarter les fâcheuses conséquences que comporte le risque d'un chômage massif, l'Etat ou, d'une manière générale, les collectivités publiques sont - elles sollicitées d'intervenir et d'assumer de plus grandes responsabilités dans la vie économique.

Aujourd'hui, on admet généralement que les collectivités publiques ont, pour ainsi dire, une obligation directe de prendre des mesures adéquates pour empêcher ou tout au moins atténuer l'alternance des dépressions économiques. Les temps sont révolus où le rôle de l'Etat n'était que celui "d'un agent impartial de trafic"; bien au contraire, l'Etat doit concentrer tous ses efforts à maintenir un niveau élevé de vie et d'emploi; autrement dit, la tâche des collectivités publiques est devenue de plus en plus grande, et elle doit consister à assurer à l'économie un équilibre permanent, qui doit aboutir à l'utilisation complète des moyens de production et prévenir la périodicité des mouvements cycliques.

Mais quelles sont les mesures économiques que les collectivités pub-

liques doivent appliquer dans la lutte contre les dépressions cycliques, partant contre le chômage conjoncturel?

C'est ici qu'apparaît la nécessité pour les pouvoirs publics d'avoir et d'appliquer une politique idéale de grands travaux publics. L'idée n'est pas nouvelle; mais, jusqu'à une époque toute récente, les travaux publics furent, pour ainsi dire, rarement organisés selon une méthode systématique, propre à orienter l'activité économique et à améliorer la structure sociale. Ce n'est que depuis le commencement du vingtième siècle et plus particulièrement à partir de la crise cyclique de 1929 que les gouvernements de nombreux pays se sont efforcés d'élaborer et de pratiquer une politique systématique de grands travaux publics pour lutter contre le chômage conjoncturel. Certains Etats semblent avoir remporté de brillants succès. (Voir l'expérience allemande.)

***

Le procédé classique d'organisation de travaux publics a consisté tout d'abord dans l'ouverture de chantiers de travaux où les chômeurs recevaient un certain pouvoir d'achât leur permettant de s'assurer un minimum d'existence. Le principe était donc le suivant : créer coûte que coûte des possibilités de travail, sans tenir compte ni du moment d'intervention, ni des réactions qu'elles provoqueraient au sein du circuit économique national.

Autrement dit, l'idée de secourir les chômeurs au moyen de grands travaux publics était admise, mais c'était tout. Le genre des travaux à entreprendre, leur coordination n'étaient pas pris en considération. En bref, une politique rationnelle et systématique de travaux publics visant la compensation des effets des cycles économiques et le développement de l'outillage national n'entraient pas en ligne de compte. C'est pourquoi on n'aboutissait pas ou peu à des résultats concrets. C'étaient en quelque sorte des travaux à portée limitée; ils n'étaient que de simples expédients imposés par la pression des événements et qu'on utilisait uniquement pour secourir un groupe particulièrement atteint de la société. Aujourd'hui, par contre, les collectivités publiques, se rendant compte du danger que présente l'application d'une telle politique de grands travaux publics, ont créé des organismes spéciaux dont la tâche consiste à :

a) préparer d'avance les programmes des travaux ;

b) les faire appliquer au moment précis du marasme des affaires ;

c) enfin, veiller à ce que les programmes des travaux publics sortent du cadre trop étroit de l'industrie du bâtiment et du terrassement.

Ce dernier point est d'une importance capitale. En effet, des sommes énormes, se chiffrant par des milliards de francs, sont affectées au financement d'une politique de grands travaux publics. Tout cet argent est redistribué sous forme de salaires à des milliers d'ouvriers, des ingénieurs, des techniciens, de sorte que des courants nouveaux de revenu viennent augmenter le pouvoir d'achât de la population. Or, devant une telle distribution de revenus, la théorie économique veut qu'il y ait une augmentation parallèle des biens de consommation et des biens de production, sinon la hausse des prix se produira et aura des effets qui réduiront à néant tous les résultats attendus de cette action, c'est-à-dire d'une distribution de nouveaux courants de revenus.

Par conséquent, il faut que les programmes de grands travaux publics portent sur des industries beaucoup plus diverses que le seul bâtiment. Il ne suffit pas que l'occupation se traduise simplement par une perte de temps, qui se résumerait, par exemple, à creuser des trous et à les combler sitôt après.

L'objet d'une politique de grande travaux se trouve ainsi posé.

La politique de grands travaux que nous préconisons pour la lutte contre le chômage conjoncturel doit être de nature à déterminer un développement général de l'activité économique, lequel engendrerait un mouvement d'expansion propre à ramener la prospérité.

*
**

Il resulte de ces observations sommaires que toute politique de grands travaux publics capable de supprimer ou d'atténuer, tout au moins, le chômage conjoncturel doit faire l'objet d'une étude approfondie, même si cette politique cause quelques dépenses. Celles-ci, du reste, seraient d'autant plus justifiées, qu'elles assureraient un équilibre permanent de l'offre et de la demande d'emploi, c'est-à-dire garantiraient une occupation régulière aux travailleurs, au lieu de les laisser en chômage et à faire dépendre leur vie de sécours ou de prestations d'assurances. A noter, au surplus, qu'un chômage prolongé risque d'exposer

les chômeurs à subir une déchéance morale qui peut se révéler nuisible à la communauté, sans compter qu'il les expose à de sérieuses difficultés de réadaptation au travail. D'autre part, les chômeurs étant à la charge de la société, n'est-il pas préférable de leur fournir un emploi permanent plutôt que de les laisser tributaires de secours pécuniaires?

PREMIERE PARSIE

Chomâge et Nature

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE I.

DIFFERENTES SORTES DE CHOMAGE

On distingue en général quatre types de chômage :

I le Chômage normal
II le Chômage saisonnier
III le Chômage technologique
IV le Chômage conjoncturel ou cyclique.

Section 1.

Le chômage normal et son ampleur.

La courbe représentative de la production d'une ou de plusieurs entreprises présente toujours des oscillations à la hausse ou à la baisse, de telle façon que ces oscillations de la production se traduisent par des embauchages ou des débauchages de la main-d'oeuvre. Autrement dit, le point d'équilibre des courbes de l'offre et de la demande du marché du travail ne se réalise qu'avec certains retards, ce qui donne naissance à un chômage dit normal ou constant.

"On se trouve en présence d'un phénomène tenant à la nature propre du marché du travail : il est fonction de la mobilité du travail, de la régularité des mouvements sur le marché du travail, et enfin de la qualité des organisations de placement." [1].

Il en résulte donc que moins la mobilité ou la régularité des mouvements de travail sur le marché du travail sont imparfaits, plus grand est le chômage normal. A la suite d'une maladie ou d'autres causes analogues, l'ouvrier peut bien perdre sa place ; jusqu'à ce qu'il en trouve une autre "un délai plus ou moins long peut s'écouler, soit parce que

(1) B.I.T., problème du chômage.

cet ouvrier a besoin de temps pour s'informer des places vacantes, soit parce qu'il doit éventuellement envisager un changement de résidence." [2].

Si l'on se rapproche des conditions d'équilibre (c. à. d. de l'offre et de la demande de travail) on aboutit finalement à une diminution du chômage normal. Les frictions, les frottements existant toujours le chômage normal existera d'une manière continuelle, en ce sens qu'on le verra en tout temps, dans n'importe quel pays.

Le chômage normal accuse des variations moins importantes par rapport aux fluctuations du chômage conjoncturel. En Allemagne [3] par exemple, on constate, depuis l'année 1895 à 1911, les variations que voici :

Années :	Nombre de chômeurs :
1895	179.004
1906	52.000 (seulement dans l'industrie)
1910	138.000
1911	134.000

L'institut de la conjoncture de Berlin, après s'être basé sur les chiffres précédents, estime à 100.000 le nombre des chômeurs normaux, pour les dernières années de l'avant-guerre.

C'est seulement dans la période d'après-guerre 1914 - 1918 qu'on assiste à une augmentation du chômage normal. En effet, M. Saitzew [4] prenant en considération le pourcentage de 2%, évalue à 400.000 cette catégorie de chômeurs.

En France, notamment, le chômage normal présentait des variations négligeables, pour ainsi dire, avant la dernière grande guerre. Tandis qu'en Grande Bretagne la masse des chômeurs normaux atteignait plus ou moins le même pourcentage qu'en Allemagne. Malgré ces variations, le chômage normal est resté relativement modéré par rapport au chômage conjoncturel. Passons à l'explication du chômage saisonnier.

---

(2) Fain, la Science économique appliquée aux problèmes économiques contemporains, 1942, p. 90.

3. Phocas, Essai sur le chômage allemand d'après guerre, 1936, p. 89.

4. Idem, p. 90.

Section 2.

Le chômage saisonnier et ses fluctuations.

A part le chômage normal, dont les caractères généraux sont indiqués plus haut et qui provenait d'une inadaptation de l'offre et de la demande du marché du travail, il existe un chômage de caractère saisonnier.

L'activité économique, en effet, ne suit pas dans son ensemble une ligne droite; elle est caractérisée par des fluctuations qui déterminent son allure générale. Nous pouvons classer ces fluctuations de la manière suivante :

a) fluctuation saisonnières,
b) fluctuations conjoncturelles,
c) variations de longue durée
d) mouvements résiduels, etc...

Parmi ces mouvemetns, ce sont les fluctuations saisonnières, comme le nom l'indique d'ailleurs, qui engendrent le chômage saisonnier.

Le chômage saisonnier provient donc des fluctuations saisonnières qui se reproduisent toutes les années à même époque. On peut constater, en effet, que certaines branches économiques sont très actives pendant la belle saison, mais pendant les mois d'hiver, leur acvitié se ralentit d'une manière plus ou moins sensible : l'agriculture, le bâtiment, l'industrie de transport, les carrières à ciel ouvert, subissent pour des raisons faciles à comprendre l'influence de la température et du temps." [5]. La plupart des industries du vêtement, d'éclairage, et bien d'autres subissent les variations saisonnières qui engendrent par conséquent le chômage saisonnier. Tandis que d'autres branches d'industrie restent indifférentes aux fluctuations saisonnières. Le chômage saisonnier présente des fluctuations assez considérables quant au nombre des chômeurs saisonniers. Si l'on jette un coup d'oeil au tableau ci-dessous [6], on se rend facilement compte des victimes faites par les fluctuations saisonnières.

---

5. Reynaud, Lutte contre le chômage en Allemagne, 1936, p. 23.
6. Idem, op. cit., p. 24.

Recul du chômage complet de l'hiver à l'été d'après les renseignements des offices de travail.

Maximum d'hiver :		**Maximum d'été :**			
Epoque :	Nombre de chômeurs en mille :	Epoque:		N. de chôm. en mille :	Recul de l'hiver à l'été en mille :
Fin janvier 1928	1.791	Fin juillet	1928	1.028	0,763
„ février 1929	3.050	„ „	1929	1.252	1.798
„ février 1930	3.336	„ mars	1930	2.635	0.731
Mil. février 1931	4.991	„ juin	1931	3.954	1.037
Mil. mars 1932	6.129	„ sept.	1932	5.103	1.026
Mil. février 1933	6.047	„ juillet	1933	4.468	1.575
Fin janvier 1934	3.373	„ „	1934	2.426	0.947

Après avoir éliminé les fluctuations cycliques, affirme Reynaud, nous aurons un chiffre de 100.000 comme différence moyenne du chômage entre l'été et l'hiver.

Section 3.

Chômage technologique.

Le chômage technologique résulte des progrès techniques qui donnent lieu à la libération d'une partie assez importante de la main d'oeuvre. Ajoutons cependant que tout progrès technique n'engendre pas un débauchage de la classe ouvrière; car "la grande multiplication d'un produit en fait baisser le prix; le bon marché en étend l'usage et sa production, quoique devenue plus expéditive, ne tarde pas à occuper plus de travailleurs qu'auparavant." [7].

D'autre part, nous pouvons affirmer que "certains ouvriers chassés de leur travail par le machinisme retrouvent une nouvelle situation dans la confection, l'entretien ou la réparation des machines elles-mêmes" [8]

Ricardo traitant du problème du machinisme estime que : "l'introduction de la machine peut être avantageuse parce que, en certaines circonstances, elle accroît le bien être de la nation, mais qu'elle peut

7. Jean Baptiste Say, Traité d'économie politique. 1817, tome I. p. 54.
8. Ferras, Le progrès technique et le chômage. 1936, p. 177.

néanmoins en même temps rendre la population excessive, et porter dommage à la condition du travailleur." [9].

Dans le chômage technologique, le volume de la production ne cesse de s'accroître, tandis que les personnes embauchées diminuent de plus en plus. En d'autres termes : la courbe de l'emploi fléchit alors que la courbe de la production augmente. Le tableau suivant le montre :

La production et l'emploi dans l'industrie manufacturière aux U.S.A. [10]

Années :	Nombre moyen d'ouvriers	Valeur de la fabrication en millions de dollars.
1919	9.039.171	24.899.005
1921	6.944.135	18.326.832
1923	8.776.646	25.845.659
1925	8.381.511	26.771.373
1927	8.349.735	27.585.210
1929	8.742.761	31.687.061

Il ressort de ce tableau qu'en 1919, pour 9.039.171 ouvriers embauchés, la valeur de la production était de 24.899.005 dollars. A la suite des progrès réalisés au cours des années 1921, 1923, 1925 et 1927, le nombre d'ouvriers employés tombe à 8.742.761 en 1929, soit 297.410 de chômeurs. La valeur de la production pour la même année 1929 augmente de 6.788.056 dollars.

Comme les données statistiques le prouvent, les innovations ou plutôt les progrès techniques se font toujours au détriment de la main d'oeuvre; par conséquent, le plein rendement ne se réalise pas. Le tableau suivant contient des données très importantes quant à l'effet de la mécanisation des moyens de production, dans le domaine de l'agriculture, aux Etats - Unis, depuis 1920.

Années :	Nombre de tracteurs	Nombre de chevaux et mulets
1920	246.000	25.000.000
1925	506.000	22.082.000
1929	853.000	19.476.000

9. Ricardo, voir Butler, op. cit., p. 45.
10. Butler, op. cit., p. 57.

Il résulte de là que 5.524.000 bêtes ont été mises hors de travail, du fait d'une augmentation de 600.700 tracteurs. Si l'on pense qu'il faut moins d'hommes pour la mise en action de 600.700 tracteurs que pour produire du fourrage aux 5.524.000 bêtes on se rend compte des répercussions du progrès technique sur la main d'oeuvre.

Section 4.

Le chômage conjoncturel et ses variations.

Le chômage conjoncturel est le résultat des fluctuations cycliques qui s'étendent sur une période de 6 à 11 années. Les causes du chômage conjoncturel sont inhérentes à notre système économique et elles l'expliquent par les causes mêmes des crises. Il prend son extension dans les cycles engendrés par les crises; les circonstances qui provoquent, par conséquent, les fluctuations cycliques, augmentent ou diminuent le volume du chômage conjoncturel suivant les phases du cycle. Lorsqu'on considère, en effet, une période d'un trend à la baisse, le chômage est plus intense, mais le cas n'est par le même pendant une période d'un trend à la hausse. Les effets des cycles économiques ayant un caractère général c'est-à-dire embrassant simultanément plusieurs branches d'industrie, le chômage qui en découle acquiert lui aussi un caractère général. Il se manifeste donc "par la contraction de la demande de main d'oeuvre, non pas seulement dans telle ou telle profession, mais simultanément dans presque toutes les branches." [11].

Le chômage conjoncturel est en liaison directe avec le volume de la production et le degré de la demande; car, ces deux facteurs, à savoir, production et demande, font varier très sensiblement le nombre des chômeurs conjoncturels : tout d'abord, lorsque la demande augmente, la production, de son côté, accuse des proportions toujours croissantes ; par conséquent le chômage conjoncturel diminue. D'autre part, le rétrécissement donne lieu à des répercussions sur la production dans le sens d'une diminution de celle - ci ; d'où augmentation du chômage con-

---

1. Fain, op. cit., p. 91.

joncturel. Nous pouvons donc conclure que la courbe du chômage conjoncturel prend des directions pararllèles à celles de la production [12].

Malgré l'aspect général des effets du chômage conjoncturel, et le parallèlisme avec la production et la demande, il est difficile, dans certains cas, de faire une distinction entre le chômage conjoncturel et le chômage technologique.

Wladimir Woytinsky a étudié la question et il est d'avis que "la main-d'oeuvre peut être chassée de l'entreprise, soit par les progrès de la technique, soit par une diminution du volume de la production. Dans le premier cas, on parle du chômage technologique; dans le second cas, on se trouve en présence du chômage cyclique proprement dit. Toutefois, il est rare que le phénomène emprunte exclusivement l'un ou l'autre caractère; le plus souvent, la substitution de la machine au travail humain et la réduction de la production agissent simultanément sur le marché du travail, et le chômage qui en résulte participe à la fois du chômage technologique et du chômage cyclique." [13].

Tout en approuvant les idées de Woytinsky, il y a lieu de faire l'objection suivante : Une innovation dans le progrès technique libère certainement une partie de la main-d'oeuvre; mais la masse des sans-travail, victime de cette découverte, reste modérée par rapport aux chômeurs conjoncturels, dont le nombre résulte d'une diminution du volume de la production. Par conséquent, une comparaison faite entre le nombre de chômeurs technologiques et conjoncturels, doit servir de point de repére quant à la distinction entre le chômage cyclique et le chômage technologique. Les fluctuations du chômage conjoncturel dépassent de beaucoup celles du chômage normal, saisonnier et technologique. "Il est impossible d'évaluer exactement le nombre de chômeurs dans les pays atteints par les crises, différentes statistiques nationales n'étant pas suffisamment uniformes pour qu'on puisse les comparer en détail." [14].

Il en résulte, en fin de compte, qu'une étude pays par pays se révèle nécessaire. Elle a été faite en Allemagne, par exemple "pour l'année

---

12. Woytinsky, R.I.T., Janvier 1932.
13. Woytinsky, op. cit., p. 2.
14. Idem, op. cit., p. 3.

1927, qui est une année de chômage cyclique minimum jusqu'à l'année 1932 qui est celle du chômage maximum :

1927	1.353.000
1928	1.353.000
1929	1.915.000
1930	3.139.000
1931	4.573.000
1932	5.579.000

soit une augmentation de 4.226.000." [15]. Il résulte de cet exemple qu'avant la crise de 1929, bon nombre d'ouvriers étaient en chômage; les causes de celui-ci résidaient dans des facteurs de nature structurelle. Il est plus indiqué, dès lors, de l'appeler chômage structurel que chômage cyclique, comme le prétend Reynaud. Passons aux Etats-Unis. Nous y trouvons des proportions de plus en plus considérables. En effet, "au cours des premiers mois de 1929, le chômage atteignit au U.S.A. des proportions inconnues jusqu'alors. Bien qu'on ne dispose pas de chiffres précis, les évaluations admises permettent de penser que le nombre de chômeurs complets a passé du chiffre plus ou moins normal d'environ 2.000.000 au printemps de 1929, à une moyenne de près de 4.000.000 en 1930, atteignant 7.000.000 en 1931, 11.000.000 en 1942 et environ 14.000.000 au moment où le nouveau gouvernement entre en fonction." [16]. Donc jusqu'au printemps de l'année 1929, il y avait 2.000.000 de chômeurs structurels aux U.S.A., la crise a fait par conséquent, 12.000.000 de victimes, c'est-à-dire une armée de 12.000.000 de chômeurs conjoncturels. Comme le chiffre ci-dessus nous le confirme, le chômage conjoncturel laisse dans l'ombre les variations résultant des autres sortes de chômage. "Il pose par conséquent des problèmes que la bienfaisance privée est impuissante à résoudre." [17].

Comment résoudre alors le chômage conjoncturel ?

Cette question a été traitée, à maintes reprises, par plusieurs auteurs; beaucoup d'économistes ont cru trouver le remède. Les uns proposent des solutions monnétaires (une politique de crédit, stabilisation

---

15. Reynaud, op. cit., p. 27 - 28.
16. B.I.T.Reconstruction économique aux Etats-Unis. 1937, p. 61.
17. Idem., p. 62.

des pix, etc.), tandis que d'autres voient, dans la réglementation de la production, le remède cherché.

Pour notre part, nous croyons trouver la solution du problème dans une politique de travaux publics.

DEUXIEME PARTIE

Diagnostic du chomage conjoncturel et la politique de travaux publics.

CHAPITRE DEUXIEME.

CAUSES DU CHOMAGE CONJONCTUREL, REMEDES PROPOSES ET PLACE DES TRAVAUX PUBLICS.

Nous allons, d'abord, exposer brièvement l'évolution des crises économiques suivant des théories des cycles économiques. Nous essaierons, ensuite, de dégager de cette explication sommaire des crises, les causes du chômage conjoncturel ; en d'autres termes, nous tâcherons de répondre à la question suivante: en qui les théories des crises expliquent les causes du chômage conjoncturel.

Section 1.

Etude sommaire des théories des cycles économiques.

§ I. Théorie de la sous - consommation.

Les théories de la sous - consommation, présentées tout d'abord sous une forme assez primitive par Sismondi, Malthus, Lauderdale, Proudhon, ont été reprises et modernisées par Hobson et Bouniatian, d'une part, et récemment par Foster, Catchings et le professeur Emile Lederer, d'autre part. D'après tous ces auteurs, la crise serait le fruit du déséquilibre entre la production et la consommation. La production dépasse la consommation d'une façon telle que le pouvoir d'achat détenu par la classe ouvrière est insuffisant et ne lui permet pas de s'attribuer la part qui lui revient de la production.

Il en résultera donc une diminution de la demande : le chômage et la crise. Presque tous les auteurs des théories de la sous - consommation mettent l'accent sur le facteur consommation. La consommation présente, en effet, des proportions de plus en plus restreintes, parce que,

premiérement, "il y a d'un côté multiplication des biens capitaux; c'est -à-dire extension des établissements, consructions intenses de nouvelles machines, etc... qui doivent aboutir un jour à une fabrication accrue des biens de consommation, et de l'autre réduction relative de la classe ouvrière en particulier, aboutissant à un ralentissement de la demande des ces mêmes biens.,, [1], et deuxièmement "on se trouve devant la stérilisation d'un certain pouvoir d'achat qui ne profite pas à l'économie, ne se transforme donc pas en revenus et ne crée pas une demande de biens de consommation. L'argent s'évanouit ou est thésaurisé et la vitesse de transformation de l'argent en revenus diminuée." [2].

Le fléchissement de la courbe de la demande peut résulter du retard des salaires par rapport à la production, et également d'un excès d'épargne qui est un facteur important, car "les phases de dépression seraient causées par le fait qu'une trop grande partie de revenu courant est épargnée et qu'une partie trop faible est employée à l'achat de biens de consommation." [3].

Pour parler d'une manière générale, on peut dire que c'est "l'insuffisance organique, virtuelle, ou effective du pouvoir d'achat par rapport à la capacité de la production." [4], qui est la cause du déséquilibre de l'appareil de production.

§ II. Théorie de la surcapitalisation.

On peut grouper sous ce titre, comme partisans des théories de surcapitalisation, des auteurs tels que Wicksell, Hayeck, Machlup, Mises, Hobbins, Mitchell, Robertson, Spiethoff, Hansen, Cassel, Aftalion, etc... Malgré la diversité de leurs doctrines, les théoriciens de la surcapitalisation prennent comme point de départ l'équilibre entre l'épargne et l'investissement; dans toutes les théories de la surcapitalisation, "le déséquilibre réel de l'appareil de production" [5] est considéré comme la source de la crise. Une fois les symptômes de la période de l'essor apparus, les immobilisations s'intensifient et on constate une

1. Philip, La Crise et l'économie dirigée. 1935, p. 126.
2. Haberler, Prospérité et Dépression. 1939, p. 135.
3. Haberler, op. cit., p. 138.
4. Ausiaux, L'inflation du crédit. 1934, p. 183.
5. Haberler, op. cit., p. 132.

énorme multiplication des biens de production. Mais il arrive un moment où le capital en argent vient à manquer, car les banques ne distribuent plus de crédit et "les nouveaux agrandissements de l'appareil économique ne peuvent pas être achevés, et il faut renoncer à mettre en oeuvre les procédés de production dont l'installation est inachevée. Le boom s'effondre; une grande partie des capitaux immobilisés est perdue." [6].

C'est donc la surcapitalisation inachevée (faute de capitaux en argent) qui donne naissance au déséquilibre.

"Ce n'est pas l'exagération," nous dit Spiethoff, "mais bien l'insuffisance de l'épargne qui serait la cause de la catastrophe; ce n'est pas la sous-consommation, mais en quelque sorte la consommation excessive qui ramènerait la raréfaction des capitaux et mettrait fin au boom." [7].

§ III. Théories monétaires.

L'idée maîtresse des théories monétaires réside dans le fait que la crise provient d'une insuffisance métallique qui est aussi la cause de la contraction du crédit et de la baisse des prix. L'abondance ou la pénurie des moyens monétaires sont considérés comme les facteurs essentiels de la crise.

C'est d'ailleurs pour cette raison que Hawtrey estime que "les changements dans les mouvements de l'argent est la cause unique et exclusive des variations de l'activité économique, de l'alternance des périodes de prospérité et de dépression, de l'animation et du marasma des affaires" [8].

En effet, les faits nous révèlent qu'une augmentation des instruments monétaires correspond à une période de prospérité et qu'une diminution coïncide avec une phase de dépression. C'est aussi l'avis de M. Hawtrey qui précise que "le cycle économique n'est pas autre chose qu'une réplique plus modeste d'une véritable inflation ou déflation monétaire." [9]. Ce sont donc les fluactions monétaires qui dérangent l'équilibre du processus économique.

---

6. Ibid., p. 49 - 50.
7. Ibid., p. 84.
8. Hawtrey, voir Haberler op. cit., p. 16.
9. Hawtrey, voir Haberler op. cit., p. 18.

"La monnaie dépensée sous forme de consommation," écrivent MM. Foster et Catchings, "est la force qui meut tous les rouages de l'industrie. Lorsque cette force demeure dans le rapport convenable avec le volume de biens offerts, les affaires s'effectuent sans heurts. Si l'on dépense la monnaie plus vite que les biens de consommation ne parviennent au marché de détail, un boom se développe et inversément." [10].

Nous pouvons finalement affirmer, en nous basant sur la théorie quaintitative de la monnaie, que l'augmentation de celle-ci se traduit par une baisse de son pouvoir d'achat. Par conséquent, une hausse des prix s'en suit qui "pousse les entrepreneurs à préparer de nouveaux plans d'extension, de nouvelles installations, sans se douter que leurs concurrents font de même, que de nouvelles usines s'ouvrent un peu partout." [11].

La main - d'oeuvre trouve facilement du travail et touche des salaires de plus en plus élevés. La production prend des proportions toujours plus considérables. On arrive alors à un stade "où la production s'est tellement développée que le rapport entre la quantité de monnaie existante et la quantité de marchandise est renversé. Au lieu que le métal soit en excès par rapport aux marchandises, ce sont les marchandises, qui sont en excès par rapport au métal; il y a surproduction. La valeur des marchandises par rapport au métal diminue, les prix baissent, c'est la crise." [12].

D'autre part, le crédit, à son tour, joue un rôle très important quant aux causes des cycles économiques. Ici se pose le problème des banques, c'est-à-dire le rôle qu'elles jouent dans le développement de l'inflation de crédit (par les modifications du taux de l'intérêt). Il s'agit tout d'abord de savoir si les banques possèdent assez de fonds. Dans le cas de fonds disponibles, les banques distribuent du pouvoir d'achat provoquant l'expansion du crédit, partant une augmentation de la demande.

La demande ayant augmenté, les prix suivront. Ceci sera une occasion pour les entrepreneurs de procéder à des investissements accrus.

---

10. Foster et Catchings, voir Dellatrez. Recentes théories des crises fondées sur les diparités des prix. 1941, p. 279.
11. Philip. op. cit., p. 137.
12. Lescure, Crises générales et périodiques de surproduction. 1939, tome II, p. 386 - 387.

Tant qu'il y aura du crédit à bon marché l'essor continuera. L'état de prospérité pourrait durer indéfiniment, si, bien entendu, le crédit était illimité. Mais les exigences de l'étalon - or obligent les banques à restreindre leur crédit. Il en résulte une diminution de la demande, partant l'arrêt de la hausse des prix. Alors le boom se renverse [13].

Section 2.

En quoi les théories des cycles économiques expliquent les causes du chômage conjoncturel ?

§ I. Théories de la sous - consommation et les causes du chômage conjoncturel.

Etant données les différentes interprétations des théories de la sous - consommation, il nous semble qu'il est d'autant plus difficile de tirer et de combiner les causes du chômage conjoncturel, sous forme d'une explication bien définie et parfaitement établie. Mais malgré les variétés d'opinion que renferment les théories de la sous - consommation, nous pouvons néanmoins attribuer les causes du chômage conjoncturel, d'une part, à l'excès d'épargne et, d'autre part, à l'insuffisance de la hausse des salaires.

En effet, l'épargne peut être considérée comme la cause pour ainsi dire essentielle du chômage conjoncturel; et cela de deux façons : *premièrement*, l'épargne amène le chômage conjoncturel tout simplement parce que les sommes dégagées par elle ne servent pas au financement de nouveaux investissements. Que deviennent alors toutes ces sommes épargnées? Trois hypothèses sont possibles :

Première hypothèse : L'argent épargné est thésaurisé, soit sous forme de numéraire, soit sous forme de dépôts oisifs.

Deuxième hypothèse : Les sommes épargnées sont peut-être employées au remboursement des avances bancaires et à la liquidation d'autres dettes.

Troisième hypothèse : L'pargne peut servir enfin à l'achat de biens immobiliers ou bien de titres de propriété.

---

13. Voir cours de Monsieur le Professeur Bongras durant l'année 1943.

Par conséquent, soit par l'une de ces hypothèses, soit par les trois ensemble, l'épargne provoque la déflation ou, en d'autres termes, une diminution de la demande additionnelle portant sur les marchandises.

Deuxièmement : Alors que l'épargne provoque le fléchissement de la demande de biens de consommation, elle n'en reste pas moins la cause principale de l'accroissement de l'offre de ces mêmes biens et de l'apparition du chômage conjoncturel. En effet, l'épargne peut servir à des placements productifs. Dans ce cas, les sommes épargnées sont dépensées en vue d'augmenter le capital réel de la communauté. Le volume des investissements augmente de plus en plus. On construit, par exemple, des usines, des chemins de fer, des machines, des routes, etc.

Or, devant une telle augmentation des investissements, on se trouvera un jour devant une augmentation sensible des biens de consommation. Il en résulte que la demande des biens de consommation subit un fléchissement, alors que l'offre de ces mêmes biens ne fait qu'augmenter; c'est précisément cette surproduction des biens de consommation qui est la cause du chômage conjoncturel. La chose est clair, car l'afflux de biens de consommation, dépassant largement la capacité d'absorption de la demande, se traduira par une baisse des prix et une diminution des profits. Dès lors le "boom" se renverse et la débâcle survient avec la présence du chômage conjoncturel.

Quant au mécanisme déclenché par le retard de hausse des salaires, là aussi nous sommes en présence des véritables causes du chômage conjoncturel. Ici, c'est le retard de la hausse des salaires et des autres revenus, tels que revenus des fonctionnaires publics, des rentiers, des propriétaires des valeurs à revenu fixe, etc... encourageant l'intensification des investissements des capitaux qui semble être la cause de l'effondrement du "boom" et de l'existence du chômage conjoncturel. Si, en effet, la phase de prospérité et, ce faisant, la réintroduction de chômeurs conjoncturels dans la sphère de l'emploi, sont réalisés grâce à l'accroissement du capital réel de la collectivité, il n'en reste pas moins vrai que c'est la même surcapitalisation qui est la cause de tout le mal, c'est-à-dire du renversement de l'équilibre et de l'apparition du chômage conjoncturel.

La stimulation des investissements provient de ce que les entrepreneurs sont en présence d'une inflation de bénéfices; autrement dit,

les salaires, et un certain nombre d'autres revenus, ne se relèvent pas suffisamment, c'est-à-dire ne marchent pas de pair avec la hausse croissante des prix de vente. Il s'ensuit une montée en flèche des profits et, partant, une augmentation exagérée des investissements. Ainsi, les nouveaux courants des bénéfices incitent les industriels à développer et à stimuler la production des biens d'investissements. Le but final de tous ces investissements étant l'accroissement de biens de consommation, tôt ou tard, on aboutit à un déséquilibre entre la production et la consommation de ces mêmes biens; les prix diminuent, le "boom" se disloque et le chômage conjoncturel apparaît. Nous aboutissons ainsi à la conclusion suivante: les causes du chômage conjoncturel, selon les théories de la sous-consommation, résident, d'une part, dans l'excès d'épargne et, d'autre part, dans l'insuffisance de la hausse des salaires.

§ II. Théorie de la surcapitalisation et causes du chômage conjoncturel.

Quoique les théories de la surcapitalisation, elles aussi, soient l'objet d'interprétations diverses, il est cependant possible, pensons-nous, de prendre comme point de départ, en ce qui concerne les causes du chômage conjoncturel, la pénurie des capitaux et les fluctuations de la demande de biens de consommation. Il nous semble en effet, que le rôle joué par la pénurie de moyens monétaires et les variations de la demande d'articles de consommation est prépondérant dans la détermination du chômage conjoncturel.

A. Causes du chômage conjoncturel selon les fluctuations de la demande de biens de consommation.

Le mécanisme de la survenance du chômage conjoncturel se présente, ici, comme étant le résultat des variations légères dans la demande de moyens de consommation. C'est là, en effet, le centre de gravité du chômage conjoncturel, car les changements survenant dans la demande de produits finis provoquent des fluctuations beaucoup plus intenses dans la demande des moyens de production. Ainsi une augmentation ou une diminution de la demande des biens de consommation engendre une expansion ou une contraction d'autant plus considérable dans la demande des moyens productifs.

Pour mieux saisir la portée des oscillations survenant dans la demande des biens productifs, suscitées par les changements de la demande de produits finis, prenons exemple : Considérons le cas de la production de chaussures et supposons que la valeur annuelle de cette production soit égale à 100 et à 500 le coût des instalaations (outillage fixe) qui assurent la production et qui doivent être changées à raison de 10% tous les ans, vu que l'existence utile d'une machine est de 10 ans. Dans ces conditions, il faudrait donc procéder à une fabrication annuelle dont le coût s'élève à 50 pour pouvoir remplacer les machines; admettons qu'il y a plein emploi des facteurs de production, c'est-à-dire qu'il n'existe pas de reliquat oisif de moyens de production et que le rapport entre la production et l'outillage soit fixe. Si la demande de chaussures augmente de 10%, par exemple, pour la satisfaire, la production annuelle doit être portée de 100 à 110. Mais cette augmentation de la production nécessitera un accroissement de 10% du capital fixe, c'est-à-dire de 50, portant ainsi le volume de la fabrication annuelle d'outillage de 50 à 100 soit un accroissement de 100%. L'amplification en valeur absolue est d'ordre de $\frac{10}{50} = \frac{1}{5}$. En d'autres termes, une augmentation de 10 de la production courante donne lieu à de nouveaux investissements s'élevant à 50. Mais si, d'autre part, l'accroissement de la demande de chaussures se ralentit et tombe de ce fait à 5, c'est-à-dire si la demande de chaussures est de 115, la demande de machines sera égale à 75 (50+25). Par conséquent, "en supposant que la demande afférente au remplacement demeure constante, la demande de moyens de production durables varie selon le rythme du changement de la demande du produit fini et non pas selon le sens du changement absolu de cette demande." [1]. Donc. une augmentation de la demande conduit les entrepreneurs à procéder à des investissements considérables, eu égard à l'augmentation des ventes espérées pendant le stade antérieur de production; mais comme la demande est sujette à des fluctuations, il se peut qu'elle subisse une diminution, tandis que la charge pour les stades suivants restera telle qu'elle était lors de l'augmentation de la demande; il faudra alors arrêter toute commande d'ou-

1. Haberler, op. cit., p. 101.

tillage; dès lors l'équilibre se renverse, on enregistre des pertes considérables et le chômage conjoncturel apparaît.

B. Penurie de capitaux et causes du chômage conjoncturel.

Selon cette théorie, la crise et, par conséquent, le chômage conjoncturel sont dus à la *pénurie de capitaux.*

Le rôle principal dans la détermination du chômage conjoncturel est donc joué par le manque réel de capitaux. Lorsqu'en effet, l'abaissement factice, pour reprendre l'expression du Pr. Haberler, du taux de l'intérêt se produit, il en résulte une expansion de crédit; les prix montent et la hausse des prix entraîne un accroissement des profits. Ces différents facteurs inciteront les industriels à entreprendre de nouveaux investissements. On introduit ainsi de nouveaux chaînons dans la chaîne, de sorte que les stades intermédiaires de l'appareil de production augmentent et, par suite, la production s'allonge. Donc, la baisse du taux de l'intérêt a pour conséquence de pousser les entrepreneurs à "adopter des procédés médiats" de production qui ne peuvent être achevés qu'au bout d'une longue période. Mais si, entre temps, les banques ne peuvent ou ne désirent plus continuer l'expansion du crédit [2], dès lors, les nouveaux programmes d'extension, ou les nouveaux procédés médiats de production, ne peuvent pas être accomplis. Une grande partie des investissements est perdue, d'où le chômage conjoncturel; suivant une autre conception de la théorie de "pénurie des capitaux" le chômage conjoncturel est dû au fait que le niveau des salaires est trop élevé. Pendant la période d'essor, on constate une augmentation sensible des salaires; cette augmentation des salaires suscite d'autre part un accroissement des achats portant sur les biens de consommation; les prix et les bénéfices suivent à leur tour ce mouvement de hausse. "Les travailleurs sont ainsi attirés dans les industries productrices de biens de consommation. En raison de la demande de matières premières destinées à ces entreprises, les industries des biens capitaux éprouvent des difficultés à se procurer les moyens de production dont elles ont besoin. Une fraction

2. "Le processus d'expansion et d'investissement impose aux banques de lourds engagements pour l'avenir, sinon au sens juridique, du moins au sens économique." Haberler, op. cit., p. 51.

est convertie directement en biens de consommation et cet excès de consommation rend impossible l'expansion de la production et renverse la tendance des affaires." [3].

Section 3.

Remèdes proposés pour combattre le chômage conjoncturel; leur discussion et place des travaux publics.

Les solutions proposées au chômage conjoncturel sont nombreuses; vouloir les étudier les unes après les autres nous écarterait de notre sujet. C'est pourquoi nous n'examinerons que 3 de ces remèdes, soit la restriction de la production, la politique du pouvoir d'achat et la politique du taux de l'intérêt. Ce sont là trois mesures que l'on propose souvent dans la lutte contre les dépressions cycliques, et partant, contre le chômage conjoncturel.

§ I. Restriction de la production.

Lorsque le chômage conjoncturel est le résultat d'un déséquilibre entre la production et la consommation, nous disent les partisans des théories de la sous-consommation, il suffit, pour l'éliminer, de procéder à la réglementation de la production et le reste viendra tout seul. Car la diminution de la production provoque, d'une part, une hausse des prix et, d'autre part, un accroissement du revenu des producteurs. Or, ce sont là deux facteurs particulièrement importants et de nature à surmonter les difficultés découlant d'une crise. Ainsi, avec la suppression de ces difficultés le chômage conjoncturel disparaîtra aussi. Il nous semble que la théorie de restriction de la production est loin de trouver une solution au problème du chômage conjoncturel. Pour nous, elle est pleine d'erreurs et ne nous paraît guère conforme à la réalité.

Une diminution de la production serait concevable au début du cycle productif, en tant que mesure propre à éviter l'engorgement de produits sur le marché et la surproduction. Il est vrai qu'une telle politique entraîne un certain relèvement des prix, ce qui est un faux remède pour la lutte contre le chômage conjoncturel.

---

3. Lederer, le cycle économique et les salaires. B.I.T. janvier 1939, p. 9.

L'accroissement du revenu des producteurs pourrait être un facteur à considérer ici dans la mesure même où il permettrait un développement de l'appareil de production; or, c'est justement ce que veulent éviter les partisans de cette thèse.

Si nous considérons la politique de restriction de la production dans un stade plus avancé du système productif à base capitaliste, comme c'est le cas actuellement dans la plupart des communautés industrielles, il est faux de prétendre que de telles mesures permettent de combattre le chômage. Il est clair qu'une telle politique provoque, au contraire, une aggravation du chômage conjoncturel, par des débauchages, licenciements, lockouts inévitables. A ce stade, il n'est plus permis de parler de diminution de la production, mais de maintien, dans le cas le plus favorable, au niveau antérieur, ou même d'accélération provoquant une baisse des prix sur le marché et permettant à la masse des consommateurs d'absorber intégralement la production courante.

En effet, quand la production dépasse la consommation, cela veut dire que l'appareil de production est très développé; en d'autres termes, cela signifie que les entrepreneurs ont complété leurs nouveaux plans d'extension et leurs nouvelles constructions. Or, essayer de restreindre la production juste au moment où tous les stades de la production travaillent en plein, c'est vouloir fermer quelques secteurs de cet immense appareil de production. Non seulement nous avons alors une partie de notre capital gaspillé, mais nous provoquons du même coup du chômage et, partant, une diminution de la demande. Dès lors nous ne voyons pas par quel moyen la restriction de la production peut nous conduire à l'élimination du chômage.

Puisqu'on a trop produit, il ne faut certes revenir en arrière par une réglementation de la production; l'idéal serait de soulager les industries par de nouvelles commandes, leur trouver de nouveaux débouchés pour écouler les marchandises en abondance. L'application d'une politique de commandes et de travaux publics en pareille circonstance contribuerait largement à absorber le surplus de la production.

§ II. Le pouvoir d'achat et les travaux publics.

Parmi les remèdes envisagés pour lutter contre la dépression, et partant contre son expression matérielle, le chômage conjoncturel, il

faut citer encore la politique du pouvoir d'achat. Elle ne semble pas concorder avec les faits; les expériences déjà pratiquées ne sont pas de nature à justifier l'application d'une telle politique; au contraire, les tendances sont plutôt vers l'abandon de la méthode du pouvoir d'achat.

L'idée maîtresse de cette théorie est la suivante :

Les partisans du pouvoir d'achat nous assurent que l'élévation des salaires se traduit par : 1) un acroissement total des revenus; 2) l'augmentation importante de la demande portant sur les biens de consommation; 3) et enfin l'animation de l'ensemble des affaires.

A notre avis, la théorie du pouvoir d'achat semble négliger un des facteurs déterminant du "phénomène". Certes, la demande va augmentant du fait de l'accroissement des salaires; mais l'élévation de ceux-ci est pour ainsi dire neutralisée par une montée parallèle des coûts et, par conséquent, des prix. En effet, prenons l'exemple suivant :

"Soit un entrepreneur qui produisait 1 million de marchandises vendues au prix coûtant, le coût étant constitué par 600.000 francs de salaires et par 400.000 francs d'autres frais. Une hausse des salaires de 50%, en portant les sommes versées aux ouvriers à 900.00 frcs, élèverait le coût et, dès lors, le prix d'offre des marchandises à 1.300.000 frcs.

"Comme d'autre part, l'entrepreneur est obligé de payer ses ouvriers avant que les marchandises ne soient vendues et qu'il est obligé pour cela de disposer de 300.000 frcs. de plus, il lance dans le circuit monétaire 300.000 frcs. d'épargne - réserve ou de crédit qui accroîtront d'autant les disponibilités.

"Seulement, et c'est là le fait essentiel qui a été négligé par les zélateurs de la réforme, ces 300.000 frcs. supplémentaires vont servir uniquement à véhiculer les marchandises produites, car elles correspondent intégralement à l'accroissement des prix.

"L'entrepreneur lancera 300.000 frcs. de pouvoir d'achat en payant ses ouvriers, mais il prélèvera lui - même 300.000 frcs. de pouvoir d'achat de plus en vendant ses marchandises: accroissement des salaires et accroissement des prix constituent donc un accroissement sinon absolument simultané, du moins égal, des disponibilités et des besoins monétaires. Pour présenter les faits d'une façon abstraite, les ouvriers disposent de 300.000 frcs. de plus, mais les consommateurs sont ob-

ugés de payer leurs marchandises plus cher, disposent de 300.000 frcs. de moins. Rien donc n'est modifié, rien n'a été fait pour susciter une reprise de l'activité économique. La réforme reste indifférente." [1].

Mais si, au lieu de procéder à une hausse des salaires, on entre prenait une politique de travaux publics, les conditions propices à la prospérité seraient créées et l'activité économique reprendrait de plus belle. En effet, pour accomplir les travaux publics, l'Etat ou les collectivités publiques vont passer de grosses commandes aux industriels qui seront incités à augmenter le volume de la production et effectueront donc de nouveaux investissements. L'augmentation de ces derniers se traduira par un accroissement du volume d'emploi, donc par une distribution du pouvoir d'achat.

Ainsi, les répercussions d'une politique des travaux publics ne se limitent pas seulement à un accroissement des investissements, mais elles suscitent également et en même temps des débouchés. Il s'ensuit donc que la théorie du pouvoir d'achat est une conséquence de la politique des travaux publics; par conséquent, elle ne doit pas être étudiée à part, elle fait partie intégrante de la politique des investissements publics.

§ III. La politique du taux de l'intérêt et la place des travaux publics.

Les partisans des théories monétaires et des théories de la surcapitalisation en relation avec le chômage conjoncturel préconisent comme remède à celui-ci une politique systématique du taux de l'intérêt. Car, disent - ils, une politique systématique du taux de l'intérêt. provoquerait une expansion générale des affaires, alors qu'une hausse du taux de l'intérêt devrait aboutir à une contraction de l'activité économique.

Aujourd'hui, cependant on attache moins d'importance à une politique appropriée du taux de l'intérêt, lorsqu'il est question de lutter contre les dépressions cycliques.

En effet, il n'est pas toujours certain, croyons - nous, que les auto-

---

1. R. Courtain, Essais sur la thérapeutique des crises, R.E.P. 1935, p. 1275 - 76.

rités monétaires soient capables de contrecarrer l'action des dépressions économiques tout simplement par la variation du taux de l'intérêt. Supposons, par exemple, qu'à la suite d'un développement excessif des moyens de production, il se produise une surproduction de ces mêmes biens, entraînant une baisse de leur prix; le fléchissement des prix provoquera un resserrement des revenus des fabricants des moyens de production, qui seront obligés de restreindre leurs achats de biens de consommation, et en provoqueront la baisse de prix. Aussi verrons - nous baisser également les cours des valeurs à revenu variable. Etant donné la baisse de tous les prix monétaires, chacun ajournera ses achats, espérant acquérir ultérieurement des biens à meilleur marché. Tous ces facteurs seront la cause d'une chute de plus en plus forte des prix. Il s'agit de savoir maintenant si une telle crise aurait pu être tuée dans l'oeuf, au cas où on aurait procédé à un abaissement prononcé du taux de l'intérêt. S'il est vrai qu'une telle baisse décrétée par les autorités monétaires encourage le public d'emprunter davantage et de développer de ce chef ses investissements, il est toutefois exagéré de prétendre que la politique d'abaissement du taux de l'intérêt suffit à elle seule à obtenir les résultats escomptés; en d'autres termes, l'évolution économique n'est pas du tout subordonnée à l'abondance de l'argent ou aux variations du taux de l'intérêt: "Il ne sert de rien d'offrir de l'argent à un entrepreneur s'il ne veut point l'utiliser; et comment le voudrait - il s'il se croit incapable de le rembourser dans les délais fixés? Si l'expansion de crédit est une condition nécessaire de l'expansion des investissements, elle n'en est pas la condition suffisante." [1].

D'ailleurs, l'application d'une politique d'open market par la banque centrale ne pourra exercer son influence sur le taux de capitalisation des valeurs industrielles qu'après un certain temps. Or, cela n'empêchera certainement pas, entre temps, qu'une diminution des dépenses portant sur les moyens de production se produise encore.

D'autre part, même devant une chute immédiate et simultanée de tous les taux d'intérêt, il faudrait du temps aux industriels pour qu'ils puissent dresser des plans pour de nouveaux programmes d'extension.

---

1. Peyrega, La politique des grands travaux devant la théorie économique. 1943, p. 178.

Par conséquent, la politique d'abaissement du taux de l'intérêt ne pouvant pas avoir une répercussion immédiate sur les dépenses concernant les biens d'investissement, les prix baisseront encore davantage. Nous ne voyons donc pas où est le rôle efficace de la politique du taux de l'intérêt, puisque la baisse des prix n'est pas enrayée, bien au contraire. Que faire alors, pour mettre un terme à cette baisse continuelle des prix? Autrement dit, quels sont les moyens par lesquels on peut arrêter la dépression ?

C'est ici qu'il importe de faire entrer en jeu, croyons-nous, la politique des grands travaux publics. En effet, si les collectivités publiques interviennent (et cela juste au moment où le taux de l'intérêt est bas) tout en empruntant pour effectuer leurs programmes des travaux publics, elles fourniront ainsi des commandes aux industries productrices de biens de production et enrayeront du même coup la baisse des prix affectant ces mêmes biens ; l'action des commandes publiques ne s'arrêtera guère là; car, l'accroissement des commandes des collectivités publiques ayant rapport aux biens d'investissement s'accompagnera d'une hausse générale des revenus des producteurs de biens instrumentaux, ce qui incitera les fabricants des moyens de production à augmenter leurs achats portant sur les biens de consommation; or, la demande de biens de consommation ayant ainsi augmenté, la baisse de leurs prix cessera également.

Nous en concluons donc que l'arrêt de la baisse des prix ne sera obtenu que grâce à la politique des grands travaux publics; et cela nous prouve que la politique du taux de l'intérêt à elle seule n'est nullement capable de faire avorter une dépression économique. Il serait d'ailleurs peu sage de s'en remettre entièrement et seulement à la politique du taux de l'intérêt.

Il est par conséquent nécessaire que la politique du taux de l'intérêt soit synchronisée avec la politique des grands travaux. C'est de cette façon, croyons-nous, qu'ils est possible de lutter d'une manière efficace contre les dépressions économiques, partant contre le chômage conjoncturel.

CHAPITRE TROISIEME

TRAVAUX PUBLICS CONSIDERES COMME REMEDE AU CHOMAGE CONJONCTUREL.

Section 1.

Définition de la notion des travaux publics et leur classification.

Les travaux publics apparaissent comme un moyen par lequel les collectivités publiques cherchent à atteindre les buts suivants :

1 — Supprimer ou, du moins, atténuer les effets des cycles économiques, et partant, le chômage conjoncturel.

2 — Accroître le revenu national; c'est-à-dire contribuer à l'augmentation du pouvoir d'achat des individus afin de pouvoir provoquer à la fois une reprise économique et créer des débouchés.

3 — Et enfin pourvoir à l'industrialisation du pays et augmenter ainsi la richesse de la communauté.

Ainsi nous pouvons distinguer, conformément à cette définition :

a) travaux improductifs,

b) travaux productifs.

a) Travaux improductifs.

Il s'agit là de travaux qui ne font pas augmenter le produit national, et qui n'ont donc pas un caractère productif; tels sont les travaux pour l'armement, la défense nationale, pour la construction d'édifices n'ayant aucune utilité publique. D'énormes sommes y sont consacrées; elles sont bloquées inutilement; elles ne profitent pas à l'économie et ne se tranforment donc pas en revenus, ni en biens de production et de consommation non plus. Dès lors, de telles dépenses des collectivités publiques seraient incompatibles avec l'objet que vise une politique des travaux publics. Elles ne trouvent par conséquent pas de justification dans une politique de travaux publics qui se propose de lutter contre les cycles économiques.

b) Travaux productifs (ou rentables)

Ces travaux diffèrent de beaucoup des travaux improductifs et revêtent un caractère particulièrement important; ils constituent le fondement même d'une politique des travaux publics. C'est justement pour cette raison qu'une étude plus approfondie et détaillée s'impose. En effet, ce sont les travaux productifs qui se révèlent capables de porter le revenu national à son maximum et d'atténuer les effets des cycles économiques, d'une part, et de provoquer le démarrage économique suivi d'une diminution du nombre de chômeurs conjoncturels, d'autre part. Nous pouvons classer ces travaux, si importants, de la manière suivante :

1) travaux portant sur la construction d'usines produisant des moyens de production et des biens de consommation.
2) travaux se proposant la construction d'habitations.
3) travaux de terassement, de défrichement, d'adduction d'eau, de drainages, de correction des cours d'eau, d'endiguement et construction de canaux, etc...
4) travaux concernant le trafic continental, aérien et fluvial.
5) travaux de construction de ports maritimes et fluviaux et autres travaux complémentaires entrepris dans ces ports.
6) travaux portant sur la construction des bateaux marchands, des stations météorologiques, etc...
7) travaux portant sur les usines à gaz, centrales électriques, ainsi que les travaux pour le transport de force motrice.
8) travaux portant notamment sur la construction d'écoles d'hôpitaux et de prisons, etc...

Section 2.

Naissance d'une politique des grands travaux publics.

Que la crise survienne à la suite du manque de moyens monétaires ou d'une sous-consommation, etc... peu importe, la situation qu'elle crée est en général la suivante :

Nous constatons tout d'abord une baisse des prix, suivie d'un fléchissement marqué de la production des moyens de production et des

stocks de roulement en rapport avec une diminution sensible des revenus et de la demande; et enfin, en troisième lieu, un chômage massif de la main-d'oeuvre, etc...

Autrement dit, la crise se fait sentir par le resserrement sans cesse croissant des profits; c'est là, du reste, un phénomène d'une importance capitale, et c'est là encore un facteur de nature à provoquer de graves répercussions et à accentuer le marasme de l'activité économique; ceci est d'autant plus vrai que si l'on se rapelle que le profit est l'animateur de l'essor des affaires, en un mot de l'activité économique, on s'imagine d'autant mieux la signification de la baisse du profit. En effet, lorsque le profit est en régression, les milieux capitalistes deviennent d'autant plus pessimistes, et ils manifestent beaucoup moins d'enthousiasme pour les affaires, car ils préfèrent thésauriser que prêter leurs capitaux sans être assurés d'en retirer un profit. Les entrepreneurs n'espérant aucun profit n'emprunteront pas de nouveaux capitaux, ne chercheront pas à procéder à de nouveaux investissements et ne lanceront donc pas de nouveaux produits. On aboutit ainsi à la contraction générale des affaires, à la fermeture des usines un peu partout et à un chômage massif.

Que faire devant une telle situation, sinon s'efforcer de retrouver l'équilibre du processus économique, en rétablissant la situation normale des affaires et en faisant renaître la confiance parmi le monde des affaires, et provoquer ainsi l'étincelle initiale, tout en augmentant les investissements. Mais comment procéder pour arriver au démarrage économique ou mieux encore à qui demander d'intervenir dans ce domaine? Qui pourrait bien provoquer la reprise, sans cependant avoir l'idée de réaliser un bénéfice; en d'autres termes, qui pourrait agir, dans l'intérêt de la communauté, sans avoir en vue son profit personnel ? Enfin qui pourrait ranimer chez les industriels le désir d'investir en développant les grands travaux d'utilité publique ? L'intervention de quelqu'un devient donc nécessaire.

Il s'agit, maintenant, de définir et préciser ce quelqu'un qui agira dans l'intérêt de la communauté et qui, par ses interventions méthodiques, donnera à l'économie nationale un équilibre permanent; ce quelqu'un ne peut être que l'Etat qui veille jalousement à ce que les intérêts de ses sujets soient sauvegardés, d'où l'idée de demander à l'Etat

d'intervenir par l'instauration d'une politique de travaux publics. Aujourd'hui l'Etat, ou d'une façon générale, les collectivités publiques, sont sollicitées, lors des fluctuations cycliques, d'intervenir par la mise en oeuvre de vastes programmes de travaux publics en vue de réaliser, dans la mesure du possible, une économie sans crise, qui serait l'état idéal auquel aspirent presque toutes les nations. Les collectivités publiques peuvent, en effet, intervenir, croyons-nous, dans les variations de la conjoncture, par l'application d'une politique systématique de grands travaux publics. La réalisation d'une politique d'investissements publics nécessitera des commandes dont la portée constituera le moyen le plus efficace pour arriver à une stabilisation des fluctuations du mouvement des affaires. Ces commandes publiques agiront de telle sorte qu'il en résultéra une augmentation de la demande qui amènera finalement les industriels à réexaminer sous un jour favorable leurs perspectives de bénéfice et qui stimulera d'ailleurs d'une façon efficace les investissements privés. Mais l'accroissement des investissements privés au moyen des commandes des collectivités publiques se traduira par un revenu supplémentaire, d'abord pour les travailleurs, ensuite pour les fournisseurs de matières premières et, enfin pour d'autres intéresssés encore.

Nous constatons donc que l'augmentation des investissements privés produira, dans le circuit économique, toute une série ininterrompue de transactions successives croissantes : travailleurs et entreprises exécutant les commandes de l'Etat, ainsi que les fabriques qui sont les fournisseurs des premiers bénéficiaires des commandes publiques touchant à leur tour des revenus supplémentaires, puis les dépensant, et ainsi de suite...

C'est en somme une dépense qu'on peut à la rigueur qualifier de "primaire", en ce sens que le montant initial des commandes des collectivités publiques se traduit par une chaîne continue d'accroissement des dépenses "secondaires".

Or, il résultera d'une telle politique des dépenses des collectivités publiques en matière des grands travaux une vive impulsion initiale à tel point que le circuit économique se mettra en marche et l'espoir d'une prochaine reprise des affaires deviendra une réalité. C'est précisément là un des arguments les plus séduisants et le plus souvent en faveur d'une politique de grands travaux publics. Les collectivités publiques

doivent par conséquent pratiquer, chaque fois que les circonstances l'imposent, une politique systématique des grands travaux publics. C'est de cette façon que, au moment de la stagnation des affaires et alors que la plupart des entreprises restent inactives et ce faisant sont obligées de débaucher, elles peuvent compléter le manque d'initiative privée et contribuer dans une large mesure à la réduction du chômage conjoncturel. Dès lors, l'Etat, par sa politique d'investissements publics, pourrait corriger et compenser les oscillations conjoncturelles.

Section 3.

Vers quel secteur du circuit économique conviendrait-il de diriger les travaux publics pour que "L'AMORÇAGE DE LA POMPE" se transforme en une prospérité générale et continue.

Quand les collectivités publiques pratiquent une politique de grands travaux publics pour lutter contre les dépressions cycliques, (économiques) elles ne visent pas seulement à pallier aux conséquences les plus graves des crises économiques, mais elles espèrent provoquer du même coup une prospérité générale des affaires; c'est là un phénomène d'une portée extrêmement importante et c'est, là encore, l'expression la plus récente d'une politique de grands travaux publics. Par conséquent, dans une politique d'investissements publics, destinée à lutter contre les dépressions économiques et à créer l'essor dans l'ensemble de l'activité économique, la question principale qui se pose est celle de savoir vers quel secteur de l'économie les dépenses des collectivités publiques, visant à la reprise des affaires, doivent être dirigées pour que l'expansion provoquée de cette manière subsiste même après l'arrêt de l'effort des pouvoirs publics. S'il y a un secteur qui se trouve au centre de tout le système, c'est bien sans doute le secteur dynamique des biens d'investissements. C'est là, croyons-nous, qu'il est possible de déclencher un mouvement d'expansion gènérale des affaires; cela s'explique facilement si l'on pense que l'irrégularité du mouvement des investissements est la cause essentielle de l'instabilité du revenu national et partant de la survenance des dépressions cycliques; il est aisé de s'imaginer le rôle

stratégique joué par les investissements. En effet, un accroissement des investissements privés au moyen des commandes des collectivités publiques se traduit généralement par un accroissement des dépenses portant sur les biens de consommation; l'augmentation des achats d'objets de consommation tendra non seulement à se propager dans le domaine du circuit de la consommation, mais bien plus, elle ne tardera pas à provoquer à son tour des dépenses additionnelles se rapportant notamment aux achats des biens d'investissements. Lorsque, par exemple, les industriels sont conduits, à la suite des commandes publiques, à développer leurs investissements, ils ne font que distribuer des revenus, soit par l'embauchage de nouveaux travailleurs, soit par les achats qu'ils effectuent auprès de leurs fournisseurs de matières premières (matériaux de construction, par ex.) soit enfin par la dépense, d'une partie au moins, des profits nouvellement réalisés pour l'acquisition d'objets de consommation courante. Les travailleurs réintégrés et les fournisseurs de matériaux de construction, ainsi que leurs ouvriers doivent, naturellement, vivre aussi. Ils se verront obligés ainsi de réserver une proportion marquée de leurs revenus pour l'achat d'articles de consommation. Aussi l'accroissement des investissements privés, par les répercussions qu'il exerce sur l'augmentation des revenus, provoquera non seulement une heureuse activité aux industries productrices des moyens d'investissements, mais aussi des industries fabriquant des biens de consommation qui en recevront une vive impulsion. Par conséquent, toute politique de grands travaux publics doit viser, croyons-nous, principalement à la stabilisation des fluctuations des investissements privés; ce serait là le meilleur, sinon le remède, naturel, contre le chômage conjoncturel.

Beaucoup d'auteurs, et en particulier *Khan et Keynes* ont d'ailleurs insisté sur le rôle déterminant pour la réduction du chômage conjoncturel, de l'encouragement des investissements privés par une politique de travaux publics. Tout changement dans le volume de l'emploi, nous dit Khan, est fonction du montant des investissements. Puisque l'intensité du chômage varie selon les fluctuations des investissements, pourquoi l'Etat ne dirigerait-il pas ses commandes vers la stabilisation de ces derniers; dans tous les cas, une telle orientation des dépenses publiques serait le meilleur moyen en vue de déclencher un mouvement d'essor

au sein du circuit économique. *Keynes* [1] de son côté insiste sur le fait qu'il existe un stade dans notre système économique, à partir duquel seule une politique systématique des grands travaux publics a le pouvoir magique de réintroduire dans la sphère de l'emploi tous les chômeurs existants, et il va plus loin, lorsqu'il prévoit qu'au fur et à mesrue que le développement des richesses naturelles et de l'appareil économique se produiront, on aura d'autant plus besoin de recourir à la politique des travaux publics.

Mais, fait remarquer M. Keynes, tous les résultats escomptés d'une politique d'investissements publics ne se réaliseront que si l'on vise à l'accroissement du volume des investissements privés; nous voyons ainsi que la place réservée aux investissements privés, au sein d'une politique des travaux publics, forme, pour ainsi dire, le foyer vers lequel toutes les commandes que cette politique nécessite doivent se diriger. Avec la résolution de la direction des investissements publics, nous ne sommes pas au bout de notre problème; il importe de savoir encore si la reprise provoquée grâce à la stimulation des investissements privés par les commandes des collectivités publiques peut durer après l'interruption de l'intervention des pouvoirs publics; autrement dit, la direction des dépenses de la puissance publique vers l'expansion des investissements privés suffit-elle pour que ceux-ci puissent relayer les investissements publics?

Pour atteindre ce résultat, il faut, nous semble-t-il, réaliser tout un ensemble de conditions. La poussée provoquée par le flot des commandes publiques dans le circuit des investissements privés, doit avoir une vigueur telle que :

1) les stocks des entreprises, accumulés au cours de la dépression, puissent se liquider le plus vite possible :

2) l'activité créée dépasse la capacité des installations existantes;

3) les entrepreneurs soient portés à développer leurs établissements par l'extension des équipements existants, c'est-à-dire par de nouveaux investissements. Il en résulte que les collectivités publiques en doivent pas seulement se contenter de porter leurs commandes vers les inves-

1. Keynes, The means to prosperity. 1933.
La théorie générale de la monnaie, de l'emploi et de l'intérêt. 1942.

tissements privés, mais il faut également qu'elles fassent attention à ce que l'envergure des programmes de travaux publics se révèlent capables de satisfaire aux trois conditions précitées. C'est alors, croyon-nous, qu'on peut s'attendre à une prospérité générale des affaires en mesure de durer même au-delà de l'interruption de l'intervention des pouvoirs publics. Nos vues sont d'ailleurs confirmées par l'expérience du Président Roosevelt[3] "Pendant quatre ans, les Etats-Unis ont procédé à des dépenses énormes pour des travaux d'intérêt collectif; et en 1937, ces dépenses ont été interrompues, avec l'espoir de voir les affaires privées se développer, l'activité nationale est retombée, le chômage a repris et il a fallu recommencer des programmes de grands travaux civils jusqu'en 1940. L'expansion des dépenses publiques était assez considérable pour entretenir l'activité du pays à un niveau généralement élevé;... Mais les Etats-Unis disposaient de stocks considérables, d'un équipement industriel en parfait état, perfectionné selon la technique la plus moderne, d'une capacité telle que le relèvement de la production déterminé par les initiatives gouvernementales était suffisant pour faire apparaître des besoins d'extension des investissements existants."

Dès lors la politique des grands travaux publics acquiert une place beaucoup plus importante; elle n'a plus un rôle subsidiaire tel que lorsqu'elle est considérée comme un développement de l'assistance aux chômeurs, par ex. Elle se place, en quelque sorte, au centre de la politique des gouvernements. Aujourd'hui, en effet, la politique des investissements publics n'est pas considérée seulement comme devant apporter des solutions momentanées aux difficuultés conjoncturelles; en d'autres termes, les travaux publics n'ont pas le sens d'une simple intervention pratiquée uniquement en vue de pallier aux conséquences des plus graves difficultés économiques. Mais ils embrassent, pour ainsi dire, toute l'économie. Désormais ils ont un devoir beaucoup plus vaste, celui de la direction du circuit économique; entendu dans ce dernier sens, la politique des grands travaux publics "se propose alors non de compenser les fluctuations économiques et d'en atténuer les effets, mais de modifier le

---

3. Le passage suivant est emprunté à J. Peyréga, op. cit., p. 186.

rythme cyclique et de déterminer une phase d'essor anticipée. Il s'agit non d'attendre mais de hâter le moment où le retour de la prospérité permettra à l'Etat de cesser son intervention." [4].

CHAPITRE QUATRIEME

COORDINATION DES TRAVAUX PUBLICS

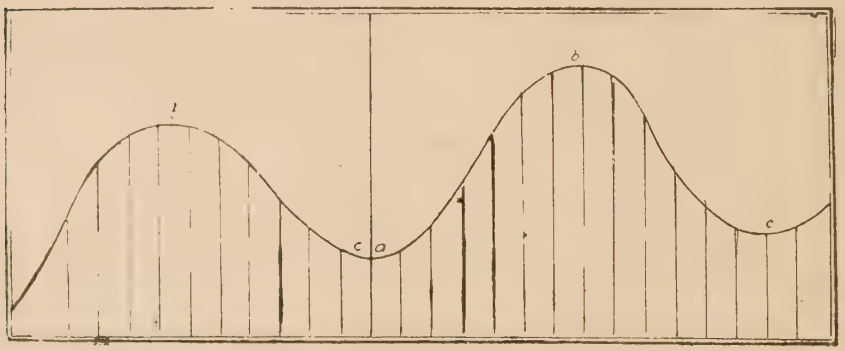
Section 1.

La coordination idéale des travaux publics.

Si l'on possède des données statistiques, propres à l'activité économique d'un pays, on peut tenter de représenter le mouvement économique de ce même pays.

La courbe qu'on obtiendrait a une forme sinusoïdale; d'abord, elle est au point (a), puis elle remonte, au fur et à mesure que l'activité économique augmente, jusqu'au point maximum (b); ensuite elle fléchit, pour passer par un minimum (c) et revient enfin à sa position de départ et ainsi de suite...

Elle se présente donc de la façon suivante :



a = reprise b = crise c = depression

4. Peyréga, op. cit., p. 165.

Il est clair que si l'on essaye à l'aide des données statistiques précises, de tracer la courbe de l'évolution de l'activité économique d'un pays, on n'obtient pas une courbe aussi nette que celle qui est décrite ci-dessus; mais son allure générale est à peu près identique. La question qui se pose est la suivante : comment faut-il utiliser les commandes des collectivités publiques sinon pour supprimer, du moins pour atténuer les fluctuations cycliques de l'économie? en d'autres termes, comment varier le plus opportunément les commandes des autorités officielles pour obtenir une répartition aussi idéale que possible des travaux publics et aboutir ainsi à la suppression ou tout au moins, à une atténuation tangible des oscillations cycliques? Le problème consiste donc à rechercher de quelle façon les dépenses des collectivités publiques pour les investissements publics peuvent être coordonnées de manière à supprimer ou tout au moins à atténuer les fluctuations cycliques et assurer, par la suite, à l'économie, un rythme stable.

Il nous semble, en effet, que le meilleur moyen d'utiliser les commandes des travaux publics, c'est de les coordonner d'une manière anticyclique, c'est-à-dire freiner l'activité économique pendant les périodes de prospérité et l'accélérer pendant les périodes de dépression.

L'argument est le suivant :

Il faut cordonner les travaux publics de telle façon qu'on puisse être en mesure d'en ajourner l'exécution dans les périodes de prospérité et lui donner libre cours dès l'apparition du premier symptôme de la crise. Ainsi le développement des travaux et commandes des collectivités publiques doit se faire suivant un rythme qui les rend inversement proportionnels aux fluctuations cycliques. Un tel échelonnement des investissements publics est, d'ailleurs, particulièrement compatible avec le chômage conjoncturel, et cela parce que les collectivités publiques, en mettant systématiquement, autant que possible, en réserve, pendant les périodes de bonnes affaires, leurs dépenses de travaux publics, atténuent non seulement l'ampleur des crises, mais calment du même coup la fièvre qu'on constate au cours des périodes de "suractivité". Le chômage conjoncturel et le gaspillage de capitaux seraient évités par le fait même.

C'est là, croyons-nous, le principe fondamental de toute politique

d'investissements publics, et le moyen le plus efficace d'éviter l'exagération des mouvements de hausse et d'aggraver, ce faisant, les crises économiques. Et c'est bien là encore l'objet d'une politique prévoyante de travaux publics dont les collectivités publiques doivent s'inspirer dans l'organisation des dépenses publiques.

Au demeurant, plusieurs auteurs partagent le principe d'une coordination (anticyclique) des travaux et commandes des pouvoirs publics, et insistent sur le fait qu'un tel déplacement des investissements publics constitue le moyen le plus puissant pour donner le coup de grâce aux oscillations cycliques et atteindre le but recherché :

M. Clark, par exemple, dans son remarquable ouvrage sur les travaux publics, touche le problème de la coordination anticyclique des travaux publics et souligne que ceux-ci doivent atteindre le point culminant lorsque les affaires privées sont le moins actives et doivent être diminuées lorsques les affaires privées enregistrent une intense activité, et cela pour agir comme régulateur et stabilisateur sur l'activité économique totale de la nation [1].

Un auteur non moins réputé dans l'étude des travaux publics, M. Polak, pense aussi qu'il convient mieux de pocéder à la distribution des dépenses pour travaux publics dès qu'on constate les premiers symptômes de la crise et les augmenter d'une façon progressive "au cours de la régression économique" et enfin les compresser le plus vite possible au moment où commence la reprise [2].

La Société des Nations, dans une de ses récentes éditions, s'exprime de la façon suivante sur l'organisation des travaux publics :

"Les autorités officielles, lorsqu'elles encourent normalement des dépenses considérables en vue de travaux publics ou de dépenses d'établissement afférentes à des entreprises publiques, peuvent contribuer pour une large part à la stabilité économique en effectuant les opérations en question à date opportune, c'est-à-dire en les ajournant lorsque les in-

---

1. M. Clark, Economics of planning public works (A Study made for the National Planning Board of the Federal Emergency Administration.) 1935.

2. J. J. Polak. Publieke Verken als Vorm van Conjonctuurpolitiek. 938; voir le compte-rendu dans la R.E.P. 1938. p. 1630.

vestissements privés sont très actifs et en les concentrant sur les périodes où ces mêmes investissements sont peu importants." [3]

Certains économistes (Keynes, Saltur, Meade) préconisent cependant une mise à exécution des travaux publics au haut de la prospérité; et cela, disent-ils, dans l'espoir d'arriver à une stabilité à l'étiage maximum de l'activité économique. Il nous est difficile de nous rallier aux suggestions de ces auteurs et cela pour les raisons suivantes :

1. *En effet,* quand les affaires privées connaissent l'état d'une période de prospérité, non seulement le produit des impôts accuse un mouvement de hausse, mais les dépenses des collectivités publiques ont tendance à augmenter aussi; et elles aggravent ainsi "le mouvement d'essor" à la fois par l'augmentation de la demande de main d'oeuvre et de matériaux de construction, ce qui a pour conséquence de concurrencer les entreprises privées d'une part, sur les marchés du travail, et celui des matériaux de construction, d'autre part. Et cela au moment où l'industrie privée fait un emploi intégral de ces facteurs de production et éprouve de sérieuses difficultés pour satisfaire les demandes de ses clients. Ce n'est pas tout.

2. *La question* du coût des travaux doit être envisagée aussi. En effet, le coût des travaux exécutés pendant les périodes d'essor est beaucoup trop élevé : car le taux de l'intérêt, les salaires et les matériaux de construction accusent des fluctuations à la hausse; d'où coût très élevé des travaux, ce qui n'est pas économique. Tandis que la situation est tout à fait contraire en période de dépression notamment. La liquidité des banques augmente; la thésaurisation se pratique de plus en plus, du fait même de l'incertitude qui règne durant la dépression. Le capital en argent est dès lors abondant et le taux de l'intérêt moins élevé.

3. *Les salaires,* de leur côté, sont modérés; les matériaux de construction le sont également. Il en résulte que le coût total des travaux publics est moins cher. On voit donc que l'organisation anticyclique des travaux publics doit être préférée à tout autre procédé de coordination des travaux.

L'idée de l'établissement d'un programme de dépenses pour les travaux publics en fonction des variations des cycles économiques, ne

3. S.D.N. Stabilité économique dans le monde d'après-guerre. 1945, p. 183.

paraît pas être récente. Cette politique, c'est-à-dire la synchronisation des travaux et des commandes des pouvoirs publics et les oscillations économiques, a été pratiquée sous différents titres, au cours de l'histoire; ainsi, les Pyramides, les cathédrales de moyen-âge et les mosquées ne furent - elles pas, en réalité, des travaux de lutte contre le chômage? [4].

Vers la fin du 19ème siècle, en France, quelques circulaires gouvernementales préconisent une organisation anticyclique des travaux publics. D'autre part, le rapport de minorité de "Poor Law Commission" britannique insistait aussi pour que le Gouvernement "régularise l'ensemble de la demande de main - d'oeuvre, d'une année à l'autre, au moyen d'un aménagement plus méthodique de ses contrats de travaux d'établissements". [5].

De son côté, l'assemblée générale de l'Association Internationale pour la lutte contre le chômage, lors de sa session, tenue à Gand en 1913, recommandait ce qui suit :

"Il est désirable :

Que les administrations publiques réservent autant que possible, et spécialement, autant que des raisons d'ordre technique ne s'y opposent pas, les travaux et les livraisons non urgents pour les saisons mortes de l'année de crise ou de dépressioné conomique" [6].

Le problème de l'utilisation systhématique des commandes des collectivités publiques, pour réaliser la stabilisation de l'emploi de la main d'oeuvre, devrait trouver sa meilleure expression dans une des recommandations de la Conférence internationale du travail. En effet, lors de sa première session en 1919, cette Conférence adopta la recommandation que voici :

"La conférence générale recommande que chaque membre de l'organisation internationale du travail coordonne l'extension des travaux entrepris pour le compte de l'autorité publique, et réserve autant que possible ces travaux pour les périodes de chômage"[7].

4. Ducommun, Diagnostic Economique et néo-syndicalisme. 1941.

5. S.d.N. op. cit., p. 183 Documents parlementaires, Report of the Royal Comission on the Poor Law and Relief of Distress, 1909 p. 1195.

6.Bulletin trimestriel de l'association internationale pour la lutte contre le chômage, Avril - Juin, p. 450 - 451.

7. S.D.N. Conférence internationale du travail. 1ère session annuelle Oct. - nov. 1919, p. 237.

En l'absence de toute politique appropriée, c'est-à-dire, lorsque les pouvoirs publics ne pratiquent aucune politique délibérée en vue d'arriver à une stabilisation économique, les dépenses pour les travaux publics suivaient, autrefois, un mouvement parallèle aux fluctuations cycliques. L'intervention des collectivités publiques n'avait alors pour résultat que de rendre plus aigue la crise.

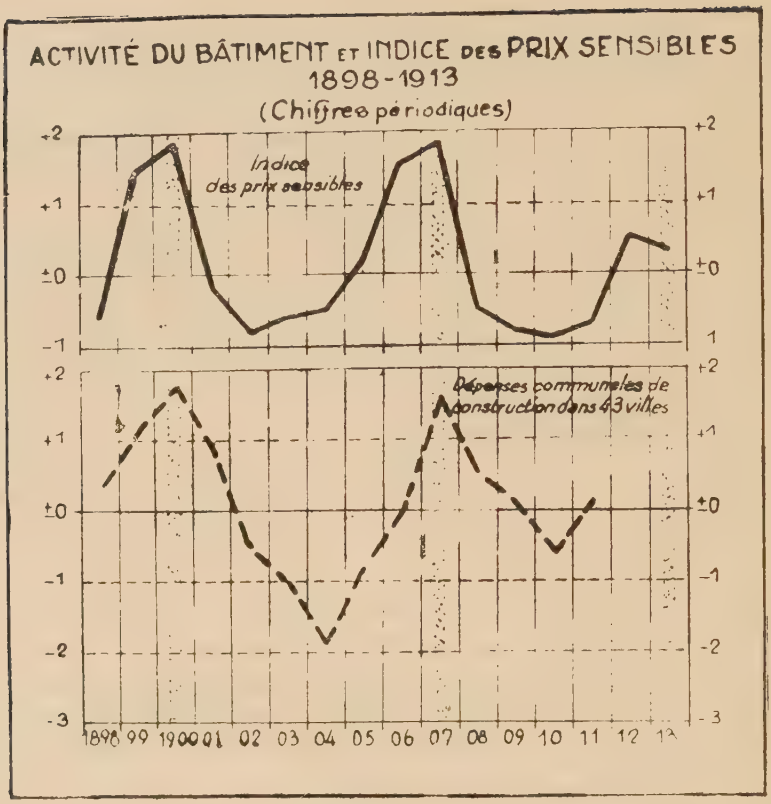
Si, en effet, les autorités officielles n'ont pas établi un programme de dépenses en fonction des variations économiques, il se produit ceci : "au moment où le volume des affaires se restreint, entraînant une diminution du revenu national et une moins - value des impôts, les autorités publiques sont aménées, de leur côté, à réduire dans la mesure du possible leurs dépenses, y compris notamment celles pour les travaux publics." [8]. Or, c'est justement pendant les périodes de marasme des affaires que les pouvoirs publics doivent dépenser d'énormes sommes. s'ils veulent remédier à la carence de l'activité privée et ne pas aggraver les fluctuations économiques.

Le graphique (I) de la p. (52) révèle la tendance cyclique que suivaient les dépenses des collectivités publiques. Il montre, en effet, que les dépenses (1896 - 1913) afférentes aux constructions des édifices publics, des collectivités allemandes, suivaient fidèlement les fluctuations économiques. "Le fait, écrit Wagemann, que l'activité de la construction des édifices publics était la plus animée quand les salaires et le taux d'intérêt étaient au plus haut, c'est-à-dire alors que la construction coûtait le plus cher prouve que les services publics n'étaient pas soumis à un "automatisme conforme au but d'une politique des crises" [9].

---

8. B.I.T. op., cit.,

9. Wagemann. Introduction à la théorie du mouvement des affaires. 1932. p. 102.

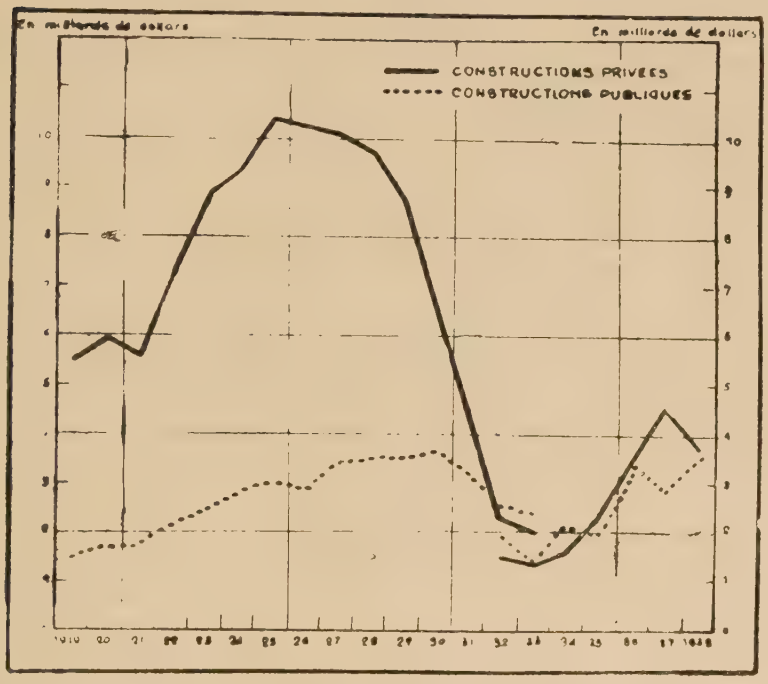


Graphique I. 10.

Autre exemple. Le graphique (II) de la page (53) montre que la courbe représentant les dépenses concernant les constructions publiques aux Etats-Unis, a continué son mouvement de hausse et cela jusqu'à 1930; à partir de cette époque, c'est-à-dire après 1930, le volume des constructions publiques s'affirme, ce qui fut la cause de la précipitation du marasme de l'activité des constructions privées. Là aussi, nous constatons que les collectivités publiques ne possédaient pas un plan anti-cyclique; ce qui aurait assuré une situation beaucoup plus favorable à l'ensemble de l'activité des constructions privées.

10. Wagemann, op. cit., p. 100.

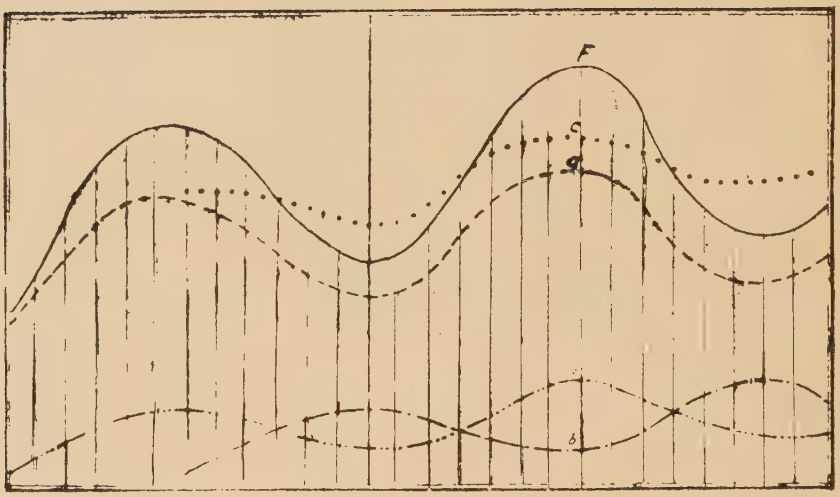
CONSTRUCTIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES AUX ETATS-UNIS, 1910-1938



Graphique II. 11.

De tout ce qui précède, il résulte que le meilleur moyen d'utiliser les commandes des collectivités publiques est de les soumettre à une coordination anticyclique; c'est de cette façon, pensons-nous, qu'il est possible de supprimer ou d'atténuer les fluctuations cycliques. Le graphique (III), de la page (54) montre, en effet, la répartition idéale que les commandes des collectivités publiques devraient suivre pour lutter d'une manière efficace contre les dépressions cycliques, et partant, contre le chômage conjoncturel.

11. S.D.N. op. cit., p. 184.



Graphique III. 12.

Agenda.

Courbe (a): fluctuations de l'activité économique sans politique de travaux publics.

Courbe (e): Répartition des travaux publics non soumise à un automatisme conforme au but d'une politique des crises.

courbe (f): Situation conjoncturelle résultant des courbes (a) et (e).

Courbe (b): Répartition idéale des travaux publics.

Courbe (c): situation conjoncturelle corrigée.

---

12. Z. ss. V. 1944, p. 359.

Section 2.

Le moment d'intervention.

Il nous semble que le moment d'intervention, c'est-à-dire la mise à exécution du programme des travaux publics, doit être considéré comme étant le noeud de toute politique d'investissements publics. Il est, pour ainsi dire, la pierre d'achoppement des dépenses publiques. N'est-il pas permis de conjecturer que le succès d'une politique de travaux d'utilité publique dépend exclusivement du choix du moment d'intervention. Aussi faut-il agir avec précaution, ou pour mieux dire, avec discernement lorsqu'il s'agit de le fixer. C'est pourquoi, on aurait beau vouloir appliquer une politique de travaux publics conforme aux principes proposés dans les pages précédentes, si le moment d'agir n'est pas bien choisi, le but sera manqué.

Le national bureau of economics research des Etats-Unis, dans son rapport Planning and Control of Public Works (1931) estime "que le volume de la construction publique qu'il est possible d'accélérer afin d'agir sur l'emploi et la courbe des affaires en période de dépression est moins important que le choix de la date à laquelle a lieu cette accélération. A cause de l'effet psychologique exercé par l'avancement de la construction publique au moment opportun, on peut voir dans une telle action un facteur important du maintien d'un équilibre économique raisonnable. Si elle est opérée à propos au moment où le pendule de l'emploi va osciller dans le sens défavorable, l'exécution rapide de travaux publics donne des résultats hors de proportions avec l'ampleur des travaux entrepris.

Par un choix opportun du moment, l'efficacité des travaux anticipés se trouve multipliée." [13]

Après avoir ainsi fait ressortir l'importance, au sein d'une politique de travaux publics, du choix de la date, ou tout simplement du moment d'intervention, il s'agit d'établir les bases du choix de la date d'exécution des travaux. En effet, beaucoup d'économistes estiment qu'il

13. A. Grayer., Public works in depression and prosperty. 1935. p. 397.

faut entreprendre l'exécution des travaux publics dès qu'une baisse de l'activité économique est constatée.

Ainsi, d'après l'économiste Harrod "il faut que les travaux soient entrepris dès le premier indice de ralentissement de l'activité des investissements, donc dans une période qu'il nomme "breathing space", afin de combattre à temps et préventivement les manifestations dépressives qui suivent ordinairement." [14].

Tandis que d'autres pensent qu'un délai est nécessaire, parce que, disent-ils, cela nous permet de supprimer certains éléments malsains qui prennent naissance au cours d'une période de "suractivité".

C'est l'avis de Mund; il déclare, en effet, que les ouvriers, en période d'animation des affaires, fournissent moins d'efforts et par conséquent un rendement inférieur; les chefs d'usine montrent aussi de leur côté des signes de relâchement pendant les périodes de suractivité. C'est ainsi qu'on aboutirait à une augmentation beaucoup plus rapide des coûts que des prix. Au surplus, l'appareil de production, au cours d'une période de prospérité, prend des développements de plus en plus grands, à tel point que la production dépasse la capacité d'absorption du marché. C'est pourquoi, ajoute Mund "il est inévitable, voire heureux, que l'on puisse opérer des rajustements au terme d'une telle époque." [15].

D'aucuns pensent, enfin, qu'il est avantageux d'utiliser, dans ce but, c'est-à-dire pour fixer le moment d'exécution des travaux publics, l'indice de l'emploi. Nous verrons, tout à l'heure, que celui-ci, à lui seul, ne sert pas à grand chose.

Pour notre part, nous croyons trouver dans la définition elle - même d'une dépression les critères à adopter pour fixer ladate d'exécution des travaux publics. Il est d'une importance capitale, à cet effet, d'avoir présentes à l'esprit les caractéristiques générales d'une dépression économique. Une dépression se caractérise en général par un fléchissement marqué de la production des biens d'investissement et un resserrement accentué des revenus et de la demande (consommation) en liaison avec une augmentation massive du chômage. En d'autres termes, la dépression engendre une situation dans laquelle le volume de la consommation,

---

14. E. Wagemann. Stratégie économique, 1938, p. 59.
15. Mund. op cit.

le volume de la production de biens d'investissement et celui de l'emploi accuse des diminutions de plus en plus croissantes. Dès lors, les fluctuations de ces trois critères, à savoir l'emploi, la production de biens d'investissement et la consommation, peuvent et doivent être, croyons-nous, considérés comme les baromètres des cycles économiques. On en conclut que l'exécution des programmes des travaux publics doit être entreprise dès qu'on enregistre un fléchissement des trois indices ci-dessus.

Une difficulté se présente cependant. En effet, quelle part de réalité doit-on attribuer à ces trois indices?

Il nous semble que l'adoption des fluctuations du chômage comme indice essentiel des cycles économiques (dont plusieurs pays se sont servis) ne correspond pas toujours à l'état réel des choses. Car, comme cela a été dit au premier chapitre de cette étude, il existe toujours un chômage dû, notamment, aux fluctuations saisonnières, aux progrès techniques et enfin aux défauts de l'adaptation. Dans ce cas, il ne serait pas fondé de prétendre qu'on se trouve dans une période de dépression et, cela même en dépit de l'augmentation du chômage. Il est nécessaire, lorsqu'on se trouve devant une telle situation, de prendre en considération les autres critères pour mieux situer le moment d'exécution des travaux publics.

D'autre part, on pourrait se trouver devant une situation où le volume de la consommation reste stationnaire ou augmente, tandis que le volume des biens d'investissement fléchit. Il va de soi qu'en pareil cas le volume de la production des biens d'investissement et le nombre des ouvriers occupés seraient de meilleurs baromètres que les fluctuations du volume de la consommation.

La même situation peut être constatée pour le volume de la production des moyens d'investissement, c'est-à-dire que le volume de celle-ci peut être l'objet d'un accroissement ou rester stable alors que le volume de la consommation diminue; lorsque, par exemple, les collectivités publiques augmentent les investissements en capital social. Là aussi le volume de la production des biens d'investissement et le nombre des ouvriers occupés doit être consulter et pris comme indices les plus indiqués.

En résumé, la combinaison des trois critères ci-dessus semble cor-

respondre mieux que tout autre indice à la réalité. Et c'est pourquoi il nous semble que tout conseil directeur des travaux publics doit étudier d'une manière systématique les fluctuations de ces principaux indices des cycles économiques; c'est en agissant de la sorte qu'il serait possible d'atteindre les buts visés par une politique des travaux publics.

Section 3.

Limites de la coordination prévoyante des travaux publics.

S'il paraît admis, théoriquement, que presque tous les travaux publics sont susceptibles d'être coordonnés de façon à régulariser la demande de main-d'oeuvre et compenser dans une large mesure les fluctuations cycliques de notre système économique, on est cependant amené à dire que, dans la pratique, il est impossible d'en faire autant de la totalité des dépenses des collectivités publiques, c'est-à-dire de les régler selon un rythme anticyclique. Il en résulte, naturellement, que la coordination anticyclique de tous les travaux publics ne peut être réalisée que dans certaines limites seulement. Mais, ces limites ne mettent nullement en doute l'efficacité de la politique des grands travaux publics. Cet aspect du problème a été également traité par le B.I.T.[1] dont les idées correspondent aux nôtres: "Il n'est guère possible de soutenir que les dépenses totales des gouvernements, des pouvoirs locaux et des entreprises d'utilité publique sont à ce point négligeables qu'elles n'influent en rien sur l'industrie privée selon qu'elles sont faites à une époque puis à une autre Les milliards dépensés chaque année par les pouvoirs publics représentent une demande énorme de marchandises et de services et le report de la totalité ou d'une partie de cette demande d'une année à l'autre ne peut manquer d'avoir des répercussions sur l'emploi des travailleurs et sur l'activité industrielle. Il faut cependant reconnaître que la politique proposée ne peut opérer que dans certaines limites, ce qui, d'ailleurs, ne doit pas avoir pour effet de la rendre inefficace. Dans la pratique, il est impossible d'ajourner ou d'anticiper la totalité des dé-

1. B.I.T. Chômage et travaux publics. 1931, p. 25.

penses publiques selon un rythme qui les rende inversement proportionnelles au volume de l'activité industrielle et de l'emploi. Il résulte de ces constations qu'étant donné le non-parallélisme de certaines catégories de travaux publics, suivant un rythme anticyclique, les collectivités publiques sont obligées de se conformer à la réalité et de coordonner en conséquence leurs dépenses de travaux publics. On ne peut pas, en effet, ajourner tous les travaux publics pour ne les mettre en chantier que dans les périodes de dépression. Pour des raisons ressortissant à l'hygiène ou à la sécurité publique, certains travaux publics ne sauraient être déplacés: ils exigent une mise en chantier immédiate. Une nouvelle ville a-t-elle surgi, l'Etat ou les collectivités publiques ont pour tâche de mettre immédiatement à jour certains travaux qu'il serait impossible de reporter à une date ultérieure. Car le fait d'une période de prospérité et partant du peu de chômage au moment même où cette nouvelle ville est créée ne saurait justifier que les habitants se privent de canalisations pour eau potable, d'électricité, de gaz, de routes, d'écoles, d'hôpitaux et de tant d'autres choses qui leur sont indispensables. Il en va de même pour tous les travaux se rapportant à l'administration des collectivités publiques. En effet, là aussi, toutes les dépenses des pouvoirs publics restent étrangères au principe d'une politique anticyclique de travaux publics. En d'autres termes, les travaux administratifs des pouvoirs publics devant être assurés d'une façon continue, et cela par des fonctionnaires permanents, il serait impossible, sinon dénué de sens, de vouloir les coordonner selon un rythme anticyclique. On créerait du chômage en voulant faire rentrer les travaux administratifs dans le cadre d'une politique anticyclique, en alléguant qu'on se trouve en un moment de prospérité de l'activité économique.

Etant données la nature périssable et les difficultés d'emmagasinage de certaines marchandises telles que fournitures alimentaires, vêtements et tous accessoires dans ce sens, les pouvoirs publics ne peuvent pas non plus dans ce domaine agir à leur guise, c'est-à-dire faire varier leurs dépenses relatives à ces articles. Ils sont, par conséquent, obligés de s'adapter à la situation réelle.

D'autre part, dans certaines usines telles que les usines de construction de wagons de chemins de fer, des usines pour fournitures vestimentaires, c'est-à-dire des établissements ne travaillant que pour les

collectivités publiques, il serait peu sage d'essayer de retarder la date des commandes. Ce serait alors "immobiliser des entreprises pendant une période de l'année, et leur donner, à d'autres époques, tellement de travail qu'elles seraient à peine en mesure de l'exécuter." [2]. Il s'ensuit que la solution la meilleure consiste à fixer une coordination des commandes des autorités officielles telle que ces industries puissent avoir une occupation régulière.

M. Edgar Milhaud, tout en reconnaissant le principe de l'organisation anticyclique des travaux publics, se pose les questions suivantes : "Ne laisse-t'on pas ainsi dans l'ombre une autre forme d'action dont on pourrait, semble-t-il, attendre, pour la régularisation de la vie économique, d'importants résultats? Pour mieux préciser notre idée, nous prendrons un exemple. Il concerne les commandes de matériel des chemins de fer et met en parallèle les politiques opposées que suivaient à cet égard, avant la guerre, les compagnies et les réseaux des Etats allemands, les premières faisant au gré des circonstances économiques, des commandes tantôt très faibles, tantôt fortes, et jetant le trouble dans l'industrie française des constructions mécaniques; les seconds assurant par la régularité de leurs commandes, la régularité et développement normal de ces industries en Allemagne... Quelle place convient-il de faire dans une politique de commandes et de travaux publics orientée vers la régularisation de l'économie générale, d'une part à la méthode soit de la constance, soit de la progression régulière et continue, d'autre part à la méthode des fluctuations compensatrices? Dans quels cas convient-il d'appliquer l'une, et dans quels cas l'autre?" [3].

Il en résulte que les préférences de M. Milhaud vont plutôt à la méthode de régularisation des travaux des collectivités publiques.

Il nous semble, cependant, que les deux méthodes, à savoir, la méthode de régularisation et la méthode anticyclique ne se contredisent point. La méthode compensatrice ne tend-t-elle pas, à la longue, à injecter à l'économie une activité régulière, une activité normale, tout en éliminant les fluctuations cycliques? Autrement dit, il s'agit: "de compenser les fluctuations de l'industrie privée par des fluctuations inverses

---

2. B.I.T. op. cit. p. 27. cf. Dr. Stephan avec Reichsarbeitsarbeit, sept. 1929.
3. E. Milhaud, A.E.C., avril - juin 1927, p. 129.

des travaux publics, de manière à stimuler ou à modérer, suivant les circonstances, l'ensemble de l'activité économique. La politique des travaux publics agirait dans le sens opposé des forces du cycle économique et varierait en fonction de celles-ci.

Moins les fluctuations de l'industrie privée auront d'ampleur, moins le volume des travaux publics variera. On peut espérer que, grâce à l'action de nombreux facteurs venant s'ajouter à la politique qu'on examine ici, les fluctuations de l'industrie se nivelleront progressivement. Simultanément, les fluctuations inverses des travaux publics deviendront elles - mêmes de moins en moins amples. Si bien que les deux courbes oscillant en sens inverse, mais de moins en moins fort, finiront par se confondre en une ligne droite." [4].

Dès lors. les préférences de M. Milhaud pour la politique de la régularisation des commandes publiques ne sont pas fondées. Elles supposent, en effet, une opposition entre la politique de la stabilisation et celle de la compensation; mais cette opposition, comme nous venons de le voir, n'existe pas puisque la politique de la compensation se rapproche, à la longue, de la politique de stabilisation.

Quoiqu'il en soit, et malgré ces différentes remarques il reste une multitude de travaux publics qui peuvent être coordonnés d'une manière prévoyante.

Section 4.

Nécessité d'une direction d'ensemble.

Si l'on veut parler d'une véritable politique de grands travaux publics, il faut, comme cela ressort des pages prcédentes, qu'elle soit en mesure d'agiren toute période, et cela aussi bien en période de prospérité pour "freiner", qu'en période de marasme des affaires pour "accélérer". Il importe de souligner le rôle essentiel (capital) que jouerait l'élaboration anticipée d'un ensemble de dispositions techniques. En d'autres termes, la réussite et l'efficacité d'une politique de travaux publics ne reposent pas essentiellement et uniquement sur la reconnaissance et l'ad-

4. B.I.T. op. cit. p. 28.

mission de son organisation anticyclique, mais sur l'élaboration anticipée d'un plan d'ensemble, un plan de caractère général comprenant les travaux qui échappant à une organisation anticyclique et où tous les travaux qui pourraient incontestablement être réglés selon un rythme anticyclique seraient étudiés dans leur moindre détail. Il nous semble, par conséquent, qu'il est peu sage, voire contraire au principe d'une véritable politique d'investissements publics, de mettre l'accent seulement sur le rôle déterminant des commandes publiques ainsi que de leur acheminement vers la stabilisation des investissements privés; il faut plus que cela; il faut que les programmes des travaux publics prévus par les collectivités publiques soient dressés d'avance, sinon les résultats attendus d'une politique de travaux publics seraient manqués. Et cela parce que "on ne pourrait entreprendre les travaux nécessaires longtemps après que le besoin s'en serait fait sentir". [5]

Pour qu'il y ait une politique proprement dite de travaux publics, il faut un plan unique, préparé d'avance, pour qu'au moment opportun il soit possible de mettre immédiatement en chantier tous les travaux projetés. L'essentiel est de prendre toutes les mesures et dispositions techniques d'avance, et de ne pas attendre que la dépression survienne, parce qu'alors il serait trop tard sinon impossible de lutter d'une façon efficace contre le chômage conjoncturel. Cet aspect de la question a été également traité par le Dr. Lublin, qui invoque les travaux de l'Etat de Massachusetts (U.S.A.). En effet, l'Etat de Massacusetts procéda pendant la dépression de 1914 à l'assèchement d'une de ses régions marécageuses, afin de fournir une occupation aux chômeurs. Mais, faute de rapports techniques et à cause de la nécessité d'établir des plans les autorités de Massachusetts furent contraintes de surseoir à l'exécution de tous travaux pendant une période d'une année et demi. Autre exemple: Pendant la dépression de 1920 - 21, on dût attendre l'année 1922 pour développer des travaux publics aux Etats-Unis. M. Mund écrit à ce propos : "Ce retard était inévitable. Les municipalités n'avaient pas établi de plan d'ajournement ou d'anticipation possibles et tous les travaux préparatoires durent être exécutés après seulement qu'il eût été décidé de demander un essor aux nouvelles opérations de construction.

L'année 1921 fut marquée par une dépression et un chômage aigu

---

5. B.I.T. op. cit., p. 28.

et, pour être vraiment efficace, c'est précisément alors que le développement des travaux publics aurait dû se produire." [6].

Avec ces quelques suggestions, qui prouvent le bien fondé de l'élaboration anticipée d'un plan d'ensemble, nous n'avons pas tout dit.

En effet, il nous reste encore à examiner, premièrement si le tracé d'un tel plan d'ensemble, vu l'incertitude des besoins futurs et des progrès techniques, ne présente pas certaines difficultés, et à qui, secondement, l'Etat ou les collectivités publiques doivent confier le soin de dresser ce plan d'ensemble. 1 — Il est difficile de prévoir certains besoins au-delà d'une période, et par conséquent, d'établir des plans à longue échéance. Et cela d'autant plus les progrès techniques sont incessants et, ce faisant, causent des changements parfois coûteux. Il en résulte que l'exécution d'un plan fixé ayant une portée générale ne devrait pas s'étendre sur une trop longue période.

C'est pourquoi nous pensons que lorsque les collectivités publiques élaborent des plans de travaux publics, ceux-ci doivent avoir une certaine souplesse en ce sens qu'il soit possible, si besoin est, de les soumettre à des modifications de détails en un temps minime afin de les adapter à la situation réelle. Il ne faut pas, cependant, s'exagérer la portée de ces observations. Si, par exemple, on ne peut pas dire exactement qu'une région quelconque du pays ou une ville auront besoin, disons dans six ans, de tant d'écoles, d'hôpitaux ou encore de nouvelles conduites d'eau, etc., il est par contre possible d'établir des pronostics plus ou moins approximatifs et établir en conséquence les plans des travaux publics.

2 — A côté de la coordination anticyclique et l'élaboration anticipée d'un plan d'ensemble, il y a une importance marquée à instituer un organisme chargé de mettre au point toutes les données techniques, c'est-à-dire de tracer de plan unique. C'est un élément essentiel de la réussite d'une politique systématique d'investissements publics. A qui, en effet, laisser le soin de résoudre les questions techniques que pose l'élaboration d'un plan d'ensemble: un conseil directeur ou un conseil national des investissements, comme le suggère M. Meade.

---

6. V. Mund "Prosperity Reserves of public works" in the annals of the American Academy of Political and Social Science, mai 1930.

En d'autres termes, quel est l'organe qui serait appelé à dresser le plan d'ensemble des programmes de travaux publics au nom des collectivités publiques ?

Toutes ces questions soulèvent une foule de problèmes administratifs dont dépend, pour une large part, la réussite d'une politique de travaux publics. Il est, en effet, extrêmement compliqué de procéder à l'organisation anticyclique des dépenses publiques et à l'application d'une politique "uniforme" des travaux publics, si on ne possède pas un organe central ou un conseil directeur de travaux publics. Car, dans tout gouvernement central, il y a une multitude de services qui, tous, font effectuer pour leur propre compte, d'importants travaux publics. Par ailleurs, il y a de nombreuses commandes qui sont passées par les autorités locales, provinciales, et cela jusqu'au conseil d'une simple commune. Et que dire, enfin, des travaux exécutés par les nombreuses compagnies n'ayant presque pas de relations entre elles, qui se chargent de l'exploitation de certains services publics.

Donc, autant de pouvoirs, autant de difficultés qu'on peut rencontrer dans une organisation prévoyante des travaux publics. Il est, par conséquent, d'un grand intérêt pour l'Etat, afin de mener à bon port sa politique d'investissements publics, d'harmoniser et de centraliser tous les travaux exécutés séparément par les différentes autorités publiques.

C'est pourquoi nous croyons qu'on devrait créer un conseil directeur des travaux publics, composé d'experts tant économiques que techniques et dont la tâche principale serait d'établir les plans d'une politique uniforme des travaux publics. Le conseil directeur des travaux publics, par ses études systématiques et méthodiques de l'économie nationale, devrait centraliser tout ce qui à rapport aux travaux publics, c'est-à-dire concilier toutes les données techniques des programmes des dépenses publiques des différentes autorités officielles et tracer ensuite les plans pour une politique uniforme d'investissements publics.

Donc le conseil directeur des travaux publics devrait non seulement dresser les plans d'une politique nationale uniforme de travaux publics, mais aussi, par ses études économiques, c'est-à-dire la consignation des faits statistiques importants, établir des diagnostics sur la situation générale économique et formuler ensuite des prévisions pour pouvoir, enfin,

être en mesure d'indiquer aux collectivités publiques la date favorable d'éxécution des travaux publics.

CHAPITRE CINQUIEME

EFFETS.

Section 1.

Répercussions d'une politique de travaux publics.

Les répercussions provoquées dans l'organisme économique, par l'accomplissement d'un programme d'investissements publics, sont multiples. Ne s'agit-il pas là, en effet, d'un décaisement initial d'investissements (d) qui, d'onde en onde, parcourt le circuit économique, provoque toute un série de revenus et de dépenses génératrices d'emploi et, ce faisant, met en branle l'économie nationale?

Dans cette simple définition, on peut déjà concevoir la diversité des réactions qui seront occasionnées par un investissement "primaire" ayant une valeur donnée; en effet, si simple soit-elle, cette définition nous montre cependant une idée, sans doute incomplète mais significative, de la complexité des effets des travaux publics. Aussi, pour simplifier la description du phénomène, c'est-à-dire pour se faire une vue d'ensemble de la multiplicité des répercussions que peut susciter dans un pays l'exécution d'un programme de travaux publics, nous allons distinguer les répercussions primaires (directes + indirectes), et les répercussions secondaires.

A. Répercussions primaires (d+1) et secondaires.

Le point de départ de toute politique de travaux publics étant la suppression du chômage par la création de nouvelles possibilités de travail, l'analyse des effets d'une telle politique doit nécessairement consister en la recherche de l'extension (les multiplications) de l'emploi.

Lorsqu'en effet les collectivités publiques consacrent de grosses sommes à réaliser un programme de dépenses publiques, le résultat immédiat est sans doute un accroissement sensible de l'emploi qu'on qua

lifie de "primaire". Dans ce cas, il faut distinguer d'abord l'emploi *primaire* direct et ensuite *l'emploi primaire indirect.*

a) L'emploi primaire direct.

On entend par là les salaires reçus par les ouvriers qui ont été directement employés à l'exécution des nouveaux travaux.

Ainsi lorsque les autorités dirigeantes, dans le cadre d'une politique systématique de commandes et de travaux publics, se décident à investir des dépenses en vue de construire de nouvelles centrales électriques, le personnel participant directement à l'édification de ces usines bénéficient d'un emploi primaire direct.

b) L'emploi primaire indirect.

Tandis que par l'emploi primaire indirect on entend :

1. Tous les salaires distribués par les entrepreneurs qui fournissent et livrent toutes les machines, outils et matériaux de construction indispensables à l'achèvement d'usines électriques;

2. et enfin les traitements payés à la main - d'oeuvre engagée par les industriels fabriquant les produits pour les entrepreneurs fournisseurs des commandes passées par les constructeurs des centrales électriques. Il s'ensuit qu'avec l'accroissement de l'emploi primaire (dir.+ind.) non seulement le pouvoir d'achat des ouvriers augmente, mais en même temps aussi les profits des entrepreneurs.

Cet état de fait ne tardera pas à provoquer une augmentation de la demande des biens de consommation : les travailleurs et entreprises de contructeurs des centrales électriques vont dépenser leur supplément de revenu pour l'achat d'articles de consommation; de leur côté, les ouvriers et entrepreneurs bénéficiaires des sous - commandes de fournitures, ainsi que les employés et industriels qui fabriquent pour ceux-ci les produits nécessaires, dépensent aussi leurs revenus supplémentaires. Dès lors, la production de moyens de consommation tendra vers un nouvel accroissement et, par suite, une nouvelle vague de main-d'oeuvre serait embauchée; ce qui signifie une nouvelle distribution et "du nombre des salaires" et des bénéfices, et, partant, du revenu national; et cela jusqu'à ce qu'il se produise "une vague ininterrompue de transactions crois-

santes successives." [1]. Nous constatons ainsi que l'emploi primaire (direct+indirect) fait boule de neige dans le circuit économique et donne, de cette façon, une vive impulsion au monde des affaires.

c) L'emploi secondaire.

On appelle, par contre, "emploi secondaire" toute occupation qui résulte de la stimulation des industries productrices de biens de consommation, par les achats qu'effectuent les salariés bénéficiaires de l'emploi primaire (dir.+ind.) ainsi que les dépenses faites par les industriels dont les marges ont haussé à la suite des répercussions primaires des travaux publics, tels, par exemple, les revenus obtenus par les employés d'un commerçant s'occupant de la vente d'articles de consommation à des personnes bénéficiaires d'un salaire primaire direct et indirect. "De cette façon, écrit M. Szynkaruk, l'emploi primaire dans les industries de biens d'investissements a provoqué des emplois successifs dans les industries de consommation, sous forme d'impulsions dont l'amplitude décroit avec le temps. La somme de ces impulsions, soit l'emploi supplémentaire dû à l'animation de la production des biens de consommation est appelé l'emploi "secondaire." [2]. Par conséquent, cela nous montre que la mise en mouvement de la vie économique par la réalisation d'une politique de travaux publics produit des effets primaires (dir.+ind.), c'est-à-dire un flot continu de salaires, de profits et de bénéfices; mais son action ne s'arrête pas là, car ces répercussions primaires (d + i) se multibplient sous forme d'effets secondaires du fait même de l'intensification de la demande suscitée par l'accroissement général des revenus.

"Cette précision, déclare M. Peyréga, montre l'accélération que peuvent subir dans leur propagation les effets des dépenses publiques additionnelles et attire l'attention sur la possibilité d'investissements précis nouveaux" [2]. Ainsi l'activité provoquée par les dépenses pour les travaux publics embrasse tout l'appareil économique, et lui imprime une

---

1. Mitnitzky, Effet d'une politique de travaux publics sur le mouvement des affaires et l'emploi. R.I.T. oct. 1934, p. 463.

1. Szynkaruk, Le multiplicateur d'investissements et l'expérience allemande, 1945. p. 21.

2. Peyréga, op. cit., p.

poussée si forte qu'aussi bien les industries de biens de consommation que les industries de moyens de production se mettent en marche. De là, la nécessité de procéder à de nouveaux investissements et le besoin d'engager de nouveaux ouvriers, d'où nouvelle distribution de pouvoir d'achat. Il s'agit maintenant de déterminer les répercussions ainsi produites. En effet, comment calculer l'ensemble des résultats d'une politique d'investissements publics? Par quelle méthode peut-on arriver à formuler, d'une manière concrète la somme des conséquences des dépenses extraordinaires des pouvoirs publics ?

Certains économistes ont déjà essayé de déterminer les répercussions successives de travaux publics par la méthode du "multiplicateur". [3].

Pour arriver au résultat désiré, qui est l'évaluation des conséquences d'une politique de construction et de décaissement exceptionnelle, la plupart des auteurs qui ont étudié la question suggèrent qu'il faut exprimer la somme des effets des travaux par rapport aux répercussions primaires, étant données que celles-ci sont visibles et se prêtent à toutes mensurations. Le rapport ainsi obtenu, c'est-à-dire "entre l'activité totale (p+sec) et l'activité primaire qui résulte d'une politique de travaux publics a été appelé "multiplicateur". (*) Or, comme il a été dit au cours des pages précédentes, cette activité, c'est-à dire les répercussions des travaux, se manifeste notamment dans les secteurs suivants :

1) *Production,*

2) *emploi,*

3) *ou pouvoir d'achat distribué.*

Il s'ensuit que l'activité qui résulte des dépenses pour les investisse-

3. Voir notamment: a) **Khan,** il est le premier à avoir utilisé la méthode du multiplicateur pour déterminer l'ensemble des effets d'un programme de travaux publics; voir à ce propos son article dans E. J. juin 1931: The Relation of Home Investment to unemployment.

b) **Keynes,** Théorie générale de L'emploi, de L'intérêt et d ela Monnaie 1942. c) Haberler, op. cit., édition 1943.

d) **Clark:** Planning of Economics Public Works 1935.

e) Voir les développements de toutes ces théories dans le remarquable ouvrage de Peyréga, op. cit., 1943.

(*) Peyréga, op. cit., p. 59.

ments publics peut être exprimée par rapport à ces secteurs; mais l'expression dont plusieurs auteurs font déjà usage est celle du "multiplicateur d'emploi" qui est défini comme faisant ressortir la relation ou le rapport qui existe entre l'augmentation d'emploi primaire (dir+ind) et l'accroissement total d'emploi (primaire + secondaire).

Par conséquent, une fois ce rapport connu, il nous sera facile de calculer le nombre de travailleurs qui, grâce à la politique de travaux publics, ont pu se procurer une occupation. Car il suffit alors de multiplier par ce coefficient (multiplicateur d'emploi) "le nombre des ouvriers embauchés pour l'exécution des travaux eux-mêmes, sur les chantiers et dans l'industrie.,, [4]

B. Calcul du multiplicateur d'emploi :

Désignons par (W) le revenu reçu par chaque employé ayant trouvé un emploi nouveau à la suite des dépenses supplémentaires des collectivités publiques, et par (P) l'augmentation de profits qui en découle pour l'entrepreneur, et enfin (R) soit le reste [5].

La somme initiale placée par l'Etat pour l'accomplissement de son programme d'investissements publics est donc égale à : W + P + R. Il est évident que tout travailleur, ainsi engagé, aussi bien que l'entrepreneur pour subvenir à leurs besoins courants, doivent dépenser une partie de leur revenu supplémentaire. Ils doivent par exemple, assurer leur nourriture, habillement etc... De cette façon, chaque occupation nouvelle donne lieu à des dépenses de consommation tant par les salariés que par les industriels. Soit x la fraction du salaire dépensé par chaque ouvrier en vue d'achats de biens de consommation, et y la partie des profits supplémentaires dépensés dans les mêmes buts, par l'entrepreneur. Dès lors, chaque homme ayant bénéficié d'un emploi nouveau aura dépensé xW de son revenu supplémentaire, de même que chaque entrepreneur, de son côté, effectuera une dépense se montant à yP, de sorte

4. Peyréga op. cit., p. 60.

5. Ici (R) représente des fuites; c'est-à-dire lorsque l'Etat consacre des dépenses pour les travaux publics, une partie de cette dépense disparait du circuit économique, sous formé d'importation par exemple. Autrement le circuit consommation - production pourrait continuer indéfiniment.

que l'accroissement total survenu dans la production du volume de biens de consommation sera égale à la somme de ces dépenses supplémentaires : $xW+yP$.

Donc l'augmentation de la demande de biens de consommation qui résulte de l'accroissement total des revenus dus notamment à l'embauche d'un travailleur supplémentaire pour les travaux publics entraîne ainsi, dans les industries de biens de consommation, une première vague de production dont nous pouvons exprimer la valeur de la façon suivante: $t_1=xW+yP$.

Ainsi la dépense primaire ($t_2=W+P+R$) faite par l'Etat pour la mise à jour d'un programme de travaux publics donne naissance à la somme (t_1) qui, à son tour, provoque un certain montant d'emploi "secondaire". Dès lors (t_2) n'est autre chose que le coût de (t_1), d'où le nombre de travailleurs secondaires sera : $\frac{t_1}{t_2}=\frac{xW+yP}{W+P+R}=k$. Ici (k) nous donne l'augmentation de l'emploi secondaire, dans une première tranche des effets secondaires, par rapport à l'emploi primaire qui l'a provoqué.

Par conséquent, pour un emploi primaire, (k) travailleurs ont trouvé une occupation secondaire, et cela dans une première vague de répercussions secondaires. Mais comme le circuit continue de la même façon et étant donné que l'occupation primaire d'un ouvrier occasionne (cela à l'aide de ses dépenses et du bénéfice de l'industriel qui résulte de cet emploi) l'embauchage de (k) travailleurs secondaires, il s'ensuit que ces derniers, dans la deuxième période successive créeront l'emploi de $k\times k=k^2$ *travailleurs*. Dans une troisième phase le nombre de travailleurs secondaires sera

$$k\times k\times k=k^3 \text{ et ainsi de suite.}$$

"En considérant donc l'ensemble du circuit parcouru par les fonds publics additionnels qui s'amenuisent à chaque phase, les dépenses secondaires pour une dépense primaire donnée sont successivement : k, k^2, k^3... progression géométrique décroissante, k étant inférieur à l'unité. Le total serait donc la somme de cette progression, qui tend à la limite vers :

$$k+k^2+k^3\ldots=\frac{k}{1-k} \qquad (I)$$

Ceci donne le rapport entre les dépenses (privées) secondaires ou, sous certaines conditions, l'emploi (secondaire) et les dépenses (publiques) primaires. Quant au rapport entre l'activité totale déclenchée dans l'économie et l'activité primaire, il est donné en incorporant cette activité initiale (qui est donc par définition l'unité) dans la série (I) c'est-à-dire en y ajoutant 1 : $1+k+k^2+k^3+\ldots = 1+\frac{k}{1-k} = \frac{1}{1-k} = k$

Ce (K) représente le multiplicateur." [6].

Section 2.

Quelques critiques à l'égard des travaux publics.

Tel est le problème théorique touchant les répercussions d'une politique de travaux publics. Il s'agit maintenant de savoir jusqu'à quel point une politique d'investissements publics rallie tous les suffrages; ayant constaté les heureux effets des travaux publics, on pourrait croire qu'ils sont au-dessous de toute critique. Malheureusement, il n'en est point ainsi.

En effet, certains économistes ne sont pas d'accord sur les bienfaits des travaux publics et vont même jusqu'à déconseiller toute politique d'investissements publics.

Ils prétendent que les travaux publics détournent des capitaux qui seraient mieux utilisés par l'industrie privée.

Pour notre part, nous n'acceptons pas cette critique qui nous semble injustifiée.

Nous pouvons nous poser avec raison la question suivante : Puisque l'industrie privée utilise mieux les capitaux, pourquoi alors dès le début de la dépression déjà, elle se voit refuser des crédits et perdre ainsi la confiance des capitalistes et est tôt ou tard la proie de la débâcle qui suit la dépression? La réponse à cette question n'est certainement pas de nature à donner raison à ceux qui déconseillent toute politique de travaux publics. Dès lors, nous ne pouvons pas prétendre que l'industrie privée utilise au mieux les capitaux privés; cela ne veut pas dire

6. Peyréga, op. cit., p. 62.

que nous voulons supprimer l'idée d'une initiative privée et la remplacer par un interventionnisme très poussé.

Nous croyons simplement que l'intervention des collectivités publiques ne se traduit pas en un détour de capitaux, au désavantage de l'industrie privée, et cela d'autant moins qu'elle contribue à la circulation de l'épargne qui refuse de s'investir pendant la dépression, qu'elle constitue le foyer de commandes pour les industries privées (donc elle permet à franchir le point mort de la dépression) et provoque l'augmentation totale de l'emploi. Nous voulons donc dire qu'au cours de la dépression les difficultés sont si grandes que seule une intervention des collectivités publiques permettra de protéger avec efficacité les intérêts des travailleurs en organisant des grands travaux publics et provoquant ainsi le chômage économique.

Une autre objection sérieuse, élevée contre toute politique de travaux publics, serait celle qui assure que les travaux publics n'emploieraient que des ouvriers non qualifiés. Comme toutes les autres objections, cette dernière n'est pas justifiée non plus. On nous dira que les travaux de construction, par exemple, sont la source d'emploi d'ouvriers non spécialisés, mais on oublie cependant que ces mêmes travaux de construction embauchent directement des corps de métiers comme tels : architectes, électriciens, tapissiers, fabricants de meubles, peintres, décorateurs, vitriers, etc. Or, tous ces ouvriers sont de véritables spécialistes; de plus, il y a la main-d'oeuvre qui est employée d'un manière indirecte par les travaux publics. La majeure partie de celle-ci est aussi spécialisée; ainsi que ce soit directement ou indirectement, les ouvriers qui ont trouvé du travail, grâce aux travaux publics, constatent l'augmentation de leur consommation. Ceci procure d'autre part, du travail à tous les fabricants de ces objets de consommation; c'est-à-dire aux chômeurs de tous les corps de métiers.

Le troisième point d'attaque réside dans le fait que les travaux publics contribueraient à la hausse des prix. Il nous semble qu'il est difficile d'accepter cette objection et de mépriser, en conséquence, une politique de travaux publics; et ceci d'autant moins que la politique de travaux publics que nous envisageons n'est pas celle qui doit avoir libre cours au moment même de la prospérité, mais bien celle qui sera mise

en application pendant la dépression. Dès lors, la hausse des prix, pendant la dépression doit être accueillie avec satisfaction, et non pas comme un foyer d'attaque contre toute politique de travaux publics.

Il reste le côté financier qui donne, lui aussi, lieu à des polémiques. En effet, beaucoup d'auteurs mettent l'accent sur l'énormité des sommes d'argent que les travaux publics nécessitent et se demandent si les pouvoirs publics peuvent trouver ces fonds nécessaires. Si l'on pense, par exemple, que les collectivités publiques des Etats-Unis d'Amérique dépensent, à elles seules, environ 80 milliards de dollars par année pour la guerre actuelle, le problème financier des travaux publics se résout de lui-même. Il suffit donc que les pouvoirs publics veuillent bien prendre au sériaux le problème du financement. Mais malheureusement la plupart des collectivités publiques se montrent indifférentes quant à la compréhension du problème et oublient que c'est à elles qu'incombe le devoir de reveiller l'économie nationale, lorsque l'économie privée n'est pas en mesure de venir à bout du chômage par ses propres moyens.

Il importe de souligner ici le fait suivant: si l'on veut faire des critiques à une politique des travaux publics, il n'est pas nécessaire de viser à l'efficacité de ces travaux mêmes, mais bien de considérer les Etats qui pratiquent cette politique; car, on l'a vu, les fluctuations cycliques de l'activité économique partant du chômage conjoncturel qui en découle ne se limitent pas à telle ou telle région, mais elles constituent un phénomène d'une portée internationale : d'où la nécessité d'organiser des programmes de travaux publics selon une politique internationale concertée; c'est pourquoi, croyons-nous, il ne suffit pas que le gouvernement soit animé du désir de maintenir un niveau élevé d'emploi à l'intérieur du pays, cela grâce à une politique de travaux publics, car ces mesures internes l'amèneront à pratiquer une politique des travaux publics qui peuvent provoquer du chômage ailleurs et retarder ainsi le progrès économique général, pour les raisons suivantes :

A) en empêchant les transferts productifs des capitaux,

B) en obstruant les voies commerciales.

Il ressort par conséquent de ces explications, vu l'inter-dépendance internationale des dépressions économiques et par là du chômage conjoncturel, que les gouvernements ne doivent pas simplement se borner

à mettre sur pied des programmes de travaux publics nationaux; ils doivent, au contraire, coordonner leur propre politique d'investissements publics avec celle des autres gouvernements, ce qui permettrait ainsi de contrôler et d'arrêter la propagation des dépressions économiques. Les différentes politiques de travaux publics qui ont précédé la guerre de 1939 nous prouvent le bien fondé et l'exactitude de ces mesures. En effet, en 1938, la plupart des pays étaient parvenus à surmonter les conséquences de la crise de 1929. Presque dans tous les pays, l'activité économique avait repris de plus belle et avait atteint un degré bien supérieur à celui de 1932 - 33. Mais, malgré cette reprise générale (si l'on peut s'exprimer ainsi) on notait encore dans beaucoup de pays un grand nombre de chômeurs qui n'étaient que la conséquence de la restriction des relations économiques internationales, due notamment pour une grande part aux systèmes politiques non concertés des travaux publics adoptés par plusieurs pays pour lutter contre la propagation de la grande dépression de 1929. Il apparaît, par conséquent, de plus en plus nécessaire que toute politique de travaux publics sorte de son cadre national et envisage les possibilités d'une reprise générale. D'ailleurs la guerre 1939 - 1944 ne nous a-t-elle pas fourni la preuve la plus éclatante des résultats que peuvent obtenir des politiques nationale coordonnées. Quant au succès d'une politique internationale concertée de travaux publics, il dépend tout d'abord de certaines conditions qui doivent être réunies, faute de quoi tous les efforts seraient voués à un échec. Il est de la plus haute importance que les pays, dans l'application d'une politique de dépenses publiques concertée, ne soient pas dérangés par les difficultés qu'ils éprouveraient à obtenir le consentement des autres nations ne fût-ce que sur les points principaux de politique coordonnée. Il est ensuite tout aussi important que les gouvernements suppriment l'idée d'agir isolément et se rendent compte des répercussions sur les autres pays d'une action unilatérale. Ainsi la solution du problème du chômage conjoncturel qui autrefois semblait presque aléatoire, sera trouvée.

TROISIEME PARTIE

Travaux publics dans les faits

CHAPITRE SIXIÈME

TRAVAUX PUBLICS EN ALLEMAGNE

Avant de procéder à l'énumération de l'ensemble des travaux publics entrepris par le régime national-socialiste, nous allons tracer le tableau de la situation économique, telle qu'elle se présentait à la suite de la crise économique mondiale, et cela jusqu'à l'année 1933.

Cela nous donnera une idée de l'ampleur du déséquilibre causé par la grande dépression dans le circuit économique allemand.

Pour nous rendre compte, ou mieux encore pour enregistrer d'une façon concrète les ravages provoqués par le renversement du "boom", considérons les fluctuations subies par le revenu national, le niveau de l'emploi et enfin par la production.

Ce sont là des critères qui nous semblent être les meilleurs éléments d'appréciation de la violence d'une dépression économique.

Ce tabelau brossé, il nous permettra de découvrir l'orientation qu'avaient donnée les Nationaux-Socialistes, aux travaux publics entrepris pour lutter contre la crise et plus spécialement contre son expression matérielle, le chômage conjoncturel.

Ce même schéma du climat économique allemand à la veille du IIIème Reich, permettra également d'établir si la politique des travaux publics pratiquée par le régime hitlérien a obtenu un succès ou connu un échec.

Section 1.

Situation économique en Allemagne avant 1933.

Sous les effets combinés de l'arrêt des exportations et de la violence de la crise économique de 1929, le circuit économique allemand était plongé dans un profond déséquilibre. Il s'ensuivit une baisse sensible du revenu national; le chômage conjoncturel prit des proportions de plus en plus considérables, au point de provoquer une misère inquiétante. On assitait avec amertume à la fermeture d'usines un peu partout et à un marasme général des affaires.

Les tableaux suivants reflètent parfaitement les oscillations subies par le revenu et par l'emploi.

Tableau I.

Les fluctuations du revenu national de 1929 à 1932. [1]
en milliards de R. M.

Années	Revenu national
1929	74.5
1930	69.0
1931	55.0
1932	45.0

Tableau II.

Emploi et chômage de 1929 à 1932. [2]

(x 1000)

Années	Emploi	Chômage
1929	17.597	1.906
1930	16.329	3.113
1931	14.246	5.565
1932	12.499	6.128

Ce tableau permet de constater que la crise mondiale de 1929 avait provoqué en Allemagne une armée de chômeurs conjoncturels s'élevant à quelques 4.222.000 millions.

Si la situation du revenu national et du marché du travail étaient très défavorables, le niveau de la production industrielle allemande était encore plus précaire.

---

1. Les valeurs du revenu national sont prises de: pour les années 1929 - 1931; VJH. 6jg., H 3, T.A., p. 43 et pour l'année 1932: Balogh, The National Economy of Germany, E. J., p. 466.

2. Valeurs données par : Reichskreditgesellschaft., rapports semestriels (1932 - 1933). Le nombre et d'emploi et du chômage diffèrent quant à leur estimation selon les sources. Ainsi, Balogh., National Economy op. cit., p. 461 donne les estimations suivantes pour la même période :

Années	Emploi	Chômage (X 1000)
1929	17.595	1.892
1930	16.409	3.076
1931	14.336	4.520
1932	12.532	5.773

En effet, à la suite de la dépression, les échanges devinrent de plus en plus difficiles, ce qui provoqua une crise particulièrement aiguë dans les industries de biens d'investissements, étant donné que l'essor de celle-ci dépendait du rythme (volume) des exportations. [3]

Cette situation confuse de la production est décrite dans les tableaux suivants :

Tableau III.

Indice de la production entre les années 1929 - 1932 [4].

(1929 = 100)

Années	Total	Biens de cons.	Biens d'inv.
1929	100	100	100
1930	85.9	94	81.6
1931	67.6	89.2	52.6
Juin 1932	60.7	80.5	48.4
Déc. 1932	61.9	82.3	49.4

Quant à la valeur brute de la production industrielle, elle manifestait de très fortes fluctuations: (en mill. de R.M.)

Années	Total	Biens de cons.	Biens d'inv.
1929	85	37	48
1932	38	18	20

3. Le fait selon lequel l'activité des industries d'investissements était dominée par les fluctuations des exportations est clair: l'Allemagne pour se relever de la cuisante défaite qu'elle avait subie, porta toute son attention sur son appareil économique; son objectif principal était d'arriver à tout prix au même niveau économique qu'avant 1914. Cette ambition économique était renforcée, d'autre part, par la prévision d'une augmentation de la demande sur le marché étranger, comme c'était le cas pour la période d'avant - guerre. Il s'ensuivit une rénovation intégrale de l'appareil de production à tel point que ce renouvellement dépassait dans de larges mesures les besoins courants du pays. La crise de 1929 paralysa les échanges provoquant ainsi une stagnation dans les industries de biens d'investissements.

4. Balogh. National Economy, op. cit., p. 461. De son côté, M. Laufenburger dans la R.E.P. 1934, p. 1290, donne les valeurs suivantes pour la même période :

Années	Total	Biens d'invest.	Biens de cons.
1929	100.4	102.9.	94.8
1930	90.1	84.0	92.3
1931	73.6	55.4	85.8
1932	61.2	37.0	77.7

Les indices de la production industrielle ainsi que sa valeur brute prouvent clairement que la production de biens d'investissements était dans une situation beaucoup plus délicate que celle des biens de consommation. C'est là un phénomène important pour nous. Car, cela nous permet d'affirmer que l'origine principale de cette armée de chômeurs conjoncturels à laquelle nous faisions allusion tout à l'heure est incontestablement la crise profonde survenue dans la production de biens d'investissements. Nous pouvons, par conséquent, conclure que la plus grande partie des sans travail souffraient d'un chômage primaire (dir.+ind.) conjoncturel. Comme on le verra ultérieurement, ce chômage primaire constituera l'objectif principal de la politique des travaux publics des Nazis, du moins dans leur premier plan quadriennal. Nous verrons encore qu'étant donné la maigre proportion du chômage dit "secondaire" et qui prenait sa source dans les industries de biens de consommation, la politique des investissements publics n'en sera nullement influencée. C'est pourquoi l'action des travaux ne se manifestera pas par l'intermédiaire de la consommation, mais bien au contraire, les résultats seront obtenus par le développement des industries de biens de production et cela aux dépens de biens de la consommation. Pour qu'on puisse porter un jugement sur la politique économique du régime hitlérien, il importe de dire quelques mots sur les travaux entrepris par les gouvernements qui ont précédé le régime national-socialiste et qui étaient destinés à la lutte contre le chômage. En effet, quelle était la portée des travaux publics mis à jour par les prédécesseurs des Nazis? Ont-ils réussi à conjurer la crise, sinon à quoi doit-on attribuer leur échec?

Section 2.

Luttes préliminaires contre le choômage par les travaux publics.

Dans un aucun pays la question de la lutte contre le chômage, notamment par une politique des travaux publics, ne s'est pas posée avec autant d'acuité et d'ampleur qu'en Allemagne. Même avant les hitlériens, des hommes d'Etat, comme les chanceliers, Brüning, von Papen et von Schleicher avaient entrepris des travaux publics pour combattre la dépression et le chômage qui en résultait. On constate, à cet effet, déjà en

1930, la création de la *Deutsche Gesellschaft für öffentliche Arbeiten A.G.* Son action était caractérisée par l'émission d'emprunts soit à l'étranger soit en Allemagne même afin de mettre l'Allemagne en mesure de promouvoir les travaux publics. Vient ensuite l'institution d'un *service de travail volontaire* (Freiwilliger Arbeitdienst) dont la tâche consistait à procurer une occupation aux personnes en chômage.

Cette action eu un succès remarquable. Ainsi, alors que le nombre des volontaires était de 1.450 en 1930, le chiffre s'éleva à 70.444 en 1932. Plus tard, c'est-à-dire par le décret du 16 juillet 1932, le service volontaire du travail prit une forme beaucoup plus large en ce sens que tout Allemand n'ayant pas dépassé ses 25 ans devait être astreint au service du travail. Ce n'est qu'à partir de 1932 qu'on enregistre quelques programmes plus ou moins préétablis de travaux publics. Les travaux avaient un caractère séparate et dépassaient le cadre régional. Ils étaient, pour ainsi dire, la conséquence d'une conception d'interventisme plus large, plus positive. Quant aux dépenses nécessitées par ces plans de travaux publics, elles s'élevaient à 1.137.5 millions de R.M.

Malgré le choix favorable du moment d'intervention, les gouvernements de Brüning, de von Papen et von Schleicher ne réussirent guère dans leur tentative de travaux publics, à dominer les conséquences de la grande dépression économique. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'oeil sur la situation qui a résulté de l'accomplissement de ces programmes de travaux d'utilité publique. Le chômage persiste; la production industrielle conserve son aspect défavorable; en un mot, la situation économique demeure critique. Les causes de cet échec doiven être recherchées, nous semble-t-il, dans les facteurs suivants :

1. *Existence d'une situation politique instable.*

En effet, la plupart des gouvernements n'étaient pas ceux de la coalition nationale; il existait plusieurs partis dont il fallait ménager les intérêts souvent opposés. A ce point de vue, on peut dire que les investissements publics n'étaient que de simples expédients imposés par la pression des événements dont le but immédiat était clair : satisfaire les désirs des différents partis sans se soucier de la véritable direction des plans de dépenses publiques [5].

5. Aujourd'hui nombreux sont les pays où l'existence de plusieurs partis politiques et par conséquent faute de gouvernements stables, les plans de travaux de reconnstruction sont, pour ainsi dire, sapés.

2. La déflation pratiquée par certains de ces gouvernements (tels Brüning et von Papen) a aggravé les dépenses pour les travaux. Ainsi, les gouvernements Brüning et von Papen, par les decrets du 8 décembre 1931 et du 4 septembre 1932 procédèrent à une amputation sensible des salaires dans l'espoir d'accroitre la rentabilité des entreprises et, par voie de conséquence, de provoquer une baisse des prix, donc, une augmentation de la consommation et, partant, la reprise de l'activité économique.

Mais ces mesures n'aboutirent pas aux résultats escomptés. Au contraire, elles eurent une influence défavorable sur les travaux publics.

3. La structure des travaux publics.

Les plans des travaux entrepris étaient loin d'avoir un volume tel qu'il eût été possible de trouver une solution au chômage conjoncturel et dominer de cette façon la dépression. La situation était tellement tragique qu'il aurait fallu une véritable politique, conforme aux principes que nous avons suggérés dans la partie théorique de notre étude, d'investissements publics. Quelle fut, dans ces conditions, la politique des travaux publics des nationaux - socialistes, et vers quel secteur du circuit économique orientèrent - ils les dépenses pour les travaux extraordinaires pour vaincre la crise. C'est ce que nous allons voir maintenant.

Section 3.

La politique des travaux publics des nationaux - socialistes..

La politique du IIIe Reich peut être partagée en deux périodes dont la premièère entre dans le cadre du premier plan quadriennal et la seconde dans celui du deuxième plan quadriennal.

A. Premier plan quadriennal (1933 - 1936).

Dans cette phase, l'objectif principal était la suppression du chômage conjoncturel qui affectait quelques 4.222.000 personnes et auquel les gouvernements précédents n'était pas parvenus à mettre un terme. Le caractère primaire de ce chômage, puisqu'il prenait sa source dans

les industries de biens d'investissements [6], a joué un rôle de premier ordre quant à la direction de la politique économique destinée à l'éliminer. Il a constitué, pour ainsi dire, le champ d'action exclusif du premier plan quadriennal.

En effet, les nouveaux maitres de l'Allemagne concentrent tous leurs efforts vers le "redémarrage" des industries-clefs, cause de tout le mal. Pour y parvenir, on s'engage dans une politique active des travaux publics et autres mesures secondaires que l'on peut exprimer sous le titre de "services publics" et qui sont le service du travail, le service de l'armée et le service de la route.

L'accomplissement de différents programmes de travaux publics et le développement de ces services "publics" déclanchent une vague d'activité portant sur l'équipement technique nécessité par l'exécution des travaux.

Les commandes affluent : les entrepreneurs ou les administrations chargés de l'exécution des travaux réclament des matériaux de constructions, des outils, des machines, des engins mécaniques, etc.. et ce n'est pas tout. Pour répondre aux multiples besoins de l'armée et du parti, on intensifie la fabrication d'uniformes; on se met à construire de nouvelles casernes, des baraquements, des édifices administratifs; en outre l'armée a besoin des terrains militaires, des champs d'aviation; à cet effet, toute une série de travaux d'aménagements commencent. Il s'ensuit une succession ininterrompue de commandes, dont les industries de moyens instrumentaux sont les principales bénéficiaires. De ce fait, celles - ci reçoivent une vive impulsion; avec cette forte poussée initiale, elles se mettent en marche; désormais elles connaissent une fiévreuse activité. Avec le "redémarrage" des industries de biens capitaux se trouve combiné l'accroissement de l'emploi primaire direct et indirect : les ouvriers sont embauchés par les travaux publics, donc sur les chantiers de construction, et d'une façon indirecte par les industries fournisseurs des produits commandés pour l'exécution des programmes des travaux publics.

6. Selon Bresciani-Turoni, en 1933, sur 4.100.000 chômeurs, rien que dans les industries de moyens d'investissements on en comptait quelques 2.800.000. Voir article: The "Multiplier" in Practice: Some Results of Recent German Experience, in The Review of Economic Statistic 1938. p. 82.

On enregistre là les répercussions "primaires" directes et indirectes de la politique des dépenses publiques des nationaux - socialistes. On constate ainsi que le IIIe Reich par la voie de l'organisation des travaux publics qui ont déclanché le jeu du "multiplicateur", est parvenu à créer une forte prospérité dans le pays. Quant à la question de savoir si la méthode suivie par les nationaux - socialistes, lors de la politique d'investissements publics ne présente pas des particularités, qui puissent faire admettre qu'il s'agit d'une conception nouvelle en matière de politique de crise, il semble, à notre avis, qu'il n'y a là rien de nouveau. Dans cette expérience, les Allemands n'ont fait que d'appliquer la théorie de la surcapitalisation, théorie qui mise sur les flustuations des investissements. Tout au plus ont - ils démontré la possibilité d'un contrôle des investissements privés, et partant, d'une direction du circuit économique par la politique des travaux publics. C'est là, croyons - nous, tout l'apport des nationaux - socialistes.

Cette orientation consciente des investissements publics, direction qui a visé exclusivement le réveil du secteur dynamique du circuit économique, soit les industries des investissements, ne fait que confirmer nos suggestions quant à la réalisation d'une période d'essor continuelle [7].

De là découlerait une question non dépourvue d'intérêt: le plein emploi, théoriquement possible, peut - il être obtenu notamment par une politique d'investissements publics. L'expérience allemande est encourageante à cet égard; déjà à la fin du premier plan quadriennal, soit 1936, l'Allemagne manquait de main - d'oeuvre. Par conséquent, si l'application d'une politique des travaux publics est limitée à une simple intervention de nature patielle, les résultats seront plutôt maigres; mais, au contraire, si elle dépasse le cadre d'une politique limitée, et ce faisant elle est considérée comme étant la base d'une politique nationale d'investissements publics, la domination du cycle pourrait être obtenue. Nous arrivons maintenant à la question suivante :

Quels sont les programmes des travaux publics, figurant dans le premier plan quadriennal, grâce auxquels les nationaux - socialistes ont réussi à supprimer le chômage inhérent à la dépression cyclique? Les programmes du IIIe Reich pour les travaux publics peuvent être divisés

7. Voir : infra. Chapitre III, section IV.

(évidemment il s'agit là des divisions les plus importantes) de la façon suivante :

Programmes		coût total (en mill. de R.M.)
a) Hitler...		1000
b) du 21 septembre...		500
c) Autostrades	plus que	3000
d) Canaux...		
e) Reichsbahn...		1167
f) Administration des Postes		161
		5828

M. Bresciani (op. cit. p. 78) rapporte que la valeur des investissements réalisés entre 1932 - 1936 était de 50 milliards dont les 2/3 sont allés aux investissements publics. N'oublions pas qu'il s'agit là des dépenses publiques pour les armements dont nous ne nous occupons pas ici. Passons maintenant à l'explication de ces différents programmes des travaux publics.

a) Programme Hitler.

Les travaux envisagés par ce programme étaient plus ou moins à longue échéance; ils portaient notamment sur l'équipement national. Voici leur répartition :

Types de travaux	dépense (en mill. de R.M.)
Réparation et développement des édifices publics	200
Colonisation urbaine et agricole	150
Amélioration des terres et régularisation des cours d'eau	100
Développement des services d'eaux, de gaz et d'électricité	100
Réparations, transformations, subdivision et élargissement de maisons privées et agricoles ou industrielles	100
Terrassements	120
Divers	230
Somme totale	1000

b) Plan du 21 septembre 1933.

Le plan du 21 septembre 1933 était prévu par la loi du 21 septembre de la même année. Une somme de 500 millions seulement avait été prévue. D'ailleurs la portée de ce plan était limitée. Il n'englobait, en effet, que des travaux de bâtiments et des travaux de protection contre les attaques aériennes (constructions d'abris sous - terrains, etc.).

Comme le précédent programme de travaux publics, le plan du 21 septembre était aussi financé par des traites de travail.

Les réalisations les plus remarquables que le IIIe Reich ait réussi à mettre sur pied, dans le domaine des travaux publics, furent notamment la construction d'autostrades et la construction des canaux. Voyons en quoi ont consisté la construction d'autostrades et les travaux de canalisations.

c) Plan de construction d'autostrades.

Une fois au pouvoir, le gouvernement hitlérien ne négligea rien pour déblayer le marché du travail des millions de chômeurs. Pour résorber le chômage, les dirigeants du IIIe Reich projetèrent de gigantesques travaux d'autostrades. La réalisation de ce vaste réseau d'autostrades devait occuper une place de premier ordre, en ce qui concerne le redressement économique allemande.

Pour pouvoir mieux coordonner les problèmes techniques et les travaux qui en résulteraient, on décida de créer, à fin juillet 1933, l'Office public des autostrades d'Empire. Cet office devait s'occuper de la préparation des projets visant notamment la construction des routes qui seraient réservées à la circulation rapide des automobiles. Le réseau d'autostrades devait atteindre 7000 km. Il s'agit là évidemment de travaux à longue échéance qui ne pourraient pas être réalisés qu'en l'espace de plusieurs années. Vers la fin de l'année 1935, le réseau d'autostrades était augmenté d'un tronçon de 190 km. Cet immense réseau d'autostrades s'étendait un peu partout dans le pays.

Le coût total, rien que pour les autostrades, s'éleva à un peu plus de 3 milliards de R.M., les frais d'entretiens étant comptés à part. La création du réseau d'autostrades n'a pas manqué de produire des effets indirects concernant notamment l'activité de certaines branches industrielles du pays. Nous pouvons, en effet, constater les résultats suivants : on remarque tout d'abord que le développement des autostrades a suscité une augmentation très appréciable des véhiculs automobiles. A ce sujet, M. Laufenburger donne les précisions suivantes[8] :

8. Laufenburger, op. cit., p. 70.

(en milliers)

Années 1er juillet	Motocycles		Camions
1932	819	486	152
1937	1.327	1.108	320
1938	1.513	1.272	347

Nous pouvons constater, d'autre part, que la construction du réseau d'autostrades a suscité un développement considérable de l'industrie lourde des véhicules automobiles. Avant la réalisation du réseau des autostrades, on voyait des camions de 10 tonnes. Peu après la mise en circulation des autostrades, on rencontrait des camions de 15, 30 et 50 tonnes. Ils étaient tous pourvus de remorques.

d) Travaux de canalisation.

Pour répondre au développement des affaires pendant l'essor qui allait résulter de la politique des travaux publics, les nationaux - socialistes virent de grands avantages économiques à construire des canaux. Il existait déjà en Allemagne un réseau de 7660 km de fleuves et de canaux. Les nouveaux projets prévoyaient l'aménagement du réseau existant, d'une part, et un ensemble de nouvelles constructions d'autre part.

Voici les principaux nouveaux canaux construits :

I. *Le canal Rhin - Herme,* qui devait assurer la liaison de la Westphalie à Berlin et à l'industrie du centre de l'Allemagne. De gigantesques travaux avaient été entrepris pour la mise à jour de ce canal. C'est après l'achèvement de ce canal que les Hermann Goering - Werke et l'usine automobile populaire furent construites le long de ce canal. La construction de ce canal avait nécessité, d'autre part, la mise en chantier de chalands allant de 1000 tonnes à 3000 tonnes.

II. *Canal Hitler.* Ce canal qui relie la région centrale de l'Allemagne d'abord à celle de la Silésie et du nord ensuite a été achevé en 1939. Hitler lui - même avait procédé à son inauguration.

III. *Le canal Rhin - Main - Danube.* Le travail le plus brillant fourni par le national-socialisme dans le domaine de la construction des canaux fut sans doute l'achèvement du Canal Rhin - Main - Danube. Il a nécessité de longues années de travail. Comme tous les autres canaux, ce dernier aussi avait suscité l'embauche d'une bonne partie de la main -

d'oeuvre. Un grand nombre d'industries avaient reçu de précieuses commandes, du faitmême de la construction de ces canaux.

e) Travaux de la Reichsbahn.

Nombreuses furent les administrations publiques qui participèrent à l'effort de la lutte contre le chômage et au redressement de l'économie allemande. Parmi ces administrations publiques, la Reichsbahn occupait une place particulièrement importante ; ses ressources étaient intenses; elle jouissait d'un très grand crédit auprès du public. La Reichsbahn avait pris une part très active et appréciable à la politique de travaux publics des nationaux - socialistes. Les raisons qui avaient poussé l'administration des chemins de fer à se joindre aux efforts du gouvernement nationa-socialiste, se résument comme suit :

1. Aider le gouvernement dans son entreprise de la politique de travaux publics par ses immenses ressources.

2. Etre prêt à satirfaire les besoins des transports à l'issue de l'essor économique qui devait accompagner la réduction du chômage.

3. Le besoin de moderniser son matériel : amélioration des bâtiments, etc.

Déjà avant l'arrivée au pouvoir du national - socialisme, l'administration des chemins de fer avait élaboré plusieurs plans de travaux publics dont voici le schéma suivant les années :

Années	Millions de R.M.
1930	150
1931	100
1932	262
Somme	512.000.000

Une fois au pouvoir, les dirigeants du IIIe Reich imposèrent à la Reichsbahn, pendant les années 1933 - 1934, des dépenses extrêmement lourdes qui visaient à une occupation toujours grandissante des chômeurs. Ces dépenses se montaient à 1167 millions de R.M. Elles se répartissent de la manière suivante :

Genre de commandes et de constructions nouvelles :	Sommes dépensées en millions de R.M.:
Construction de nouvelles voies (lignes à double voie)	289
Constructions mécaniques et électriques	163.9
Commandes passées notamment à l'industrie métallurgique . .	223

Commandes faites pour l'achat de nouveaux véhicules . . .	105
Commandes passées à l'industrie chimique	30.8
Achat de charbon et d'autres combustibles	176.6
Divers	178
Somme	1167

Plus, tard, c'est-à-dire le 1er mai 1935, l'administration des chemins de fer se proposa d'élaborer un nouveau programme de travaux, en vue de procéder à une organisation des transports ferroviaires, dans la région de la Sarre notamment. On y prévoyait encore d'autres travaux complémentaires qui devaient achever la rénovation des moyens de transports.

f) Travaux réalisés par l'administration des Postes.

L'administration des Postes, de son côté, ne resta pas inactive dans la lutte contre le chômage. Quoique ses travaux n'atteignirent pas le même niveau que celui de la Reichsbahn, ils eurent cependant d'heureux résultats sur la réduction du chômage. L'administration des Postes avait dépensé environ 161 millions de R.M. en 1932. On avait entrepris des travaux d'organisation dans différents services que nous pouvons classer de la façon suivante :

1) Travaux d'organisation dans le service de la télégraphie,
2) Travaux d'organisation du service de transport,
3) Travaux d'organisation dans les services des machines à compter et des machines à peser.

Malgré la maigre proportion des travaux exécutés par l'administration des postes, on estime à 60.000 le nombre des chômeurs qui ont été embauchés. A la suite des travaux exécutés par cette administration, les branches d'industries telles que l'industrie métallurgique, l'industrie mécanique et l'industrie du bois, reçurent de grosses commandes qui leur permirent d'augmenter leur personnel.

A côté des organismes d'Etat dont nous venons de voir la participation en ce qui concerne la politique des travaux, on remarque la présence d'autres organismes de caractère privé que le national - socialisme avait réussi à associer à sa lutte pour la reprise économique. Tout fut fait, en effet, pour se procurer le concours de l'initiative privée. Ainsi on procéda tout d'abord à l'atténuation des impôts, voire à leur suppression,

moyennant certaines conditions. Le dégrèvement atteignait une somme de 400 millions de R.M. On favorisa ensuite l'essor du bâtiment par la suppression des impôts arriérés. Tous les contribuables dispensés des impôts arriérés devaient en contre - partie effectuer des transformations, des réparations et de nouvelles extensions de logements, correspondant notamment à la somme d'impôts arriérés dispensés. On supprima en dernier lieu la taxe sur la circulation automobile. Cette mesure permit à l'industrie automobile d'augmenter considérablement sa production.

B. *Deuxième plan quadriennal.* (septembre 1936).

Une fois au pouvoir, les nazis, et pour donner une expression nationale à leur mouvement, et pour camoufler leurs véritables buts, se lancèrent dans une judicieuse propagande, préparée minutieusement d'avance.

Ils s'adressèrent aux masses populaires en agitant le drapeau d'une socialisation poussée. Ils promirent la "nationalisation des trusts, puis la participation de l'Etat aux autres grandes entreprises, la "communalisation" des grands magasins, l'abolition de l'intérêt foncier et tous les autres revenus étrangers au travail [9]".

Ils donnèrent ainsi l'impression que le but exclusif de leur intervention économique était l'accroissement de la consommation Tous ces beaux discours restèrent lettre morte; les fins politiques l'emportèrent. C'est ainsi que les nationaux - socialistes, dans la première étape de leur politique économique, développèrent les industries de biens d'investissements, par la voie des travaux publics et aux dépens de la consommation. D'ailleurs, les nationaux - socialistes ne pouvaient pas miser, dans leur politique économique, sur le développement des industries de biens de consommation. Ils devaient "tenir compte des conditions structurelles et conjoncturelles ainsi que de la politique économique des gouvernements antérieurs [10]."

Avec le dévouement et la discipline exemplaires dont fit preuve la population allemande, durant le premier plan quadriennal, on aurait pu s'attendre à ce que le national-socialisme s'adonne de toutes ses

9. Laufenburger, R.E.P., 1938, p. 11.
10. Szynkaruk, op. cit., p. 150.

forces à créer une abondance de biens de consommation. Il n'en fut rien ainsi. Une fois de plus, les raisons politiques eurent le dessus. En effet, dans le second plan quadriennal, le IIIe Reich visait la prolongation de la reprise ; cette prospérité qui avait été réalisée par la création de l'emploi primaire, c'est-à-dire par le développement des industries de biens d'investissements au moyen des grands travaux publics. Pour faire durer cette remarquable essor, les Allemands projèrent une politique autarcique. Cette politique avait un double but : obtenir l'indépendance économique de l'Allemagne par rapport à l'étranger et maintenir les investissements au même niveau qu'en fin 1936, cela de peur de voir une baisse éventuelle de l'emploi primaire par l'achèvement du premier plan quadriennal, donc les programmes de travaux publics.

Avant la mise en application du second plan quadriennal, toute une nouvelle série de constructions commença; on monta de nouvelles usines destinées à consommer les "ersatz". On créa un outillage neuf pour mettre les industries transformatrices en état d'utiliser les succédanés. De cette façon, les industries d'investissements qui, auparavant, travaillaient pour les travaux publics, alimentèrent cette fois - ci les nouvelles constructions pour la réalisation de la politique d'autarcie.

En dehors de ces constructions, on s'adonna aux travaux de drainage et d'irrigation. C'est ainsi qu'on se mit à assécher certains rivages de la Baltique; tout cela pour augmenter le rendement du sol et la production des plantes nécessaires à la nouvelle industrie autarcique. De cette façon, la production du colza, du chanvre et du lin prit des proportions de plus en plus grandes :

	1935 - 37	1938
Colza	59.000 tonnes	128.000 tonnes
Lin	86.000 tonnes	146.000 tonnes
Chanvre	25.000 tonnes	59.000 tonnes

Le développement de ces plantes textiles ainsi que d'autres (coton, zellwolle et jute) rendit possible la construction d'usines textiles. Parallèlement au développement de l'industrie autarcique, on favorisa la construction d'usines de gaz d'électricité, pour assurer la continuité du courant électrique et du gaz, des installations supplémentaires furent aménagées. Ainsi, pour la continuité du gaz, la plupart des canalisations pouvaient au besoin être alimentées soit par le gaz de cokeries, soit par celui des hauts fourneaux.

L'élaboration de projets pour la fabrication de l'essence synthétique demanda beaucoup de travaux d'un caractère tout à fait différent et nouveaux. Ces travaux, qui aboutirent à la construction de nouvelles usines, révolutionnèrent et augmentèrent la production de combustibles liquides dans les proportions suivantes [11] :

Genre de combustibles liquides	Années	
	1938	1939
	(en tonnes)	
Pétrole brut	732.000	750.000
Benzole	500.000	540.000
Alcool carburant	250.000	250.000
Gaz liquéfé et divers	370.000	370.000
Essence synthétique	1.700.000	2.350.000
Total	3.492.000	4.220.000

Des travaux pareillement importants furent realisés dans le domaine de la métallurgie et mécanique : toute une série de nouvelles constructions permit l'augmentation du rendement des anciennes usines.

Tels sont en général les travaux publics que le second plan quadriennal prévoyait. Outre ces travaux, il y eut encore une multitude de réalisations d'armement qui caractérisent le second plan quadriennal. Tous ces travaux dépassent notre sujet. Car ce sont des investissements qui ne profitent pas à l'économie et qui ne multiplient pas les biens de production et les biens de consommation. C'est la raison pour laquelle nous finissons ici l'étude du second plan quadriennal et du même coup les travaux publics en Allemagne.

Section 4.

Résultats et leurs appéciations.

Telle fut, dans ses grandes lignes, la politique des grands travaux publics des nationaux - socialistes. Nous arrivons maintenant à la conclusion. Il s'agit de voir et d'apprécier les résultats de l'expérience allemande. Quels sont ces résultats? C'est ce que nous allons voir dans cette section. Pour y parvenir ou mieux encore pour enregistrer les résul-

11. Voir : Laufenburger, op. cit., p. 57.

tats obtenus, considérons les fluctuations du revenu national, d'une part, et les variations de la production ainsi que de l'emploi, d'autre part. Etant donné que ces trois critères caractérisent à la fois un état de dépression et de prospérité, il s'ensuit qu'il ne peut y avoir, nous semble-t-il, d'autres indices plus explicatifs que ces trois éléments d'appréciation en ce qui concerne l'étude de l'efficacité d'une politique d'investissements publics.

Voyons tout d'abord quel a été le degré de la création de l'emploi.

A. Création d'emploi.

Il est incontestablement vrai que les nationaux-socialistes ont réussi à éliminer le chômage et à créer ainsi une reprise générale. Déjà au terme du premier plan quadriennal, le chômage était entièrement supprimé. Pour mieux comprendre le volume d'emploi créé, consultons les données statistiques, et d'abord considérons l'emploi primaire direct.

1. L'emploi primaire direct.

Précisons d'emblée que l'emploi dans les services publics n'a pas été considérable.

Il nous faut mentionner d'abord le service facultatif du travail. Comme cela a été signalé plus haut, ce service du travail était déjà créé le 5 juin 1931. L'emploi occasionné par ce service du travail n'a pas été, dans son ensemble, d'une grande importance. En effet, d'après l'institut für Konjunkturforschung de Berlin, nous avons les statistiques suivantes :

Tab. I. Emploi dans le service du travail volontaire.

(en millions)

Années	Volume d'emploi
1932 juillet	100.
1932 décembre	268.
1933 avril	235.
1934 mars	1.050.
1934 octobre	6[illegible]0.

Les travaux accomplis par le service du travail portaient essen-

tiellement sur des travaux de drainage ou d'irrigation et des travaux de défrichement. Ainsi donc, en parlant des travaux réalisés par ce service, il faut citer les résultats suivants: 10.000 km de cours d'eau ont pu être régularisés.

Une superficie de 20.000 hectares de terre a été drainée; tandis que 50.000 hectares ont été rendus cultivables par des travaux de défrichement;des routes et des chemins de fer couvrant un espace de 16.000 km ont pu être aménagés [12]. Outre son rôle exclusivement économique, le service du travail, poursuivait un autre but, celui de donner aux jeunes gens une éducation civique et sociale.

Quant aux travailleurs employés dans les chantiers de construction d'autostrades, leur nombre s'élève, selon M. Laufenburger [13], à quelques 117.000 personnes. Relevons, entre autre, que le seul tronçon reliant Francfort à Darmstadt et qui avait une longueur de 40 km a nécessité 18 millions de journées de travail ainsi que 900.000 mètres cubes de béton, et 72.000 tonnes de fer et d'acier.

A ce nombre, il faut ajouter la main-d'oeuvre embauchée pour l'accomplissement des travaux de l'administration des Postes, soit 60.000 personnes. Les travaux de canalisation ont aussi eu leur part dans la suppression du chômage: le chantier du Haut-Oder, par exemple, a procuré un emploi moyen de 10.000 personnes, ce qui correspond à 17.000.000 journées de travail et à 150 millions de R. M. [14].

Le service militaire, le service à la campagne et "l'aide à l'épouse au foyer", ont déblayé le marché du travail de 1 à 1.2 millions de travailleurs. Tel est le volume de l'emploi primaire direct, réalisé par les travaux publics et autres services publics.

2. Emploi primaire indirect.

L'emploi primaire indirect a créé des possibilités de travail plus

12) Koenig, la réduction du chômage en Allemagne par les travaux publics. 1937, p. 29.

13) Laufenburger, R.E.P. 1938, p. 15. D'après M. Koenig (op. ci tp. 68) il y a eu 85.000 embauches au cours de l'année 1934, et sur 1.500 km de tronçon, le volume d'emploi a été de 93.000 travailleurs en avril 1935 et plus tard de 115.000

14) Koenig, op. cit. p. 68.

importantes que celles de l'emploi primaire direct. En effet, l'emploi primaire direct, réalisé par les multiples chantiers de construction nécessités pour la mise à jour des programmes des travaux publics, a donné lieu à une reprise de travail indirect beaucoup plus considérable dans les industries d'investissements. Ainsi, comme en témoigne le tableau ci-après, l'emploi primaire indirect a passé de 3.531.000 en été 1933 à 6.112.000 en été 1936, soit une augmentation de 2.581.000 travailleurs.

Tab. II. Emploi primaire indirect par branches d'industries [15]
(en milliers)

	Nombre des ouvriers		Augmentation de l'emploi de 1933-1936	
	Eté 1933	Eté 1936	en mill.	en %
a) Biens de production				
Construction	666	2.057	1.391	209
Machines	311	641	330	106
Matériel de transport	148	321	173	117
Fer et métaux	244	447	203	83
Electrotechnique	169	290	121	72
Matériaux de constructions	214	331	117	55
Industrie chimique	178	238	60	34
b) Biens de consommation				
Textiles	694	798	104	15
Confection	401	454	53	13
Alimentation	506	535	29	6
Total	3531	6.112	2.581	

M. Bresciani-Turoni [16], de son côté évalue, pour la période comprise entre 1933 et 1935, à 2498.000 l'augmentation de l'emploi primaire indirect dans les industries des investissements. Tandis que., suivant les estimations de M. Lescure [17], le nombre des travailleurs qui

15 A. Dauphin. Meunier, L'économie allemande contamporaine. 1942. p. 58. Cf. Reichskreditges., fin 1936, p. 36.

16 Bresciani, op. cit. p. 78.

17 Lescure, Régime de liberté et régimes autoritaires 1940. p. 95.

ont bénéficié d'un emploi primaire indirect s'est accru de 2.837.000.

Or, d'après M. Balogh [18], le nombre total des chômeurs était de 1.035.000 personnes en septembre 1936. Mais de l'avis de l'institut für Konjonkturforschung 500.000 personnes étaient touchées d'un chômage "normal", et 500.000 autres ne pouvaient pas travailler, soit parce qu'elles étaient invalides ou trop âgées. Nous pouvons donc conclure qu'à la fin déjà du premier plan quadriennal, les nationaux-socialistes avaient réussi à éliminer presque entièrement le chômage. Plus tard, c'est-à-dire vers mars 1938, le nombre de chômeurs tomba à 508.000. Cela montre que le IIIe Reich non seulement était venu à bout du chômage conjoncturel mais du même coup le chômage normal avait lui aussi été supprimé. Passons maintenant aux fluctuations du revenu national et de la production industrielle.

B. *La production industrielle et le revenu national.*

Quelle a été l'influence de la politique d'investissements publics des nationaux-socialistes, sur la production industrielle, d'une part, et le revenu national de l'autre. Considérons tout d'abord les indices de la production industrielle.

Tab. III. Production industrielle [19]

Années	Total	Biens de production	Biens de consommation
1929	99,5	100,7	96,0
1930	83,6	84,9	87,9
1931	70,0	63,0	78,0
1932	54,0	45,7	74,0
1933	61,0	54,7	80,1
1934	80,9	77,2	89,6
1935	95,3	99,4	85,6
1936	107,8	112,9	95,6
1937	118,0	132,8	101,5
1938	128,0	135,0	109,1

(18) Balogh, op. cit. 466.

(19) Données prises de: pour 1929-31: V.J.H. 6. jg. H. 3, T.A., 1933, p. 36
pour 1932-34: Lauffenburger R.E.P. 937, p. 1284.
pour 1935-38: Laufenburger R.E.P., 939, p. 1560

crise; par contre, la situation des industries de biens de consommation durant la dépression cyclique n'était pas aussi critique; elles montraient une stabilité beaucoup plus appréciable par rapport aux oscillations des industies d'investissements.

Cela prouve que les industier de biens d'investissements sont beaucoup plus sensibles aux fluctuations cycliques que les industries de biens de consommation. Aussi, comme nous venous de le voir, les nazis s'étaientils attaqués au démarrage des industies d'investissements; déjà à partir de 1933, cette orientation consciente des commandes publiques commença à porter ses fruits, et donna raison aux nationaux-socialistes. C'est ainsi que la production des industier d'investissements témoigna d'une remarquable prospérité et elle dépassa, en 1938, environ de 35% celle de l'année 1929. Quant à l'accroissement du revenu national, il se présentait comme suit :

Tab. IV

Revenu national (en milliards de R. M.) [20]

Années	Revenu national	Années	Revenu national
1929	75,0	1934	52,7
1930	69,0	1935	57,9
1931	55,0	1936	62,6
1932	45,0	1937	68,5
1933	46,6	1938	87,0

Il s'ensuit que parallèment à l'augmentation de la production des industies de biens de production, le revenu national a haussé aussi.

Tab. V.

L'accroissement des investissements [12] **(en milliard de R. M.)**

Années	Investissements	Années	Investissements
1929	12,8	1934	8,3
1930	10,2	1935	11,2
1931	6,7	1936	13,8
1932	4,2	1937	15,5
1933	5,1	1938	18,5

(20) Ces données ont été prises de: pour 1929-31 V.J.H., 6 jg, H. 3, T.A. 1932, p. 43
pour 1931-37, Balogh, op. cit. p. 466
pour 1938, Laufenburger R.E.P. 1937, page 1284

(21) Voir notamment: pour 1929; Laufenburger, R.E.P., 1933, p. 1332. Et pour 1931 - 1937 : Balogh, op. cit. p. 466 et enfin pour 1938: Laufenburger R.E.P.

Ce tableau permet de constater que les fluctuations des biens d'investisscments étaient particulièrement intenses pendant la période de

Nous en concluons que l'accroissement du revenu national et, par là, la suppression du chômage, ont été obtenus par le développement des investissements et non pas par le moyen de la consommation.

D'ailleurs, la valeur du "multiplicateur" durant le premier plan quadriennal est K.=1.81 [22] et partant, celui de la propension marginale àconsommer est c=0,45. Cela explique que les répercussions secondaires de la politique des travaux publics ont été minimes.

Quoique durant le deuxième plan quadrinnal les nationaux-socialistes se soient tournés vers l'accroissement de biens de consommation, ce qui est d'ailleurs confirmé par la valeur élevée du "multiplicateur" et de la propension marginale à consommer (K.=5,26, c=0.81 [23]), nous ne pouvons affirmer qu'il s'agissait là d'un effort tendant véritablement à satisfaire les besoins de la population; car l'augmentation de la consommation n'était qu'un prétexte pour pouvoir accroitre les investissements afin de réaliser les buts politiques.

Tels sont d'une façon générale, les résultats de la politique des nationaux-socialistes. En résumé, considérant ces magnifiques résultats, nous pouvons affirmer que le IIIe Reich a complètement réussi dans sa politique de travaux publics. Cette exuérience enseigne d'autre part, que l'interventation des collectivités publiques en temps de crise par un politique systématique de travaux publics, et pour autant qu'elle est considérée comme étant le but central vers lequel tendraient tous les efforts, provoque non seulement une vive prospérité, mais encore que celle-ci est durable.

CHAPITRE SEPTIEME

TRAVAUX PUBLICS AUX ETATS-UNIS

Comme partout ailleurs, la crise économique mondiale de 1929 avait provoqué aux Etats-Unis un déséquilibre économique qui se révelait particulièrement grave dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie d'une part, et de la main d'oeuvre d'autre part. Au moment où le président ROOSEVELT prenait officiellement le pouvoir (4 mars 1933) la situation de l'économie américaine était des plus tragiques: les in-

(22) Szynkaruk, op. cit., p. 137.
(23) Idem, p. 139.

dustries de biens de production et les industries de consommation, faute de commandes, fermaient leurs portes; le nombre de chômeurs s'élevait à un chiffre astronomique de 14 millions. Les agriculteurs, de leur côté, subissaient le phénomène des ciseaux des prix qui rendaient leur situation de plus en plus précaire. Bref, l'effondrement de l'économie américaine était complet.

Devant une telle situation économique de rudes tâches incombaient au président ROOSEVELT. Les chômeurs aussi bien que les industriels et agriculteurs attendaient avec impatience les mesures que le président ROOSEVELT mettrait en application.

La tâche de celui-ci était d'autant plus difficile qu'il se vit obligé de recourir à des mesures d'une extrême rigueur et qui étaient, pour ainsi dire, inconnues jusqu'alors aux Etats-Unis.

Quoique son prédécesseur HOOVER ait eu l'idée de lutter contre la crise en créant le Farm Board et la Reconstruction Finance Corporation; les mesures envisagées n'étaient guère suffisantes et n'avaient qu'une portée limitée.

Le président ROOSEVELT ayant compris la gravité de la situation économique imagina toute une série de mesures que nous pouvons classer de la façon suivante :

a) politique de travaux publics;

b) mesures monétaires;

c) enfin d'autres mesures économiques et sociales (dispositions législatives, rédaction des codes, etc...)

Parmi ces mesures de lutte contre la crise, entreprises par le président ROOSEVELT seules celles concernant les travaux publics retiendront notre attention. Comme nous avons procédé pour l'étude des travaux publics en Allemagne ,nous allons essayer ici aussi, d'esquisser la situation économique des Etats-Unis après la dépression cyclique de 1929, et cela jusqu'à la fin de l'année 1932. Ce tableau nous permettra de nous rendre compte de l'évolution de la dépression, dans le circuit économique américain, avant l'arrivée au pouvoir du président Roosevelt.

Ce faisant, nous étudierons les répercussions de la crise mondiale d'abord, sur le revenu national, ensuite, sur l'emploi, et enfin sur la production industrielle.

Section 1.

Situation économique des Etats-Unis avant 1933.

Vers la fin de 1929, la prospérité américaine prend fin. C'est le résultat de la spéculation et de la dépression cyclique internationale qui s'est manifestée dans le circuit économique des Etats-Unis par une paralysie des exportations. Il en est résulté une baisse prononcée du revenu national. Celui-ci tombe, en effet, à 56,5 milliards en 1932 ,alors qu'il était de 89,7 milliards en 1929, soit une diminution d'environ 36 %. Ce mouvement de baisse du revenu national est suivi, d'autre part, par les investissements qui ont fléchi d'un montant de 25,5 milliards en 1929 à 8,9 milliards en 1932, soit enfin une chute de 65 %.

Le tableau ci-dessous reflète les fluctuations et du revenu national et des investissements.

Tableau I

Revenu national et les investissements (en milliards de dollars) [1]

Années	Revenu national	Investissements
1929	89,7	25,5
1929	89,7	25,5
1930	82,8	20,2
1931	70,8	15,3
1932	56,5	8,9

Quant aux fluctuations de l'emploi, là aussi nous constatons une forte diminution du nombre de travailleurs provoquant ainsi un chômage massif. D'après les évaluations généralement admises, le nombre des chômeurs complets, en 1929, était de 2 millions, alors qu'il monte à une moyenne de 4 millions en 1930, pour s'élever à 7 millions en 1931 et à 11 millions en 1932. [2]

Lacrise avait donc provoqué une armée de chômeurs conjoncturels ayant quelque 9 millions d'effectifs.

La production industrielle fléchit aussi avec le revenu national et les investissements. Comme il ressort du tableau II, la crise avait dure-

1. Michel Kalecki, Theory of Economics fluctuations, 1939, p. 69.
2. B.I.T. Reconstruction économique aux Etats-Unis. 1939, p. 10-11.

ment frappé les industries d'investissements. En effet, alors que la production des biens capitaux subissait une diminution de 50 % en 1932 par rapport à la production de 1929, celle des biens de consommation, n'accusait que 26 % de diminution.

Il en résulte que la situatioin des industries d'investissement était beaucoup plus critique que celle des industries de biens de consommation. Nous en concluons que le chômage conjoncturel était plus intense dans les industries productrices des biens instrumentaux que dans les industries d'articles de consommation.

Tableau II

Production entre les années 1929 - 1932 [3]

Années	Biens d'investissements	Biens de consommation
1929	100	100
1930	88,	90,8
1931	68,6	82,3
1932	50,6	74,0

Ces différentes données statistiques montrent combien grave était le déséquilibre résultant de la dépression économique de 1929. Quoique, pour lutter contre les difficultés créées par la crise, le président Hoover ait entrepris certains travaux, il ne réussit cependant pas à rétablir la situation. Elle demeurait lamentable.

Voyons maintenant quelle a été l'ampleur des travaux publics entrepris par le Président Roosevelt pour lutter contre la dépression économique.

Le nombre des chômeurs diffère selon les sources. Par exemple M. R. Nathan (R.I.T. janv. 1936, p. 80-81) nous donne les estimations suivantes :

Années	Nombre de chômeurs (moy. annuelle)
1929	1.813.000
1930	4.921.000
1931	8.634.000
1932	12.813.000

3. H. Moulton, Hausse des salaires ou baisse des prix. 1938, p. 254.

Section 2.

La politique des travaux publics du Président Roosevelt.

Avec l'arrivée au pouvoir du Président Roosevelt, les Etats-Unis commencent à abandonner leur régime de liberté pour passer sous un régime où l'intervention des collectivités publiques devient une nécessité, vu notamment la violence de la crise.

Ainsi, dès son arrivée au pouvoir et conformément à la loi de "redressement industriel national", le Président Roosevelt entreprit une vaste politique de travaux publics.A cet effet, il créa l'administration des travaux publics [4] (Public Works Administration, communément désignée par les trois initiales P. W .A.)

L'organisation et la surveillance des travaux à exécuter furent l'oeuvre de cette administration.Les programmes des travaux réalisés par la W. A. avaient un caractère triple: 1.) Plans devant être exécutés par les pouvoirs publics du gouvernement fédéral; 2.) plans dont l'application relève de la compétence des collectivités publiques des gouvernements des Etats; 3.) et enfin, prêtsconsentis à l'industrie, privée, sur une base commerciale, dans le but de contribuer au développement des transports et autres travaux privés de construction.

D'importantes sommes furent mises à la disposition de la P. W. A. pour menenr à chef les vastes programmes des travaux publics.

Ainsi, de juillet 1933 à juin 1937, la valeur des contrats attribués par la P. W. A. et des travaux mis en oeuvre par les collectivités pub-

4. Plusieurs lois furent votées ultérieurement par le Congrès en vue d'augmenter ces crédits et proroger son mandat jusqu'en juillet 1941, ainsi par exemple, alors que le vaste programme de travaux publics de 1933 n'était pas encore achevé, le Congrès alloua un nouveau crédit à la P.W.A., en avril 1935, s'élevant à 4880 millions de dollars pour lui permettre d'accomplir de nouveaux programmes d'investissements publics. Pour une étude plus détaillée concernant les travaux publics aux Etats-Unis voir notamment: a) P.W.A. and Industry- A four year Study of regenerative employment.— U.S. Department of labor-Bureau of Labor statistics.— Bulletin No. 658 année 1938. b) M.L.R., Employment resulting from P.W.A. Construction 1933 - 1937, janv. 1938, p. 16. c) R.I.T., Les travaux publics aux Etats-Unis, juin 1937, p. 810. d) B.I.T., Les travaux pub. et création d'emploi aux Etats-Unis, juin 1939, p. 865. e) M.L.R., Labor requirements in road construction, avril 1939, p. 824. f) M.L.R., Labor requirements in school construction, juin 1939, p. 1300.

liques gouvernementales a nécessité une somme de quelques 3.674.243.750 dollars.

De cette somme, 1.968.447.274 dollars sont allés au financement de 10.474 plans de travaux fédéraux, et le reste, soit 1.705.796.600 dollars au financement de 15.902 plans fédéraux. [5]

Comme le tableau I le prouve les travaux étaient très variés, en ce sens qu'ils étaient conçus de façon à soulager l'ensemble du circuit économique national. Ce même tableau montre que les travaux pour la construction d'édifices publics réalisés durant la période de juillet 1933 - juin 1937, ont atteint 32,6 % de la valeur totale des dépenses pour les programmes de travaux publics, soit de 3.674.243.875 d. par contre la construction des routes, 19 %; les travaux fluviaux, l'aménagement des ports, lutte contre les inondations, 9,9 %; l'aménagement de systèmes d'adduction d'eau et d'égoûts, 12,5 %; et enfin, tous les autres travaux 26% [6].

En dehors des travaux accomplis par la P.W.A., il faut mentionner encore ceux mis à jour par des organismes tels que la Tennessee Valley

Tableau I

Répartition des dépenses suivant la nature des travaux en application du programme de construction de la P.W.A. de juillet 1933 à juin 37. [7]

(en millions de dollars)

Types de travaux	Dépenses tot.	Travaux féd.	Travaux non féd.
Construction d'édifices	1.197.183.257	186.273.197	1.010.910.060
Travaux forestiers	16.083.745	16.083.745	
Construction d'unités navales	247.053.184	247.054.184	
Routes nationales	699.232.574	600.313.217	98.910.357
Constr. chemins de fer	209.972.738	201.378.782	20.733.797
Récupération de terrains	222.112.579		209.972.738
Trav. fluv., aménag. des ports et lutte c. inondation	362.345.299	355.817.456	6.527.843
Rues et routes	146.175.370	41.324.684	104.850.636
Adduction d'eau et égoûts	460.040.458	6.595.360	453.445.098
Travaux divers	114.044.671	50.956.975	63.087.696
Ensemble du prog. de P.W.A.	3.674.243.875	1.705.796.600	1.968.447.275

5. Bureau of Labor Statistics, Bulletin No 658 (1938)

6. H. Byer, M.L.R. Jan. 1938, p. 18.

7. H. Byer, M.L.R., op. cit, p.18 .

Authority (T.V.A.) [8], Civilian Conservation Corps (C.C.C.), Works Progresse Administration (W.P.A.) [9] et l' "Acte de secours aux chômeurs" etc.

Section 3.

Résultats et leur appréciation

Tels furent les grands travaux publics réalisés par l'administration du Président Roosevelt. Comment en apprécier les résultats et quelle conclusion endégager ? Quoiqu'il soit difficile de faire ressortir, d'une manière précise, la part revenant à la politique d'investissements publics dans la reprise économique des Etats - Unis (puisque cette politique n'était qu'une branche dela politique de crise) il est possible, toutefois, au moyen des données statistiques, de procéder à des estimations plus ou moins approximatives.

Pour ce faire, considérons les trois critères, à savoir le critère de l'emploi, de la production industrielle et du revenu national, qui sont particulièrement importants pour l'appréciation des résultats obtenus par une politique d'investissements publics.

Voyons d'abord quel a été le degré d'accroissement de l'emploi.

A. Création d'emploi

1) Emploi primaire direct. Le manque de données statistiques en ce qui concerne le nombre exact de travailleurs réembauchés à lasuite de la mise en oeuvre du programme d'investissements publics de la P.W.A., il est possible de diminuer les écarts et s'approcher ainsi de la réalité. En effet, sur la base des précisions communiquées par les entrepreneurs, le bureau des statistiques du département du Travail desEtats-Unis a établi que, de juillet 1933 à juin 1937, l'accomplissement du programme

8. Quant aux travaux réalisés par la T.V.A., voir notamment: a) Julien Huxley, La vallée du miracle, 1944, New York.

b) M.L.R., Indirect labor requirements in Construction of houses by the T.V.A., juin 1937, p. 1407.

9. La W.P.A. fut créée en 1935; son but était d'occuper le plus grand nombre possible de chômeurs par l'accomplissement des programmes de travaux de secours.

de la P.W.A. avait nécessité approximativement 1.423.183.000 d'heures-ouvrier d'emploi primaire direct. Sur ce total 888.240.000 d'heures-ouvrier ont été fournies parles travaux fédéraux et le reste, soit 534. 943.000 par les plans de travaux non-fédéraux[10]. Or, en supposant qu'une année-ouvrier corresponde à 2.000heures de travail, le volume de l'emploi primaire direct s'élève alors à 711.591 personnes.

Ainsi, en parlant de l'occupation primaire directe, il faut mentionner encore 1.700.000 ouvriers qui grâce à l' "Acte de secours aux chômeurs" avaient pu se procurer un emploi; et enfin, à ce nombre ajoutons les 2.500.000 ouvriers embauchés, à la suite du programme des travaux de secours urgents.

Donc, au total, l'emploi primaire direct a été de 4.911.591 personnes. Essayons, maintenant,de déterminer le volume de l'emploi primaire indirect pour la même période c'est à dire de juillet 1933 à juin 1937.

2) Emploi primaire indirect. Deux données sont particulièrement éloquentes pour évaluer le volume de l'emploi primaire indirect, résultant de l'achèvement du programme d'investissements publics de la P. W. A.; ce sont: 1.) les rapports communiqués par les industriels fournisseurs de commandes de matériaux; 2.) les études faites, sur la base de ces rapports, par le Bureau de statistiques du travail se rapportant notamment au volume de la main-d'oeuvre employée et pour la production et le transport de quelques matériaux de base.

Ainsi, le Service de statistiques du département de Travail des Etats-Unis, à la suite des études faites dans cinq industries (acier, ciment, bois de construction et matériaux de construction en argile) pour évaluer l'emploi primaire indirect créé dans les mines, les entreprises de transport et les usines par les commandes passées par la P. W. A. de juillet 1933 à juin 1937 a obtenu les résultats suivants: pour l'acier l'emploi indirect a atteint 611 millions d'heures-ouvrier; par contre, le volume d'emploi primaire indirect pour le ciment, le bois de construction et les matériaux en argile s'est élevé respectivement à 116, 111 et 47 millions d'heure-ouvrier,soit au total de 885 millions d'heures-ouvrier, ce qui correspond, en supposant qu'une année-ouvrier équivaut à 2000 heures de travail, un emploi de 442.500 personnes. En élargissant ses

10. Byer, M.L.R., janvier 1938, p. 19.

études à d'autres industries ayant alimenté en matériaux les multiples chantiers de construction pour les travaux non fédéraux, le Bureau de statistiques de travail est arrivé à la conclusion qu'à chaque heure d'emploi primaire direct correspondent 2,5 heures-ouvrier d'emploi primaire indirect. Par conséquent, si l'on multiplie par 2,5 le volume d'emploi primaire direct créé par l'ensemble du programe de la P.W.A. et qui s'élevait à 711.591 personnes, on obtient 1.778.977 comme emploi primaire indirect. On peut calculer aussi le volume de l'emploi primaire indirect en appliquant d'autres méthodes. En effet, pour y parvenir considérons le tableau II qui donne l'accroissement de l'emploi indirect de juin 1933 à juin 1937 et cela par branche d'industries.

Tableau II

Emploi par branches de production [11] **(en milliers)**

Types d'industries	nombre d'ouvriers juin		augmentation de juin 1933 à juin 1937
	1933	1937	
Haut fourneaux et produits d'acier ...	275,9	431,6	155,7
Fonte	9,6	15,9	6,3
Quincaillerie	32,6	49,7	17,1
Produits "plomberie"	18,0	28,1	10,1
Appareils de chauffage etc	22,4	34,5	12,1
Construction et décoration métall.	19,3	38,9	19,6
Appareils électriques	124,5	266,7	142,2
Fonderie et machines	202,7	448,0	245,3
Voitures	10,7	48,6	37,9
Produits bronze et cuir	46,7	79,6	32,9
Locomotives	1,6	11,5	9,9
Bois de construction	2218,	327,7	105,9
Brique, tuile et autres prod. argile	33,2	55,6	22,4
Ciment	17,8	25,7	7,9
Verre	50,7	78,5	27,8
Peintures et vernissages	23,9	33,2	9,3
Raffinerie de pétrole	67,5	81,6	14,1
Total	1.168,9	2.045,4	886,5

11. Byer, M.L.R., op. cit. p. 26.

Dans ces différentes industries, on constate une augmentation de 886.500 dans le nombre des ouvriers occupés.

La valeur des commandes des matériaux passes aux industries figurant dans le tableau II, par la P.W.A. de juillet 1933 à juin 1937 se monte à 1.132.890.000 dollars; il en résulte donc que l'achat des matériaux couvrant ce montant a permis d'embaucher 886.500 travailleurs.

Mais comme nous l'avons vu antérieurement, la P.W.A. disposait de 3.674.242.875 dollars afin de mettre sur pied son programme d'investissements publics. Sur ce total, environ 960.000.000 dollars [12] avaient été payés comme salaire aux 711.591 ouvriers occupés à l'accomplissement du programme des travaux publics de la P.W.A. sur les chantiers de construction et durant les quatre exercices allant de juillet 1933 à juin 1937.

Nous constatons ainsi qu'il reste encore une somme de 1.581.423. 875 dollars à dépenser pour l'achatdes matériaux, donc pour la création d'emploi primaire indirect. Si, maintenant, nous supposons qu'un ouvrier touchait annuellement 1300 dollars, l'emploi indirect se serait monté à 1.216.479 personnes. Ajoutons à ce chiffre, le chiffre calculé précédemment, et résultant du tableau II, on trouve un total de 2.102.979. Donc le volume de l'emploi indirect que nous venons d'estimer diffère de celui évalué au moyen du coefficient d'emploi indirect, soit 2,5 de 324.002 personnes. A notre avis, le chiffre 2.102.979 est beaucoup plus près de la réalité; car, il ressort des études faites par le Bureau de statistiques du travail du département de travail des Etats-Unis, le coefficient (2,5) varie suivant la naturede travaux; ainsi pour les usines électriques le rapport entre l'emploi direct et indirect est de 1 à 4,44; pour les plans d'adduction d'eau, de 1 à 2,3; pour lesbâtiments, les routes en ciment, les ponts et les routes bitumées, il est respectivement de 1 à 2,15, 1,16, 1,15 et 0,74.

Par conséquent, il nous semble qu'il est peu sage de tenir compte dans l'évaluation de l'emploi indirect du coefficient (2,5). Quant à l'emploi total obtenu grâce à la politique des travaux publics (y compris les travaux de secours) il s'élève, en additionnant l'emploi primaire direct (4.911.591), et l'emploi primaire indirect (2.102.979), à 7.014.570 travailleurs.

---

12. Byer, M.L.R. janvier 1938, p. 19.

Une question se pose: Quelle est la part qui revient à la politique d'investissements publics dans la lutte contre le chômage conjoncturel ? Pour l'estimer, il faut écarter les chômeurs embauchés par des travaux de secours; car ceux-ci n'ont nullement nécessité des commandes de matériaux; ils étaient donc improductifs, et par conséquent n'ont contribué en rien à la reprise économique.

Dès lors, le volume réel d'emploi créé uniquement par la politique des travaux publics se chiffre à 2.814.570 hommes. Mais la P.W.A. avait, d'autre part, prêté concours soit à la Tennessee Valley Authority, soit enfin au C.C.C., de sorte qu'il en est résulté une vague d'occupation, qu'il faut ajouter au volume d'emploi découlant des investissements publics.

Nous pouvons estimer cet emploi à plus de 100.000 travailleurs. Donc, en définitive, environ 3 millions de personnes ont bénéficié d'un emploi à la suite de la politique de dépenses publiques.Comme cela a été souligné plus haut, il y avait 9 millions de chômeurs conjoncturels au moment de l'accès au pouvoir du Président Roosevelt; ce qui fait que la réduction du chômage conjoncturel par la P.W.A. a été d'ordre de 33,33 %.

B. Accroissement de la production industrielle

Tableau IV

Production industrielle 13

Années	Indice de la production
1929	107
1930	88
1931	73
1932	58
1933	70
1934	72
1935	83
1936	95
1937	98

Comme il ressort de ce tableau, la production industrielle a témoigné aussi d'une reprise et atteint presque le niveau de l'année 1929.

Bien qu'il soit impossible d'attribuer cette prospérité de la produc-

13. Piettre, Lapolitique du pouvoir d'achat devant les faits. 1938.

tion industrielle aux seuls effets de la politique de travaux publics, il n'en reste pas moins vrai que son action a été, dans certaines branches d'industries, prépondérante. Ainsi, la valeur des commandes passées par la P.W.A., aux industries de produits en fer et en acier (construction mécanique non comprise) s'élève à 466 millions de dollars. Par contre, les commandes des produits en bois, fonderie et construction mécanique (matériel de transport non compris) ont atteint respectivement 104 millions et 291.538.000 millions de dollars; d'autre part, les industries produisant et transportant du matériel de construction tels que argile, pierre et verre ont bénéficié des commandes de la P.W.A. et fourni pour une somme de 494.506.000 dollars du matériel.

Toutes ces commandes ont remarquablement fait prospérer de nombreuses industries lourdes; par exemple, les commandes de ciment de la P.W.A. ont consommé (absorbé) le 72 % de la production totale du pays.

Quant à l'accroissement du revenu national et des investissements, là aussi nous constatons une augmentation, bien que non imputable aux seuls effets de la politique des investissements publics, confirmant une fois de plus la reprise qui s'est incontestablement faite jour. Le tableau ci-dessous reflète l'image de cette augmentation.

Tableau V

Revenu national et investissements [14] **(en milliards de dollars)**

Années	Rev. national	Investis.	Années	Rev. national	Investis.
1929	89,7	25,5	1933	54,5	9,7
1930	82,8	20,2	1934	64	13,1
1931	70,8	15,3	1935	70	17,8
1932	56,5	8,9	1936	65 (a)	19 (b)
			1937	72,2 (b)	17,84 (c)

Si, d'autre part, nous calculons la valeur du multiplicateur et de la propension marginale à consommer, durant la période allant de 1933

14. Michel Kalecki, op. cit. p. 69.

a) A. Piettre, op. cit.p.72

b) Moulton Edwards, Mager, Lewis: Capital expansion employment and economic stability. 1940, p. 46.

c) Richard A. Lester. Economic labor, 1941, p. 409.

à 1937, on trouve K = 1,328 et c = 0,25; cela nous montre que l'accroissement du revenu national est dû au développement des investissements auxquels la politique des travaux publics a donné une vive impulsion initiale. Certes, elle n'a pas pu déclencher des effets secondaires, et, par conséquent, avoir une influence beaucoup plus considérable, voire prépondérante, dans l'essor qui s'est déclaré; mais, elle y a, cependant, pris une part respectable. C'est pourquoi nous pouvons affirmer, à l'encontre de plusieurs auteurs, que la politique d'investissements publics pratiquée par l'administration du Président Roosevelt a atteint ses buts et pris une remarquable place dans le redressement national.

CHAPITRE HUITIEME

TRAVAUX PUBLICS EN TURQUIE

Nous avons dit, dans des définitions des travaux publics, que parmi les multiples avantages qu'ils apportent, il en est de ceux qui contribuent à l'industrialisation du pays. C'est le cas de la Turquie où, justement, depuis quelques années, c'est-à-dire depuis la disparition de la souveraineté ottomane, un vaste mouvement d'industrialisation se fait pour grâce à l'impulsion de l'Etat qui le favorise par une politique des travaux publics. Aussi consacrerons-nous ce chapitre à l'étude de ce mouvement d'industrialisation nationale; car, nous ne pouvons pas parler du chômage conjoncturel aujourd'hui encore en Turquie, étant donné que le mouvement d'équipement industriel est en plein développement.

Avant de passer à l'étude proprement dite des travaux publics, il nous paraît utile de brosser le tableau économique du pays tel qu'il se présentait au moment même de la proclamation de la République.

Il suffit pour cela de jeter un coup d'oeil sur l'organisation économique, si l'on peut s'exprimer ainsi, de l'Empire ottomon. Quoique jusqu'au traité de Karlofça (1699) l'Empire ottoman eût conservé sa puissance militaire, qui constituait son seul orgueil, son organisation économique même avant ce traité, n'était, cependant, pas à la hauteur de cette puissance. Pour le Sultan, l'économie du pays présentait un caractère secondaire: avant tout et par dessus tout, c'était l'armée qui primait. Après le traité de 1699, une décadence militaire, enraînant avec elle le bouleversement complet de ce noyau d'organisation écono-

mique, qui commençait à se dessiner dans tout l'Empire. Cette situation critique dura jusqu,au lendemain de la première guerre mondiale. Ayant perdu la guerre, l'Etat ottoman signa l'armistice de (Mondros) qui lui imposait un démembrement radical. Aprèr la signature de cet armistice, profitant de ses lourdes clauses, les Alliés occupèrent la quasi totalité de la Turquie. Ainsi les Alliés préparaient le terrain pour appliquer le traité de (Sèvres) qui supprimait la Turquie à tout jamais; entre temps, guidés par un esprit d'impérialisme, et convaincus de la disparition du peuple turc, les Grecs débarquèrent—avec le consentement des Alliés—à Izmir. Face à cette situation, le Sultan et son gouvernement n'entreprirent aucune action pour sauver leur pays; ils croyaient la Turquie perdue; cela, d'ailleurs, leur était plus ou moins égal pourvu qu'ils fussent sains et saufs. A ce moment de désespoir, Kamal Atatürk prit les devants et proclama "qu'il" vaut mieux mourir que de supporter de telles humiliations".

Avec le coup de grâce porté aux Grecs, la guerre de l'indépendance fut gagnée; et le traité de Lausanne ne tarda pas à être signé. Avec le traité de Lausanne une jeune nation, consciente de ses destinées historiques et ed sa force et ayant démontré qu'elle n'était pas morte et qu'elle tenait, par par dessus tout, à sa liberté, prit place dans la famille des nations libres.

Après cette éclatante victoire, le peuple turc ne voulut plus rien savoir des sultans ni de leur régime tyrannique. Il abolit donc le sultanat, proclama la République et se voua corps et âme à sa restauration et à son organisation économique. De multiples efforts furent accomplis pour doter le pays d'un outillage industriel moderne et l'aménager selon les conceptions de l'économie moderne.

Ceci dit, passons à l'étude des travaux publics proprement dits.

Section 1.

Travaux réalisés par le Ministère des travaux publics

A) Travaux hydrauliques

Les travaux hydrauliques de l'Empire ottoman, pour les années précédant la constitution de (1876), n'avaient qu'un caractère limité;

aucune trace perceptible d'une organisation rationnelle et systématique visant notamment la mise au point des plans détaillés pour des travaux hydrauliques. Hormis quelques travaux entrepris par des fondations privées, en vue de couvrir les besoins des villes en eau potable, on ne trouve pas d'autres oeuvres qui eussent été conçues pour satisfaire aux exigences de la situation hygiénique, économique et agricole du pays. S'il y eut cependant, quelques travaux hydrauliques, vers les dernières années de l'Empire, ce ne fut guère dans la mère patrie, mais bien dans les régions n'ayant aucun rapport avec la métropole. D'ailleurs, ce furent des visées politiques qui jouèrent le rôle déterminant dans la réalisation de ces travaux, l'embellissement et l'aménagement du pays restant au second plan. Ces travaux favorisèrent l'établissement de concessionnaires étrangers ambitieux, passionnés, visant avant tout leurs propres intérêts qui avaient su profiter des capitulations, des querelles intestines de la Cour et de son impuissance, pour monter des entreprises.

L'étude et l'application méthodique des travaux hydrauliques dans le cadre d'un programme étatique ne commence qu.avec la fondation de la République. Le gouvernement de la République, s'étant rendu compte de la place que les fleuves et les lacs du pays occupaient au sein de l'économie nationale, se mit aussitôt au travail; il divisa le pays, à cet effet, en 12 régions suivant le régime des eaux; les villes telles que Ankara, Bursa, Antalya, Adana, Samsun. Izmir et Malatya formèrent les centres respectifs.

Voici un résumé des travaux hydrauliques parmi les plus importants.

a) *Travaux d'assèchement des régions marécageuses :*

La Turquie subissait les coups mortels de la malaria. Les moustiques, qui sont la principale cause de cette maladie, ne pouvaient disparaître tant que les régions marécageuses leur restaient accessibles. Soucieux de la santé de la population, le Gouvernement de la République entreprit d'importants travaux en vue d'anéantir ces foyers de maladie qu'étaient les marais. A cet effet, il fit procéder à l'assèchement des marais suivants :

1) Marais de Yalova,
2) " d'Izmit,
3) " d'Incesu,
4) " de Halkpinar,
5) " de Tarsus et Limni.

b) *Travaux de canalisation :*

D'innombrales canaux ont déjà été construits; ils apportent une aide très précieuse au relèvement du pays. Les plus importants sont les suivants :

1) *Le canal d'arrosage de Horsunlu :*

Ce canal avait été construit pour : 1° aménager la vallée de Büyük Mendres; 2° arroser les plaines bordant le Büyük Mendres, qui atteignent une superficie de quelque 400.000 deunums[1].

2) *Le canal d'évacuaiton de Nazilli :*

La construction de ce canal visait deux buts : 1° supprimer la vaste région marécageuse qui se trouvait entre Nazilli et Bozdogan; 2° l'évacuaiton des eaux de débordement du Mendres servant à arroser les sultures de riz qui avaient pris naissance sur l'emplacement même du marais asséché.

3) *Le canal d'alimentation du lac de Marmara :*

Le percement de ce canal permit, d'une part, d'alimenter le lac de Marmara grâce aux eaux de débordement du Gediz, et d'arroser d'autre part, un terrain d'à peu près 40.000 deunums.

c) *Travaux d'assainissement des plaines.*

1) L'assainissement de la plaine de Bursa : Chaque année, pendant les périodes de débordements, le ruisseau Nilüfer et ses affluents tels que Deliçay, etc..., inondaient la plaine de Bursa, la rendant impropre à l'agriculture; le Gouvernement de la République se rendant compte de ce danger perpétuel, entreprit des travaux qui aboutirent finalement à la maîtrise des flots déchaînés de ces ruisseaux et rendit, de ce fait, possible l'arrosage de la dite plaine.

1. Ancienne unité de surface : un deunum (dönüm) équivaut à 919 m2.

2) *La plaine d'Ankara :*

Pour contribuer au boisement des environs de la capitale et pourvoir à l'arrosage des plaines s'étendant jusqu'au village de Sincan, les autorités de la République firent monter, sur le ruisseau Çubuk, des installations d'arrosage ultra - modernes. Elles firent en outre construire un barrage moderne, également sur le ruisseau çubuk, qui devait fournir de l'eau à la ville d'Ankara.

3) *Plaine de Malatya :*

Ici aussi le but visé était l'arrosage des plaines de Malatya. A cet effet on a mis au point toute une série d'installations dont la plupart avaient été construites sur les ruisseaux Derne, Sultan et Sürgü.

d) *Travaux hydrauliques portant sur la construction portuaire :*

Un autre problème qui préoccupa le gouvernement de la République, en matière de transports, fut celui des constructions portuaires. Pour faciliter la distribution de la production par mer, on procéda à la construction de nouveaux ports. Il est intéressant, à ce sujet, de noter les travaux réalisés pour agrandir et moderniser le port de Zonguldak.

Le travail le plus remarquable, dans le domaine de la politique portuaire, est la construction — sur la mer Noire — du port de Çatalagzi. D'après les plans élaborés, le port de Çatalagzi sera un des plus modernes du monde. Il sera pourvu d'installations ultra-modernes, à la fois pour le chargement et le déchargement ; ses quais permettrons à treize bateaux d'accoster et d'être chargés ou déchargés simultanément.

Plus de 40 bateaux pourront y trouver refuge. Le devise de construction s'élève à quelques 12 millions de livres turques.

e) *Construction d'usines hydro - électriques.*

Vu l'irrégularité du débit des fleuves ainsi que leur passage sur des pentes souvent très rudes, les autorités de la République prirent l'initiative de les utiliser de préférence pour le développement d'industries hydro - électriques, d'une part, et les travaux d'irrigation, d'arrosage, etc... d'autre part.

Pour faire parvenir, aux endroits les plus éloignés du pays, de l'électricité à la fois bon marché et en quantité suffisante, les pouvoirs publics de la République sont en train de réaliser les possibilités qu'offrent, en matière d'usines hydro - électriques, les fleuves de Kizilirmak et

de Sakarya. On pense, en effet, ériger de nombreuses usines hydro-électriques et maîtriser en conséguence les eaux souvent déchaînées de ces deux fleuves. Une somme de 145 millions de Ltqs a été réservée pour l'ensemble des travaux hydrauliques.

B) *Travaux de Chemins de Fer*

"La marche de la nation turque vers la civilisation, le bonheur et la fortune et l'évolution de la vie économique en Turquie, ne sont réalisables qu'avec les chemins de fer".

K. ATATÜRK

Comme nous l'avons dit dans la partie historique de cette étude, l'Empire ottoman était dépourvu de toute organisation économique, Dès 1856 et même bien avant, un état confus, voire chaotique, caractérisait l'Empire. Auissi ce furent les concessionnaires étrangers, dénués de scrupules qui vinrent assurer la construction des chemins de fer. Et faut-il relever encore, que c'était uniquement les mobiles stratégiques qui guidèrent la construction des chemins de fer. L'Empire était un foyer de troubles; pour réprimer les révoltes, il avait besoin d'un réseau ferroviaire qui au besoin pourrait servir au déplacement de troupes.

C'est avec l'avènement de la République (1923) qu'on enregistre l'établissement d'un vaste programme à la fois rationnel et systématique de travaux publics, notamment la consturction des chemins de fer. Le gouvernement de la République, dans sa politique ferroviaire, vise les buts suivants :

1°. le développement de la Turquie;
2°. le relèvement social de la Turquie;
3°. l'évolution de la nation turque dans le domaine de la culture;
4°. l'enracinement dans les coins les plus lointains du pays, les rèformes d'Atatürk;
5°. et, enfin, le renforcement subséquent de la situation économique du pays.

Avec une application méthodique des programmes de la politique

ferroviaire, le gouvernement de la République a réussi à atteindre les buts ci - dessus. Quant aux sommes payées pour le financement des travaux ferroviaires, elles se chiffrent à des millions de Ltqs.

Voici, en effet, la longueur des lignes nouvellement construites ainsi que la somme des dépenses faites depuis 1924 à 1938[2].

Années financières	Longueur en km.	Dépenses en mil. de Ltqs.
1924	0	8.700.000
1952	203	29.000.000
1926	251	43.000.000
1927	513	72.000.000
1928	595	121.500.000
1929	783	161.400.000
1930	1232	203.300.000
1931	1392	225.600.000
1932	1690	232.600.000
1933	1955	243.700.000
1934	2012	260.800.000
1935	2399	282.300.000
1936	2705	301.300.000
1937	2849	323.000.000
1938	2975	347.000.000

En plus de ces dépenses, le gouvernement de la République a dû payer, pour l'achat des lignes exploitées par des concessionnaires étrangers, les sommes suivantes : (3)

	Longueur (km)	valeur (mil)	
Le chemin de fer d'Anatolie	1032 + 000	30.748.471,12	Frs. Suissse
Le chemin de fer de Mersin-Adana	067 + 000	1.194.970	£
Le chemin de fer Samsun-Çarşamba	039 + 000	1.370.000	Ltqs 4
Le chemin de fer de Aydin	608 + 000	1.825.840	£
Chemins de fer orientaux	336 + 286	20.760.000	Fr. Fr.
Le chemin de fer d'Izmir	702 + 696	162.468.000	Fr. Fr.

A la suite de la conclusion des traités, le gouvernement turc s'est approprié 603 km de lignes de chemins de fer; quelques 4138 km de

2. On beşinciyıl Kitabevi (Livre de la 15e année) 1923 - 1938. Ankara, p. 174 - 175.

3. Livre de la 15e année op. cit., p. 99-113.

4. Orhan Conker. Les chemins de fer en Turquie et la politique ferroviaire turque. Paris 1935, p. 108.

chemins de fer ont été hérités de l'Empire ottoman. Donc, jusqu'en 1938, le total de la longueur des chemins de fer nationaux de la Turquie était de 6718 km + 536 m.

C) *Travaux de route.*

Depuis la constitution de la République, la politique routière du gouvernement turc a suivi une évolution continuelle. La coordination et l'exécution des travaux routiers ont été réalisés suivant des programmes "triennaux"dressés d' avance. Le but de la politique routière consiste à créer un réseau routier propre à réaliser la liaison des contrées les plus lointaines de la patrie, aux stations de chemins de fer, aux ports, aux centres commerciaux et industriels, d'une part, etde faciliter les voyages et les transportsd'une région à un autre pays, d'autre part.

Quoique la jeune République turque ait hérité de l'Empire Ottoman, de quelques 13.885 km de chaussées et quelques 4450 km de simples chemins, elle se trouvait en face d'une situation grave, sinon désespérée; car, toutes ces routes exigeaient de sérieuses réparations. Le ministère des travaux publics de la République, tout en procédant aux réparations nécessaires, établit lui-même les plans de construction pour un réseau routier plus développé.

a) Etude des travaux routiers réalisés pendant les dix premières années de la République.

1° Travaux réalisés par les municipalités:

Comme cela a été dit plus haut, au lendemain de la proclamation de la République, la longueur des chaussées atteignait quelques 13.885 km. En 1933, le réseau des chaussées s'élevait à 16.044 km; on en déduit qu'il y eut quelque 2.159 km de chaussées nouvellement ouvertes à la circulation.

Outre cela,un tronçon d'environ 4500 km sur 13.885 km, hérités de l'Empire, ont été sérieusement réparés. De plus, on a inauguré pour les passages d'été, un réseau de routes atteignant un peu plus de 20.896 km; ce qui porte, ainsi, compte tenu des 4550 km de routes héritées du temps des Sultans, à 20.897 km la longueur des routes nouvellement ouvertes.

Sur toutes ces chaussées et routes, on a construit 11.400 nouveaux ponts, tandis que 7188 autres vieux ponts ont été réparés. Pour tous ces travaux, on a dépensé 38.243.000 Ltqs, pour les matériaux de construction et on a payé en outre, 30.414.000 de Ltqs à la main-d'oeuvre employée.

2° *Travaux exécutés par le ministère des travaux publics:*

Le ministère des travaux publics, tout en fournissant une aide très précieuse aux municipalités,dans leur politique des travaux routiers, a, lui aussi, procédé à la construction de routes modernes.

Il a construitenviron 160 km de routes modernes et un tronçon de 65 km, sur la route de transit (Trabzon-Iran) a été aménagé. Ces 225 km de routes ont coûté au ministère des travaux publics, 7.337.000 Ltqs.

b) Des travaux routiers récents.

1° *Réalisations des municipalités.*

Les municipalités ont pris une part active à la réalisation de la politique routière de la République. En effet, en une période de 5 années, elles ont ouvert au trafic 1089 km de routes modernes et elles en ont réparé quelque 3305 km; ces routes ont nécessité la construction de 9339 ponts nouveaux et 6981 ponts réparés, d'une part, et la dépense de 20.154.189 Ltqs pour les matériaux de contruction, ainsi que 18.516.118 Ltqs pour la main-d'oeuvre, d'autre part.

2° *Réalisation du ministère des travaux publics.*

De son côté, le ministère des travaux publics a poursuivi méthodiquement sa politique routière, et, pendant le même laps de temps (5 ans), a pu construire 380 km de routes modernes dont le coût s'élève à 6.287.034.

Section 2.

Les principaux plans d'industrialisation nationale.

Certains auteurs comparent les plans d'équipement et d'organisation économique de la Turquie républicaine, aux plans de la Russie soviétique. Nous pensons que de telles comparasions ne sont pas

valables; car, s'il est possible d'établir des points de rapprochement communs, au point de vue de la forme des plans, il n'en va pas de même si l'on considère la base sur laquelle ils sont établis et leur mode d'exécution. En effet, des différences existent en ce sens que les plans turcs ne sont pas communistes; ils ne visent pas à la suppression de la propriété privée; mais, bien au contraire, à son encouragement. L'Etat, en prenant effectivement en mains l'application de si vastes programmes d'industrialisation, provoque du même coup de grosses commandes aux entreprisespr ivées qui fournissent les matériaux de construction nécessaires à la réalisation des industries prévues par les plans. Les buts immédiats, poursuivis par ces plans d'équipement national, sont les suivants:

a) L'utilisation complète des matières premières nationales par la création de toute une série d'industries des biens d'investissement et d'industries des biens de consommation.

b) La dotation d'un outillage économique national, qui permettra à la Turquie de réaliser, d'une part, son intégrité économique et élever le standard de vie, d'autre part.

c) L'indépendance maxima de l'étranger par l'élimination sur le marché turc, des produits manufacturés de provenance étrangère.

Cela étant, passons à l'étude des différents plans d'industrialisation. Le planisme, en matière de travaux publics, ne commence, qu'à partir de 1933. Il y a eu, en effet, de 1933 à 1942, quatre plans distincts:(5)

A) Premier plan quinquennal
B) Second plan quinquennal
C) Plan triennal des mines
D) Plan quadriennal d'industrialisation.

A) Le premier plan quinquennal.

Avec ce premier plan quinquennal, qui commença en 1933, la Turquie républicaine entendait prendre place dans l'économie inter-

5. L'étude des projets, l'exécution des travaux prévus par ces plans ainsi que leur financement, ont été réalisés par les banques: Eti Bank, Sümer Bank et Banque Agricole, dont l'intégralité du capital est fournie par l'Etat et par d'autres banques privées telles que la Türkiye İş Bankası etc...

nationale, comme pays à la fois agriculteur et industriel. Le plan avait une portée générale visant la création ou le développement d'industries travaillant avec les matières du pays. Les industries qui étaient prévues par ce premier plan quinquennal peuvent se résumer de la façon suivante :

a) Industries textiles (coton, chanvre, laine...).

b) Industries minières (fer, coke, d'autres dérivés, cuivre, soufre...)

c) Industrie de la cellulose (cellulose, papier et carton, soie artificielle)

d) Industrie céramique (acide sulfurique, chlore, soude caustique, superphosphate).

Quant aux dépenses nécessitées par ce premier plan quinquennal, elles se montent à 43.953.000 millions de Livres Turques (Ltqs).

Voici, en effet, les données statistiques qui présentent ces dépenses en fonction des industries prévues par le plan:

Genre d'industrie	Dépenses en millions de Ltqs.
Industrie du coton	18.538.000
Industrie du chanvre	1.700.000
Industrie de fil de laine	1.650.000
Industrie sidérurgique	10.000.000
Industrie du cuivre	550.000
Industrie de la cellulose	1.025.000
Industrie du papier	3.790.000
Industrie de la soie artificielle	490.000
Industrie de la porcelaine	800.000
Industrie chimiques:	
a) acide sulfurique	550.000
b) superphosphate	400.000
c) soude caustique	400.000
Boursiers à envoyer à l'étranger	500.000
Total	41.553.000

D'autre part, la somme des capitaux investis par la Türkiye İş Bankası est:

Usine de semi-coke	1.000.000
Usine de verrerie	1.250.000
Usinede soufre	150.000
Total	2.400.000

En définitive, le premier plan quinquennal a donc coûté: 43.953.000 Ltqs.

Le premier plan quinquennal qui devait être fini en cinq ans, comme l'indique, d'ailleurs, son nom, se trouva, cependant, achevé avec une rapidité remarquable, en 3 années. Constatant les succès du premier plan quinquennal en ce qui concerne le relèvement économique national, le Gouvernement turc, en 1936, mit un second plan quinquennal à exécution.

B) Le second plan quinquennal.

Le second plan quinquennal diffère du premier en ce sens qu'il porte sur la production des biens de production que sur la création des biens de consommation, comme c'était le cas du premier.

Voici les industries dont la création était prévue par ce deuxième plan:

a) Industries minières et métallurgiques:

1° Exploitation des mines métallurgiques (chrome, ferrochrome, mines de cuivre, zincet plomb, mines de fer).

2° Exploitation des mines de charbon (bassin d'Ereğli pour la houille et bassin de Kütahya pour le lignite).

3° Création de centrales électriques régionales (centrale électrique de la région d'Eregli et de celle de Kütahya).

4° Industries et commerce des combustibles domestiques.

5° Industries chimiques (dérivés de l'opium, essence de rose, glycérine, raffineries de pétrole, essence synthétique.

6° Industries mécaniques (machines, objects en métal, fer industriel, tuyaux, etc...)

7° Industrie et commerce maritime (cabotage et long-cours, amélioration de l'outillage des ports, pêcherie, conservation et vente des produits de la pêche).

Quant au capital investi pour la réalisation du second plan quinquennal, M. Bayar déclare ce qui suit : (6).

"Quel est le capital nécessaire à la réalisation du deuxième plan quinquennal ? Nous ne nous croyons pas autorisés à le publier. Disons, cependant, que, considérant le total des dépenses prévues comme égal à cent, 52 % sera investi comme capital fixe, et 48 % comme capital circulant. Sur le capital fixe, pris à son tour comme égal à cent, 51 % sera consacré à des achats à l'étranger pour fourniture de machines et de matières premières et 49 % restera dans le pays. Sur la valeur de la production, 64 % environ est destiné au marché intérieur et le reste, soit 36 % environ, est destiné à l'exportation. Environ 35.000 personnes, employés et ouvriers, trouveront du travail dans 88 entreprises lorsque le plan sera totalement achevée".

C) Le programme triennal des mines.

S'intéressant au plus haut degré au développement des mines du pays, notre grand libérateur, Kemal Atatürk, donna des directives au gouvernement d'élaborer un programme triennal pour la mise en valeur des mines, découvertes récemment et rendre l'exploitation plus rationnelle de celles qui étaient déjà connues. Les branches minières dont le plan triennal prévoyait l'exploitation sont les suivantes :

a) Industries charbonnières :

D'après ce plan triennal des mines, l'Etat procède à la nationalisation de l'industrie du charbon; il espère par là moderniser les moyens d'exploitation du bassin houiller de Zonguldak et réaliser, de ce fait, une plus grande capacité de production. Grâce aux travaux du plan minier, l'extraction du charbon a considérablement augmenté; déjà en 1940, la production annuelle était de 3 millions de tonnes. Aujourd'hui, la production du charbon dépasse de beaucoup celle de 1940. La mise en application du programme triennal a suscité, encore, d'autre travaux dans la région houillère de Zonguldak :

Ainsi, il y a eu l'aménagement et l'agrandissement du port de

6. Voir Bayar: La Türkiye İş Bankasi, 1938-39, p. 151.

Zonguldak, compte tenu de l'augmentation de la production du charbon. On a projeté ensuite, la construction d'un nouveau port (Çatalagzi) qui sera pourvu d'installations modernes, ce qui lui permettra de figurer parmi les ports les plus modernes du monde. On procède, enfin, à l'électrification du réseau ferroviaire du bassin houiller de Zonguldak.

b) Industrie du cuivre et du plomb argentifère :

Le plan triennal des mines prévoyait encore, le développement de la production des mines de cuivre d'Ergani et de Murgul. Toujours d'après ce plan, les gisements de plomb surifère et argentifère de Bolkardag et de Keban devaient être exploités.

c) La production du fer :

Le plan triennal des mines s'est attaché d'une manière particulière à l'exploitation des gisements de fer (découverts récemment), de Divrigi qui par leur teneur sont égales à celle de magnésite de Suède ou de l'Oural. On estime, après l'achèvement du programme triennal des mines, que Divrigi sera capable de fournir 500.000 tonnes de fer annuellement. Tels sont les travaux les plus importants que le plan triennal des mines prévoyait.

Passons à l'étude du quatrième plan d'industrialisation, dit "plan quadriennal d'industrialisation".

D) Le plan quadriennal d'industrialisation.

Constatant les succès encourageants, résultant de l'application des plans quinquennaux et de celui des mines, les autorités de la République élaborèrent, vers la seconde moitié de l'année 1938, le plan quadriennal d'industrialisation générale. C'est aussi un plan inspiré et mis en application grâce aux précieuses directives de notre chef immortel : Kemal Atatürk.

Le plan quadriennal cherche à développer l'industrie minière et vise l'industrialisation générale du pays.

L'exécution du plan quadriennal d'industrialisation est dû à l'étroite collaboration des ministères suivants :

1. Ministère de l'Economie Nationale,

2. Ministère des Travaux Publics,
3. Ministère d'Agriculture.

Quand aux détails des travaux figurant dans le programme quadriennal, M. Celal Bayar, alors premier ministre, a déclaré ce qui suit à l'Agence d'Anatolie :

"...Voici les travaux que nous entreprendrons :

La construction d'un port moderne pour l'expédition du charbon et de minerai de fer sur la Mer Noire, et, en outre, de celui de Trabzon. Les installations du port de la Mer Noire auront une importance toute particulière, car elles serviront de voie d'exportation à notre industrie sidérurgique de Karabük et seront dotées de tout l'outillage technique moderne.

L'établissement à Istanbul d'un service de ferry-boat entre Sirkeci et Haydarpacha. Après l'achèvement de notre programme minier, le volume des transports de nos chemins des fer devant tout naturellement augmenter, nous procéderons à l'acquisition des wagons nécessaires.

Un autre projet, dont la réalisation a été également décidée, est de faire construire, dans la capitale, des maisons hygiéniques et modernes pour les fonctionnaires. On connaît toute l'importance de la question des logements à Ankara et son rôle dans la cherté de la vie.

La culture du jute dans les environs d'Antalya a été expérimentée par le Ministère de l'Agriculture.

Les expériences ayant donné des résultats concrets, cette industrie sera établie dans la région; des fils et des toiles de jute y seront tissés.

Une usine d'instruments aratoires sera aussi montée à Ankara.

Des fabriques d'industrie de viande seront également créées à Trabzon.

Parmi les autres industries dont la création a été décidée dans le pays, figurent notamment celles du jus de fruit et de sauce-tomates, celles du lait et du fromage et l'établissement d'installations destinées à la classification d'emballages et à la conservation des différents légumes et fruits.

Des centrales électriques seront construites à Kütahya et à Zonguldak.

La centrale de Kütahya transmettra l'énergie à tous les vilayets jusqu'à Istanbul inclusivement et assurera tous les besoins en électricité de toute cette étendue...

"... L'industrie du combustible pour usage domestique, du ciment de scorie à Karabük et les industries de soude, d'opium, d'azote seront créées dans le pays, ainsi qu'une cimenterie à Sivas. Des installations seront aussi montées pour la production de la benzine synthétique.

Une usine de moteurs et une fabrique d'aluminium et de ses composés seront montées. La consommation du sucre du pays s'accroît continuellement. Nous construirons, par conséquent, trois nouvelles sucreries, en vue d'augmenter la capacité de production du pays. Un point important de notre programme est celui des projets maritimes.

Nous ferons construire vingt-huit navires de commerce de différents tonnages. Après l'arrivée de nos bateaux actuellement en construction, c'est-à-dire dans deux ans, notre flotte commerciale se composera entièrement de bâtiments nouveaux.

Il a été en outre décidé de réformer les bassins et les arsenaux de la Corne d'Or et d'Istinye, afin de les mettre en état de pouvoir construire les plus grands bâtiments. En terminant mes déclarations, qui sont la fidèle expression de tous les travaux que nous entreprendrons, je dois vous dire qu'ils nous coûteront environ quatre-vingt millions de livres.

Bref, notre grande nation se rend compte que le gouvernement est sur le point de mener à chef un nouveau programme d'entreprises extensives et harmonieuses et de développement dynamique. Chaque pas fait dans cette voie vise à accroître le bien-être et le volume d'affaires de nos concitoyens, ainsi qu'à renforcer la sécurité et à assurer l'avenir de notre pays". (7).

Section 3

Résultats généraux de la Politique des Travaux Publics.

Nous venons de donner un bref aperçu des différents programmes des Travaux Publics, réalisés en vue d'accomplir l'industrialisation de la Turquie. Il nous reste, maintenant, à voir les résultats généraux de cette politique d'investissement publics.

---

7. Traduction des déclarations faites à l'Agence d'Anatolie par M. Bayar, alors premier ministre, le 18 Septembre 1938.

A) Répercussions sur la production des biens de consommation et des biens de production.

a) HOUILLE

1. Production de la houille avant la République. (8).

Années	Production (en tonnes)	Années	Production (en tonnes)
1903	453.800	1912	810.000
1904	518.000	1913	827.000
1905	593.000	1914	651.000
1906	610.000	1915	420.000
1907	744.000	1916	408.000
1908	798.000	1917	146.000
1909	833.000	1918	186.000
1910	764.000	1919	381.000
1911	904.000	1920	569.000
		1921	341.000
	Total	10.760.000	

2. Production de houille après la République. (9).

Années	Production (en tonnes)	Années	Production (en tonnes)
1923	597.499	1932	1.593.579
1924	994.020	1933	1.852.107
1925	957.625	1934	2.288.269
1926	1.216.008	1935	2.340.491
1927	1.323.833	1936	2.298.649
1928	1.250.639	1937	2.306.869
1929	1.421.008	1938	2.588.957
1930	1.595.359	1939	2.696.397
1931	1.574.091	1940	3.019.458
		1941	3.019.626
	Total	34.934.484	

8 Nacil Sükun, L'industrie minière turque, 1942-43, p. 35.

9 Statistiques fournies par : Ministère de l'Economie (direction générale des mines) nos mines. Ankara, 1940, p. 100; voir également M.T.A. Revue de l'Institut d'études et de recherches minières, No. 2/27, avril 1942, p. 190.

Une simple comparaison des chiffres de ces deux tableaux montre que l'accroissement de la production houillère, depuis la constitution de la République, a été incontestable. En effet, la production totale, de 1903 à 1921, c'est-à-dire d'une période de dix-neuf années, sous le régime ottoman, se monte à peine à 10.760.800 tonnes; par contre, la production globale, pendant le régime républicain et pour la même période, à savoir 19 ans, se chiffre à quelques 34.934.484 tonnes, ce qui équivaut ainsi, à une augmentation de 306 %. Si l'on pense que la houille est "le pain de l'industrie par excellence" (10) et qu'elle occupe, de ce chef, une place prépondérante dans le domaine du développement industriel, on apprécie d'autant plus la politiqu d'investissements publics pratiquée par le gouvernement turc.

Les travaux miniers, à eux seuls, ont fourni un emploi qui va, de jour en jour, en augmentant. En effet, considérons les données statistiques suivantes, qui nous donnent la somme de journées de travail, d'une part, et les sommes annuelles des salaires payés, d'autre part. (11)

Années	Somme de journées de travail	Années	Somme des journées de travail
1923	1.194.998	1932	2.655.695
1924	1.998.048	1933	3.082.056
1925	1.915.350	1934	3.721.711
1926	2.210.922	1935	3.691.985
1927	2.406.969	1936	3.828.385
1928	2.273.889	1937	4.416.314
1929	2.583.650	1938	5.382.315
1930	2.658.631	1939	5.554.568
1931	2.625.485	1940	6.321.796

Les salaires payés par les charbonnages, pour les années 1939 et 1940, se montent respectivement à 6.257.014 et à 7.281.968 mil-

---

10 Voir N. Şükul, op. cit., p. 35

11 Voir M.T.A., op. cit., No. 4/21, 1940, p. 457 et No. 1/26, 1942 p. 6.

lions de Ltqs. Parmi d'autres résultats, comme conséğuence de l'accroissement de la production houillère, notons ceux qui ont amené la construction de nombreuses fabriques parmi lesquelles les usines d'électricité viennent en tête. Le tableau suivant montre, en effet que la consommation électrique a considérablement augmenté par suite de la construction de nouvelles usines électriqus, qui sont le fruit du développement de la production houillère.

Années	Quantité (en kw)	Années	Quantité (en kw)
1923	350.880	1931	10.078.546
1924	439.943	1932	11.550.902
1925	471.602	1933	13.951.956
1926	795.256	1934	19.007.094
1927	1.034.920	1935	19.549.825
1928	1.743.800	1936	24.538.404
1929	5.359.370	1937	28.288.194
1930	9.149.822	1938	38.444.194
		1939	38.455.552

b) Production de Lignite (2).

Années	Production (en tonnes)	Années	Production (en tonnes)
1923	253	1931	7.775
1924	—	1932	13.560
1925	4.610	1933	29.561
1926	6.812	1934	52.777
1927	10.555	1935	73.355
1928	9.251	1936	95.234
1929	11.555	1937	116.397
1930	9.389	1938	129.300
		1939	129.300
		1940	219.575
		1941	279.562

12 Voir Bulletin de M.T.A., op. cit., No. 4/21, 29/9/1940.

13 Voir les Bulletins de M.A.T., No. 3 oct. 1938, No. 4/25 oct. 1941 et No. 2/27.

c) Production de fer.

Jusqu'à la création de l'industrie sidérurgique de Karabük, les objets de fer et d'acier dépendaient du marché extérieur; l'achat de ces objets à l'extérieur se faisait à des prix extrêmement élevés; ce qui explique, du reste, les principales causes du maigre inventaire des paysans en matière d'objets de fer et d'acier. Aujourd'hui, on peut affirmer que grâce à la création de cette industrie métallurgique nationale, la Turquie est en mesure de couvrir ses besoins en produits de fer et d'acier. D'après le bulletin trimestriel (avril-juin) 1941 de la Banque Centrale de la République de Turquie, les usines de Karabük ont produit en 1940:

Différents sous-produits	Fer	Acier	Tuyaux	Coke
19.818 tonnes	8.248 ton.	37.408 ton.	3.049 ton.	149.636 ton.

tandis que la production mensuelle, rien que pour les premiers mois de l'année 1941, s'élève à vingt-cinq mille tonnes de fer et d'acier.

d) L'augmentation de la production de certains produits de consommation

D'après "Türkiye millî geliri"[14], l'augmentation de la production en %, grâce aux travaux publics du gouvernement républicain, de certains produits par rapport à l'année 1928, est la suivante :

Les Produits

Années	Coton	Laine	Soie	Peau	Sucre	Ciment
1929	40.7	28.0	113.3	3.9	55.4	16.5
1930	55.6	55.7	193.3	—	157.3	58.2
1931	66.7	105.4	383.3	32.9	329.7	66.5
1932	148.2	184.2	510.7	22.6	341.9	106.7
1933	237.0	282.7	526.7	30.2	1.160.3	132.0
1934	333.3	316.1	500.0	25.4	1.070.1	204.1
1935	355.6	325.3	500.0	25.4	961.8	182.5

14 Publication du Ministère d'économie nationale, Série 1, No. 7, p. 104.

B) Répercussion des investissements publics sur le revenu national et le commerce extérieur.

a) Le revenu national de la Turquie après la fondation de la République [15].

A cet effet, prenons les données statistiques suivantes :

Années	en millions de Livres Turques
1927	1.600
1933-1934	1.150
1934-1935	1.250
1935-1936	1.330

D'après ces données, le revenu national de la Turquie a accusé une baisse de 28% de 1927 à 1934;il s'agit là des répercussions provoquées par la baisse des prix survenus à la suite de la crise mondiale de 1929.

"...Les chiffres nominaux, après l'épuration du mouvement des prix, accusent une augmentation réelle de 13 % du revenu national. Or, au cours des années en question, l'augmentation de la population a été de 12 %. On peut donc dire que l'augmentation absolue du revenu est remarquable".[16].

Par conséquent, l'augmentation du revenu national par habitant est :

pour 1933-34	73.56 Ltqs.
pour 1934-35	78.55 "
pour 1935-36	82.10 " [17].

b) Les fluctualtions du commerce extérieur. [18].

Années	Importation en millions de Ltqs.	Ton. (milliers)	Export. Ltqs.	Tonnes
1926	235	629	186	771
1927	211	644	158	698

15 Millî gelir (revenu national): Publication du Ministère d'Economie Nationale, service de conjoncture, série I, Nos 2,7.

16 Millî gelir, op. cit., p. 2.

17 Idem, p. 18.

18 Dümer : La Türkiye İs Bankasi, 1937-38, p. 156.

1928	224	750	174	627
1929	256	996	155	670
1930	148	616	151	777
1931	127	497	127	883
1932	86	417	101	1.078
1933	75	396	96	1.251
1934	87	475	92	1.638
1935	89	528	96	1.480
1936	93	532	118	1.377
1937	114	614	138	1.362

Telles sont, dans leur ensemble, les principales réalisations que les autorités publiques de la Turquie nouvelle ont entreprises, pour accomplir d'une façon systématique l'oeuvre nationale d'industrialisation toute entière.

La tâche la plus difficile, à savoir "la réalisation de l'indépendance économique de la Turquie républicain" semble être en voie d'achèvement. Si, aujourd'hui, la Turquie nouvelle peut se procurer la majeure partie de ses biens d'investissements et des biens de consommation sur son propre marché, cela ne nous empêche nullement de dire ici même, que malgré ces remarquables travaux, il reste encore de rudes tâches à affronter.

Nous sommes convaincus, par contre, que la Turquie, sous l'égide de la République, atteindra le stade définitif de son industrialisation et ne manquera pas de jouer un rôle important dans la vie économique internationale.

CONCLUSIONS

Telle est la signification la plus réaliste, selon nous, d'une politique rationnelle et systématique de travaux publics qui se propose de lutter, d'une manière efficace, contre le chômage conjoncturel.

Comme nous l'avons souligné, l'idée d'une politique de travaux publics ne date pas de nos jours: elle remonte aux époques lointaines de l'histoire. Au fur et à mesure que la vie économique s'est développée, les répercussions des crises ont augmenté en conséquence, c'est-à-dire que les fluctuations provoquées dans notre système économique ont été d'autant plus grandes.

Aussi, pour conjurer ces oscillations économiques, le recours à la politique de travaux publics prit de plus amples proportions et fut utilisé par de nombreux pays.

Nombre d'auteurs ont pris comme sujet de critique toute politique de travaux publics. En dépit de leurs critiques, qui ne sont pas fondées (c'est du moins notre avis), cette politique n'a pas manqué de rallier quantité de suffrages.

Nous sommes convaincus qu'aujourd'hui, c'est-à-dire dans ce monde d'après guerre où règnent l'instabilité économique et le souci de la reconstruction, la politique de travaux publics trouvera des applications en masse; elle sera à la base de tout programme gouvernemental.

D'ailleurs, maintenant déjà, alors que la paix n'est pas encore signée, nombreux sont les pays qui ont élaboré de vastes programmes de travaux publics; une fois la paix signée et la stabilité politique revenue, la politique de travaux publics prendra une tournure de plus en plus grande et elle apparaîtra comme un nouvel espoir, aussi bien pour les collectivités publiques que pour des millions de personnes rentrant des champs de bataille. Ce sera cette politique qui donnera du travail aux personnes employées jusqu'ici à l'armement des pays, et c'est encore elle qui engendrera l'équilibre économique.

Quant à la réussite de la politique de travaux publics, cela dépend, comme nous l'avons démontré, de l'envergure des programmes élaborés d'avance, d'une part, et du choix de la date d'exécution des travaux, d'autre part. Ces deux notions, c'est-à-dire la préparation technique anticipée et le moment choisi pour la mise en chantier des programmes de travaux publics,constituent la pierre de touche de toute politique de travaux publics.

BIBLIOGRAPHIE

AFTALION, A. — Les crises périodiques de surproduction. Paris, 1912.

ANGELL, J. W. — Investment and Business Cycles. New - York, 1941.

ANSIAUX, M. — L'inflation de crédit et la prévention des crises. Paris, 1934.

AKER, Z. — Les produits du sol et du sous-sol, l'industrie et les transports dans l'économie nationale de la Turquie. Thèse. Strasbourg, 1936.

ANGEBAULT, — Remède au chômage de crise. Thèse. Paris, 1933.

BONGRAS, E. — Essai sur la théorie du capital en économie libre et en économie dirigée. Fribourg -Suisse, 1943.

Le système de l'économie dirigée. Berne, 1946.

BAUDIN, L. — La monnaie — Ce que le monde devrait en savoir. Paris, 1940

BYER, — Employment resulting P. W. A. construction 1933-1937, in M.L.R. jan. 1938.

BALOGH, T. — The National Economy of Germany, in E. J., 1938.

BRESCIANI - TURONI, C. — The "Multiplier" in Practice: Some Results of German Experience,in R.E.S. 1938.

BEVERIDGE, W. H. — Emploi pour tous dans une société libre (traduit par Laufenburger et Domachi). Paris, 1946.

BECKERATH, U. V. — Créer du travail doit-il nécessairement coûter de l'argent. Paris, 1935.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — Le chômage et les travaux publics. (Etudes et documents, Série C,no. 15) Genève, 1931.

Une politique de travaux publics. (Etudes et docum., Série C, no. 19) Genève 1935.

Les trois causes du chômage. (Etu. Et doc., série C no. 20) Genève, 1933.

Reconstruction économique aux Etats - Unis. Genève, 1937.

CLARK, J. M. — Economics of planning Public Works. Washington, 1935.

CARIVEN, A. — La lutte contre le chômage. Thèse. Toulouse, 1935.

CLOSON, — La politique du Président Roosevelt. Thèse. Paris, 1937.

CONKER, O. — Les chemins de fer en Turquie et la politique ferroviaire. Paris, 1935.

CLARC, C. — The conditions of economic progress. London, 1940.

DUCOMMUN, F. — Diagnostic economique et syndicalisme. Lausanne, 1941.

DELETTREZ, J. M.. — Les récentes théories des crises fondées sur la disparités des prix. Thèse. Paris, 1940.

DENAIS. — Les grands travaux et leur financement. Le Capital, 13 mai 1937.

DUMER, T. — La Türkiye İs Bankasi A. Ş. et son rôle économique. Thèse Lausanne, 1938.

DAGLAROGLU, R. — L'industrie textile turque. Thèse. Neuchatel, 1941.

DOMARCHI, T. — Les investissements publics en théorie et en pratique in l'économie sans abondance. Paris, 1942.

Fain. La science économique appliquée aux problèmes économiques contemporaines Paris, 942.

FEDI, — La crise des travaux publics. Comment en sortir ? Paris, 1935.

GRUNIG, F. — Le circuit économique. Paris, 1936.

GAYER, A. D. — Public Works in prosperity and depression and their utilization as an agency of economic stabilization. New-York, 1935.

HABERLER, G. v. — Prospérité et dépression. Genève, 1943.

HUXLEY, La vallée du miracle. New-York, 1944.

HAWTREY, R. G. — Capital and Employment. London, 1937.

JEANNENEY, J. M. — L'oeuvre scientifique de quelques économistes étrangers. VIII. John-Maynard Keynes, in R.E.P., 1936.

KAHN, R. F. — The Relation of Home Investment to Employment, in E. J. 1931.

KALECKI, M. — Essays in the theory of economic fluctuations. New-York, 1939.

KEYNES, J. M. — To means to prosperity. London, 1933.

Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie. Paris, 1942.

KOENIG, Ph. R. — La réduction du chômage en Allemagne par les travaux publics. Thèse. Paris, 1937.

LAUFENBURGER, H. La vie économique en Allemagne, in R.E.P., 1931-1939.

Rapport introductif de la discussion pour la réunion des économistes de langue française. Quelques aspects de la reprise allemande. Méthodes et Résultats, in R.E.P., 1938.

LEDERER, E. — Le chômage en Allemagne,in R.E.P., 1931.

LESCURE, J. — Des crises générales et périodiques de surproduction. Paris, 1943.

Etudes sociale comparée des régimes de liberté et des régimes autoritaires. Paris, 1940.

LASRY, C. — Lutte contre le chômage et finances publiques. Thèse. Paris, 1937.

MOULTON, H. Hausse des salaires ou baisse des prix. Paris, 1938.

MEADE, J. E. — Economie politique et politique économique. Paris, 1939.

MACHLUP, F. — Guide à travers les panacées économique. Paris, 1938.

MITNITZKI, M. — Effet d'une politique de travaux publics sur le mouvement des affaires et l'emploi, in R.I.T., 1934.

MILHAUD, E. — Nouveau travail,nouveau débouché. Un projet immédiat contre le chômage et contre la crise. Paris, 1933.

POPIN, Y. — La politique des travaux publics considérée comme remède au chômage. Thèse. Paris, 1934.

PIETTRE, A. La politique du pouvoir d'achat devant les faits. Paris, 1938.

PHILIP, A. — La crise et l'économie dirigée. Paris, 1935.

PEYREGA. — Les grands travaux publics et la théorie économique. Paris, 1943.

PHOCAS. — Essai sur le chômage allemand d'après guerre. Paris, 1936.

SYNKARUK. — Le multiplicateur d'investissements publics et l'expérience allemande. Thèse. Fribourg, 1945.

WAGEMANN. — Intraduction à la théorie du mouvement des affaires. Paris, 1932.

WAGEMANN. — Stratégie économique. Paris, 1938.

TABLE DES MATIERES

Pages

Introduction 5

PREMIERE PARTIE

CHOMAGE ET NATURE

CHAPITRE PREMIER

Différentes sortes de chômage 10
Section I. Le chômage normal et son ampleur 10
Section II. Le chômage saisonnier et ses fluctuations 12
Section III. Le chômage technologique et ses oscillations 13
Section IV. Le chômage conjoncturel et ses variations 14

DEUXIEME PARTIE

DIAGNOSTIC DU CHOMAGE CONJONCTUREL ET POLITIQUE DES TRAVAUX PUBLICS

CHAPITRE DEUXIEME

Causes du chômage conjoncturel, remèdes proposés et place des travaux publics. 23
Paragraphe: 1. Théories de la sous-consommation 23
Section I. Etude sommaire des théories des cycles économiques 23
Paragraphe: 2. Théories de la surcapitalisation 24
Paragraphe: 3. Théories monétaires 25

Section II. En quoi les théories des cycles économiques expliquent les causes du chômage conjoncturel 27
Paragraphe: 1. Théories de la sous - consommation et les .... causes du chômage conjoncturel 27
Paragraphe: 2. Théories de la surcapitalisation et causes du chômage conjoncturel 29
A. Causes du chômage conjoncturel selon les fluctuations de la demande de biens de consommation 29
B. Pénurie de capitaux et causes du chômage conjoncturel 31
Section III. Remèdes proposés pour combattre le chômage conjoncturel; leur discussion et place des travaux publics 32
Paragraphe 1. Restriction de la production 32
Paragraphe 2. Le pouvoir d'achat et les travaux publics 33
Paragraphe 3. La politique du taux de l'intérêt et la place des travaux publics 35

CHAPITRE TROISIEME

Travaux publics considérés comme remède au chômage conjoncturel... 38

Section I. Définition de la notion des travaux publics et leur classification 38
a/Travaux improductifs 38
b/Travaux productifs 39
Sections II. Naissance d'une politique des travaux publics 39
Section III. Vers quel secteur du circuit économique conviendrait-il de diriger les travaux publics pour que l' "AMORÇAGE DE LA POMPE" se transforme en une prospérité générale et continue 42

CHAPITRE QUATRIEME

Coordination des travaux publics 46

Section I. La coordination idéale des travaux publics 46
Section II. Le moment d'intervention 55
Section III. Limites de la coordination prévoyante des travaux publics 58
Section IV. Nécessité d'une direction d'ensemble 61

CHAPITRE CINQUIEME

Effets 65

Section I. Répercussions d'une politique des travaux publics 65
A. Répercussions primaires (directes et indirectes) et secondaires 65
a/L'emploi primaire direct 66
b/L'emploi primaireindirect 66
c/L'emploi primaire indirect 66
B. Calcul du miltiplicateur d'emploi 69
Section II. Quelques critiques 71

TROISIEME PARTIE

TRAVAUX PUBLICS DANS LES FAITS 75

CHAPITRE SIXIEME

Travaux publics en Allemagne 77

Section 1. Situation économique en Allemagne avant 1933..... 77
Section. II. Luttes préliminaires contre le chômage par les travaux publics 80
Section III. La politique des travaux publics des Nationaux-Socialistes 82
A. Premier plan quadriennal 82
a/Programme Hitler 85
b/Plan de 21 Septembre 1933 85
c/Plan de construction d'autostrades 86
d/Travaux de canalisation 87
e/Travaux de la Reichsbahn 88
f/Travaux réalisés par l'administration des postes 89
B. Deuxième plan quadriennal (septembre 1936) 90
Section IV. Résultats et leurs appréciations 90
A. Création d'emploi 93
1. L'emploi primaire direct 93
2. Emploi primaire indirect 94
B. La production industrielle et le revenu national 96

CHAPITRE SEPTIEME

Travaux publics aux Etats-Unis 98

Section I. Situation économique des Etats-Unis avant 1933..... 100

Section II. La politique des travaux publics du Prisident Roosevelt 102
Section III. Résultats et leurs appréciations 104
A. Création d'emploi 104
1. Emploi primaire direct 104
2. Emploi primaire indirect 105
B. Accroissement de la production 108

CHAPITRE HUITIEME

Travaux publics en Turquie 110

Section I. Travaux réalisés par le ministère des travaux publics 111
A. Travaux hydrauliques 111
B. Travaux de chemins de fer 115
C. Travaux de de route 117
Section II. Les plans d'industrialisation nationale 118
A. Le premier plan quinquinnal 119
B. Second plan quinquinnal 121
C. Programme triennal des mines 122
D. Plan quadriennal d'industrialisation 123
Section III. Résultats généraux 125
A. Répercussion sur la production des biens de consommation et sur des biens de production 126
B. Répercussion des investissements publics sur le revenu national et le commerce extérieur 130
Conclusions 132
Bibliographie 134

ABREVIATIONS

A.E.C.	=	Annales de l'économie collective.
E.J.	=	The Economic Journal.
R.I.T.	=	Monthly Labor Review.
R.E.I.	=	Revue Internationale du Travail.
R.E.P.	=	Revue Economique Internationale.
R.E.S.	=	Revue d'Economie Politique.
S.J.	=	Review of Economic Statistics.
VJH.	=	Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich.
V.W.A.	=	Viertel jahrshefte zur Kojunkturforschung.
Wu.S.	=	Weltwirtschaftliches Archiv.
Z.SS.V.	=	Wirtschaft und Statistik. Zeitschrift für Schweizer Statistik und Volkswirtschaft.